

NOTE TO USERS

Page(s) not included in the original manuscript are unavailable from the author or university. The manuscript was microfilmed as received

84

This reproduction is the best copy available.

UMI[®]

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

001637

Thèse de Maîtrise ès Arts (Histoire)
de l'Université d'Ottawa



La presse française du Québec et les crises
européennes, 1935-1939

par

Françoise Caron-Houle

bachelière ès arts et
licenciée ès lettres (histoire)
de l'Université Laval

1 9 7 2

UMI Number: EC55926

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55926
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

A V A N T - P R O P O S

De 1935 à 1939, l'Europe a été secouée par de graves crises politiques. Les coups de force de l'Allemagne nazie, la guerre italo-éthiopienne et la guerre civile d'Espagne se sont en effet succédés et ont fait craindre le déclenchement d'une nouvelle Grande Guerre, suscitant ainsi de nombreux commentaires éditoriaux de la presse française du Québec.

Le déroulement de ces événements est bien connu aujourd'hui et les ouvrages de Jean-Baptiste Duroselle et de Pierre Renouvin en fournissent le récit détaillé. Nous les avons donc utilisés dans ce travail pour replacer les crises dans leur contexte historique et avons consacré notre recherche aux éditoriaux publiés par la presse de langue française du Québec. Nous avons cherché à connaître et à expliquer la réaction des journaux québécois devant les événements dramatiques, mais lointains, de la période 1935-1939.

Nous remercions M. Marcel Hamelin qui a bien voulu diriger cette thèse et n'a pas ménagé son temps ni ses conseils.

T A B L E D E S M A T I E R E S

Avant-propos.....	I
Table des matières.....	II
Bibliographie.....	III
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER	
<u>La guerre d'Ethiopie</u>	17
CHAPITRE II	
<u>La guerre civile d'Espagne</u>	61
CHAPITRE III	
<u>Les coups de force nazis, 1935-1939</u>	100
CONCLUSION.....	192

B I B L I O G R A P H I E

I- Journaux

Nous avons parcouru, de janvier 1933 à octobre 1939, les quotidiens suivants:

L'Action Catholique, quotidien de Québec fondé en 1907; catholique.

Le Canada, quotidien de Montréal fondé en 1903; libéral.

Le Devoir, quotidien de Montréal fondé en 1910; indépendant et nationaliste.

L'Événement, quotidien de Québec fondé en 1867. Il achète le Journal en octobre 1938 et devient L'Événement-Journal; indépendant.

La Presse, quotidien de Montréal fondé en 1884; indépendant.

II- Guides

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, Les Journaux du Québec de 1764 à 1964, "Les Cahiers de l'Institut d'Histoire", no 6, Québec, Les Presses Universitaires Laval. 1965. 329p.

COHEN, Ronald I., Quebec Votes, Montreal, Saje Publications Ltd., 1965. 128p.

DUROCHER, René et Paul-André LINTEAU, Histoire du Québec Bibliographie sélective (1867-1970), Trois-Rivières, Les éditions du Boréal express, 1970. 189p.

Les biographies françaises d'Amérique, éditées par les journalistes associés, Montréal, 1942. 640p.

The Canadian Who's Who, vol.VIII, 1958-1960, Toronto, Trans-Canada Press, 1960.

III- Thèses

BERTRAND, Denis, La politique extérieure et militaire du Canada et la réaction canadienne-française à la veille de la deuxième grande guerre (1935-1939), Thèse de doctorat, Université de Montréal, 1965. 2vol.

OLIVER, M.K., The Social and Political Ideas of French Canadian Nationalists, 1920-1945, Thèse de Ph. D., McGill University, 1956. 370p.

IV- Ouvrages et articles de périodiques

BASTIEN, Hermas, Olivar Asselin, Montréal, Valiquette, 1938. 220p.

BAUMONT, Maurice, La faillite de la paix (1918-1939), 3e éd., Paris, Les Presses Universitaires de France, 1951. 2 vol.

BERGERON, Gérard, "Le Canada français: du provincialisme à l'internationalisme", in The Growth of Canadian Policies in External Affairs, by Hugh L. Keenleyside and others, Durham, Duke University Press, London, Cambridge University Press, 1960: pp.99-130.

BERTRAND, Denis, "De la crise économique aux problèmes de la participation (14 octobre 1935)", dans Histoire du Canada Une expérience tricentenaire, Montréal, Les éditions de Sainte-Marie, 1967: 129-144.

- BRUCHESI, Jean, "A French Canadian View of Canada's Foreign Policy", in Canada, the Empire and the League, Toronto, Thomas Nelson and Sons Ltd., [1936]: 130-144.
- BRUNET, Michel, "L'anti-impérialisme des Canadiens et la fidélité britannique des Canadiens" dans Canadiens et Canadiens, Montréal et Paris, Fides, 1954: 119-152.
- CANADA, Documents se rapportant au conflit italo-éthiopien, publiés par ordre du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1936. 188p.
- CASSELS, Alan, "Janus: The Two Faces of Fascism", in Historical Papers 1969, published by the Canadian Historical Association: 166-184.
- CARSTEN, F.L., The Rise of Fascism, Berkeley and Los Angeles University of California Press, 1967. 256p.
- CROZIER, Brian, Franco A Biographical History, London, Eyre and Spottiswoode, 1967. 589p.
- DANSETTE, Adrien, Histoire religieuse de la France contemporaine, Paris, Flammarion, 1965. 892p.
- DESROSIERS, J.-B., "Principes et description de l'organisation corporative", dans L'Action nationale, vol.XI, no 2 (février 1938): 143-155.
- DUROSELLE, J.-B., Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, 2e éd., Paris, Dalloz, 1957. 805p.
- L'Europe de 1815 à nos jours Vie politique et relations internationales, Nouvelle Clio, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1964. 397p.
- EAYRS, James, " 'A Low Dishonest Decade': Aspects of Canadian External Policy, 1931-1939", in The Growth of Canadian Policies in External Affairs, ed. Hugh L. Keenleyside and al., Durham, Duke University Press, London, Cambridge University Press, 1960: 59-80.
- In Defence of Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1964-1965. 2 vols.

- FOHLEN, Claude, L'Amérique anglo-saxonne de 1815 à nos jours, Nouvelle Clio, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1965. 374p.
- GAGNON, Marcel, La vie orageuse d'Olivar Asselin, Montréal, Editions de l'Homme, 1962. 302p.
- GARNEAU, René, "Notes sur Olivar Asselin", dans Regards, vol. II, no 2 (avril 1941): 81-84.
- GLAZEBROOK, G.P. de T., A History of Canadian External Relations, Rev. ed. [Toronto], McClelland and Stewart [1966]. 2 vols. (The Carleton Library, number 27-28).
- GOW, James I., "Les Québécois, la guerre et la paix 1945-1960", dans Revue canadienne de science politique, mars 1970: 88-122.
- GRANDPRE, Pierre de, Histoire de la littérature française du Québec, tome II (1900-1945), Montréal, Beauchemin, 1968. 390p.
- GROSSER, Alfred, Hitler, la presse et la naissance d'une dictature, Paris, Armand Colin, 1959. 262p.
- GUICHONNET, Paul, Mussolini et le fascisme, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1966. 125p.
- HOAR, Victor, The Mackenzie-Papineau Battalion, Canadian Participation in the Spanish War, Toronto, Copp Clark, 1969. 285p.
- HUOT, Maurice, Journalistes canadiens, Trois-Rivières, Editions du Bien public, 1959. 91p.
- LAPALME, Georges-Emile, Mémoires, Ottawa, Leméac, 1969 et 1970. 2 vol.
- LATREILLE, A., E. DELARUELLE, J.-R. PALANQUE et R. REMOND, Histoire du catholicisme en France, tome 3, La période contemporaine, Paris, Spes, 1962. 693p.
- LAURENDEAU, André, La crise de la conscription 1942, Montréal, Editions du Jour, 1962. 157p.

- L'HEUREUX, Eugène, "La dictature économique dans la province de Québec", dans L'Action nationale, vol. I, no 2 (février 1933): 66-78.
- LINTEAU, Paul-André, "Georges Pelletier et les questions économiques (1910-1929)", dans Revue d'Histoire de l'Amérique française, mars 1970: 583-600.
- MACK SMITH, Denis, Italy A Modern History, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1959. 498p.
- MAISTRE, Gilbert, "Aperçu socio-économique de la presse quotidienne québécoise", dans Recherches sociographiques, XII, I (1971): 105-115.
- MANEVY, R., Histoire de la presse 1914 à 1939, Paris, Editions Corrêa, 1945. 360p.
- MONRO, John A., "Nouvel examen de l'affaire Riddell", dans Affaires extérieures, XXI, 10 (octobre 1969): 384-395.
- MORRISON, Neil, "Vues d'un Canadien anglais sur notre politique extérieure", dans L'Action nationale, vol. XI, no 5 (mai 1938): 399-404.
- MOSSE, George L., "The Genesis of Fascism", in Journal of Contemporary History, vol. I, no 1 (1966): 14-26.
- PAQUET, L.-A. ptre, "Regard d'ensemble sur deux encycliques", dans L'Action nationale, vol. I, no 3 (mars 1933): 150-158 et Ibid., vol. I, no 4 (avril 1933): 217-232.
- PERRIER, abbé Philippe, "Après vingt-cinq années de journalisme catholique", dans L'Action nationale, vol. I, no 2 (février 1933): 85-94 et Ibid., vol. I, no 3 (mars 1933): 174-185.
- PIE XI, S.S., L'encyclique Quadragesimo Anno, Québec, Secrétariat des oeuvres, 1933. 64p.
- POULAT, Emile, Intégrisme et catholicisme intégral. Un réseau secret international antimoderniste: La Sapinière (1909-1921), Paris, Casterman, 1969. 626p.

- RAYNAULT, Adhémar, Témoignage d'une époque, Montréal, Editions du Jour, 1970. 237p.
- REMOND, René, La droite en France de la première restauration à la Ve république, Paris, Aubier éditions Montaigne, 1963. 414p.
- Les catholiques le communisme et les crises, 1929-1939, Paris, Armand Colin, 1960. 287p.
- RENOUVIN, Pierre, Histoire des relations internationales, t. VIII, 2e partie (1929-1945), Paris, Hachette, 1965. 426p.
- ROGGER, Hans and Eugen WEBER editors, The European Right: A Historical Profile, London, Weidenfeld and Nicholson, 1965. 589p.
- RUMILLY, Robert, Histoire de la province de Québec, t.34-38, Montréal et Paris, Fides.
- SAVARD, Pierre, Un type de laïque au Canada français traditionnel: le journaliste catholique. Communication présentée au colloque sur "le rôle et statut du laïque dans l'Eglise au Canada français", Université Saint-Paul (Ottawa), février 1970. 13p.
- SETON-WATSON, Hugh, "Fascism, Right and Left" in Journal of Contemporary History, vol.I, no 1 (1966): 183-197.
- SOWARD, F.H., "Politics", part I of Canada in World Affairs: the Pre-War Years, London, Toronto, New York, Oxford University Press, 1941: 3-171.
- The Department of External Affairs and Canadian Autonomy, 1899-1939, Canadian Historical Booklets, Ottawa, 1956. 18p.
- THOMAS, Hugh, The Spanish Civil War, London, Eyre and Spottiswoode, 1961. 720p.
- TRUDEAU, Pierre Elliott et autres, La grève de l'amiante, Montréal, Les éditions Cité libre, 1956. 430p.

TURCOTTE, Edmond, "Asselin nature", dans La Revue moderne,
vol. 22, no 12 (avril 1941): 9, 38-39.

----- Réflexions sur l'avenir des Canadiens
français, Montréal, Valiquette, 1942. 165p.

UNIVERSITE LAVAL, Textes présentés au séminaire des idéolo-
gies ("Les idéologies dans le Québec 1929-1940") à
l'Université Laval, en février 1970. 2 vols.

VANIER, Anatole, "Les Juifs au Canada", dans L'Action natio-
nale, vol.II, no 1 (septembre 1933): 5-24.

WADE, Mason, Les Canadiens français de 1760 à nos jours,
Montréal, Cercle du livre de France, 1963. 2 vols.

WATT, Donald C., "Contemporary History: Problems and Perspectives",
in Journal of the Society of Archivists, October 1969:
511-526.

WOLKOWITSCH, Micheline, "La guerre du Transvaal 1899-1902, vue
par la Revue des Deux-Mondes", dans Revue d'histoire diplo-
matique, 80, 2 (1966): 132-148.

I N T R O D U C T I O N

Avant la guerre des Boers, le Canada n'avait jamais participé à des guerres extérieures. La lointaine guerre d'Afrique du Sud fut cependant suivie - seulement quinze ans plus tard - d'une guerre beaucoup plus terrible et qui entraîna l'adoption par le Parlement canadien d'une loi du service militaire obligatoire outre-mer, autrement dit de la conscription. Le Canada français s'opposa très fortement à cette mesure mais ne put empêcher son adoption ni la faire modifier.

On comprend alors que toute nouvelle menace de guerre fût susceptible d'alerter l'opinion canadienne-française. L'incident de Tchanak en témoigna. Il consolida aussi l'image d'un parti libéral opposé à des guerres hors du territoire et d'un parti conservateur prêt à se précipiter dès que l'Angleterre élevait la voix. Le "ready, aye ready" de Meighen sembla alors résumer toute la politique de son parti.

Pourtant, à partir de 1930, c'est la situation économique qui l'emporta sur toutes les autres préoccupations des Cana-

diens. La dépression toucha profondément le Québec. Des mouvements politiques comme l'Action libérale nationale, puis le parti de l'Union nationale ou des mouvements nationalistes comme l'Action nationale et les Jeune-Canada surgirent. Le système politique et le système économique furent critiqués ou même remis en question.

Parmi les critiques qui disséquaient la société et suggéraient des remèdes, les journalistes furent peut-être les plus actifs et les plus engagés. Dans les années 1930, le Québec s'exprime peu par la littérature. La production littéraire est faible, en quantité comme en qualité. L'écrivain n'a pas encore droit de cité, sauf celui qui écrit par profession, celui dont c'est le gagne-pain, c'est-à-dire le journaliste.

Les journaux québécois de langue française sont alors très caractérisés. Ils peuvent être l'organe d'un parti, ils peuvent se consacrer à la défense des intérêts nationaux ou religieux des Canadiens français ou encore s'efforcer, par leur neutralité et leur impartialité, d'attirer une clientèle, avides de nouvelles mais non d'opinions.

Les cinq journaux que nous avons choisi d'étudier repré-

sentent chacun une de ces facettes¹.

Le Canada est l'exemple d'un journal partisan. Organe du parti libéral à Montréal, il défend la cause du libéralisme, qu'il identifie, en fait, à la démocratie parlementaire. Le journal maintient que la tradition inaugurée par Laurier se retrouve maintenant chez les premiers ministres King, Taschereau et Godbout. Malgré son faible tirage - 15,212 exemplaires en 1940 -², il peut faire appel à des journalistes de qualité, sans doute à cause de l'aide qu'il reçoit du parti libéral. En 1930, Olivar Asselin en devient le rédacteur en chef; en 1934, il démissionne et est remplacé par Edmond Turcotte. Ce dernier était d'origine franco-américaine - comme Asselin -, étant né à Lowell au Massachusetts le 24 janvier 1898. Nous n'avons pas de renseignements sur ses études ni sur ses débuts professionnels mais Turcotte a raconté lui-même sa rencontre avec Asselin³. Il avait envoyé à Asselin une série d'articles qu'il avait rédigés sur la Gaspésie. Asselin venait de renvoyer cinq rédacteurs qui,

1. Le Canada, L'Événement, L'Action Catholique, Le Devoir et La Presse.

2. André Beaulieu et Jean Hamelin, Les Journaux du Québec de 1764 à 1964, p.65.

3. Edmond Turcotte, Asselin nature, p.9.

disait-il, le trahissaient. Il engagea le jeune homme. Turcotte succéda à Asselin en 1934 mais quitta Le Canada en 1937 pour devenir secrétaire du maire de Montréal. Pendant la guerre, Turcotte occupa certains postes officiels, dont celui d'adjoint au directeur du Bureau de reconstruction économique de la province de Québec. En 1942, il revint à la tête du bureau de rédaction du Canada. Après la guerre, Turcotte s'orienta vers une carrière diplomatique. Il fut membre des délégations canadiennes aux Conférences de l'UNESCO à Londres (1945), puis à Paris (1946). Il fut ensuite consul général du Canada à Chicago de 1947 à 1950, à Caracas (Vénézuela) de 1950 à 1953, ambassadeur en Colombie de 1953 à 1955, membre de la commission royale d'enquête sur la Radio-diffusion de 1955 à 1957 et ambassadeur en Suisse de 1957 jusqu'à sa mort, en 1960⁴.

Edmond Turcotte, rédacteur en chef du Canada, est un journaliste à la plume vive, mordante, ironique. Comme Olivar Asselin, il témoigne d'un grand amour pour la France et la langue française et croit que la France est un pays incompris,

4. The Canadian Who's Who, vol.VIII, 1958-1960.

surtout par les Anglo-Saxons c'est-à-dire les Britanniques et les Canadiens anglais. Les Anglo-Saxons pense-t-il, ne perçoivent pas que la paix ne sera sauvée qu'avec la France et non contre elle. C'est de l'Allemagne, croit-il, qu'il faut se méfier, surtout depuis qu'elle est dirigée par un fou dangereux. La Grande-Bretagne devrait songer à se rapprocher de la France pour défendre avec elle la liberté et la démocratie. En fait, les sentiments que Le Canada exprime sur l'étranger reposent toujours sur un attachement passionné à la démocratie libérale et à la civilisation française, du moins pendant la période où Asselin et Turcotte en dirigent la rédaction.

Le Canada est cependant avant tout le journal d'un parti politique. Cela signifie qu'il doit défendre toutes les actions du parti libéral et essayer d'en promouvoir la cause. Cette inféodation fait donc du journal un quotidien plus intéressé par les événements politiques provinciaux et fédéraux que par les questions internationales. Ainsi, quand une campagne électorale s'amorce - il y en a deux en 1935, une en 1936 et une en 1939 - Le Canada "oublie" presque complètement les événements étrangers et se consacre à la défense de la cause libérale ou à l'attaque du parti conservateur ou de

l'Union nationale.

Cette tendance partisane s'accroît encore après le départ de Turcotte, en 1937. Il est remplacé par un Québécois, Eustache Letellier de Saint-Just, né le 9 mai 1894. Celui-ci est un journaliste de carrière: depuis 1917, il a travaillé au Soleil, à La Patrie et à La Presse. Après un court séjour au service de la publicité chez "Dupuis Frères", il entre au Canada en 1931 comme gérant de l'information et devient rédacteur en chef le 30 avril 1937⁵. Depuis le 19 mars, les éditoriaux n'étaient plus signés et le journal devient nettement médiocre.

Le Canada n'a pas de correspondants à l'étranger. Il reçoit les dépêches de La Presse associée. Il cite aussi les journaux étrangers, français comme Le Figaro ou Le Temps mais aussi américains comme le New York Times.

Pour sa part, L'Événement de Québec est un journal local, qui s'intéresse à la politique municipale et qui critique la

5. Les biographies françaises d'Amérique, 1942, p.622. Letellier de Saint-Just aurait été rédacteur en chef du Canada jusqu'en 1942. Nous n'avons pu trouver de détails concernant sa carrière subséquente.

mauvaise administration gouvernementale, qu'elle soit conservatrice ou libérale. Dans ses éditoriaux qui ne sont jamais signés, il soutient le capitalisme et recommande, pour sortir de la crise économique, que les dépenses publiques diminuent, que le secours direct prenne fin et que les gens se mettent à travailler. L'Événement se veut intéressant pour tous les membres de la famille et pour toutes les professions et métiers⁶. Il parle peu de politique étrangère et quand il le fait, c'est de façon modérée. Il est anti-communiste et antinazi. En octobre 1938, il achète Le Journal⁷ qu'il fusionne à L'Événement. L'Événement-Journal devient polémiste et nettement partisan de l'Union nationale. Mais c'est un journal peu intéressé par les questions internationales et, somme toute, assez terne. Il tire à 12,255 exemplaires en 1931 et à 23,556 en 1932⁸.

Bien différente de L'Événement est L'Action Catholique, quotidien de Québec fondé pour exprimer le point de vue catholique. C'est un journal indépendant des partis politiques, au service de l'Eglise et de la patrie, qui tire à 59,641

6. L'Événement, le 30 mai 1936.

7. Voir ci-dessous, p.93.

8. André Beaulieu et Jean Hamelin, op. cit., p.190.

exemplaires en 1940⁹. Ses éditorialistes dans les années '30 sont Jules Dorion, Eugène L'Heureux et Louis-Philippe Roy. Ces hommes sont les représentants typiques de ces laïques dévoués à l'Eglise dont parle Pierre Savard¹⁰. Médecins comme Dorion et Roy ou avocats comme L'Heureux, ils ont abandonné la pratique de leur profession pour servir l'Eglise par le journalisme.

En 1907, c'est à la demande de l'abbé P.-E. Roy, de l'abbé Lortie et d'Adjutor Rivard que Dorion, âgé de 37 ans, laisse la profession qu'il exerçait depuis quatorze ans, pour devenir directeur de L'Action Catholique¹¹. Il devait y passer le reste de sa vie, soumis aux autorités religieuses, utilisant sa plume pour expliquer et diffuser la doctrine et la sociologie catholiques.

Louis-Philippe Roy eut une carrière assez semblable. Sitôt reçu médecin en 1928, il entre à L'Action Catholique

9. Ibid., p. 173.

10. Pierre Savard, Un type de laïque au Canada français traditionnel: le journaliste catholique, communication présentée au colloque sur "le rôle et le statut du laïque dans l'Eglise au Canada français", Université Saint-Paul, février 1970.

11. L'Action Catholique, le 14 mars 1939.

comme nouvelliste¹². En 1930, il est élu président diocésain de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne. En 1935, il passe à la rédaction de L'Action Catholique et devient rédacteur en chef en 1945. Dans les années '60, Louis-Philippe Roy est directeur de L'Action Catholique, poste qu'il occupait lors de son décès en mars 1966. Dans la tradition de Jules Dorion, Louis-Philippe Roy consacra sa vie et ses talents à expliquer le point de vue catholique sur les événements.

Eugène L'Heureux appartient lui aussi à cette catégorie de journalistes engagés, dont la plume doit servir une cause. Né à Sainte-Foy le 12 mars 1893, L'Heureux fait des études de droit et est admis au barreau en 1917. Il se consacre cependant presque aussitôt au journalisme. Collaborateur, puis directeur du Progrès du Saguenay de Chicoutimi, L'Heureux est très actif dans les mouvements nationalistes et les clubs sociaux de cette ville. En 1931, il entre au service de L'Action Catholique et en devient rédacteur en chef en 1938, succédant à Jules Dorion¹³. Il reste à L'Ac-

12. L'Action, le 7 mars 1966.

13. Les biographies françaises d'Amérique, 1942, p.623.

tion jusqu'en 1944, puis devient éditorialiste au poste radiophonique CKCV¹⁴. Pendant les années qu'il passa à L'Action Catholique, L'Heureux s'employa surtout à lutter contre ce qu'il qualifiait de "dictature économique" et à proposer la solution du corporatisme. Pour lui, comme pour L'Action, le libéralisme économique est responsable de la dépression car il est une forme de dictature imposée par les grands capitalistes, lesquels vivent largement pendant que la masse est misérable. Le journal souligne d'ailleurs que ce système a été condamné par le pape dans l'encyclique Quadragesimo Anno, publiée en 1931.

Or le système libéral existe au sein d'un régime politique, qui est la démocratie. C'est peut-être une excellente forme de gouvernement pense L'Action mais à la condition qu'elle ne soit pas associée à une dictature comme celle du libéralisme économique. Car dans ce régime, c'est une illusion de croire que le peuple est libre. Il est asservi, soumis à la dictature de quelques individus. L'Action propose cependant une solution, celle que le Pape recommande, le corporatisme. C'est un système dans lequel les hommes sont grou-

14. L'Action, le 12 décembre 1967.

pés "non pas d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent"¹⁵. Il s'agit en somme de grouper patrons et ouvriers dans les mêmes syndicats ou corporations. Les représentants des corporations seront ensuite groupés dans un Conseil ou une Chambre corporative et ils discuteront avec l'Etat la juste répartition des richesses.

Le régime corporatiste n'est jamais expliqué très clairement dans L'Action Catholique: on définit plutôt ce qu'il n'est pas. Ainsi l'Italie ne l'applique pas bien car l'Etat y occupe une place trop importante. S'il y avait un pays modèle à recommander, c'est le Portugal de Salazar qui serait choisi. D'ailleurs, selon L'Action, c'est le premier pays qui ait réussi à sortir de la crise économique¹⁶. Par contre, le régime que L'Action Catholique considère le plus abominable du monde est celui de la Russie soviétique. Elle croit

15. L'encyclique Quadragesimo Anno, Secrétariat des oeuvres, Québec, 1933, p.31. Le secrétariat est logé à 105 rue Ste-Anne, comme la librairie de L'Action Catholique.

16. L'Action Catholique, le 3 août 1934.

aussi qu'il faut le craindre car elle considère que les bolchévistes n'attendent que les divisions des pays capitalistes pour les conquérir. En fait, les jugements de L'Action Catholique sur les événements politiques internationaux s'expliquent surtout par sa conception du libéralisme économique et par sa crainte du communisme.

Le journal n'a aucun correspondant à l'étranger. Il reçoit ses nouvelles par des agences de presse et des journaux européens. Il se méfie des agences de presse qu'il traite de capitalistes et (ou) de communistes ou encore qu'il accuse d'être contrôlées par les grands intérêts juifs. L'information vient donc essentiellement de la presse étrangère c'est-à-dire la presse catholique et la presse de droite française. L'Action Catholique commente très souvent les articles de L'Osservatore Romano, de La Croix, du Figaro, de La Revue des Deux-Mondes. Essentiellement, L'Action Catholique essaie toujours de montrer la position catholique devant les événements.

Le Devoir appartient lui aussi à cette catégorie de journaux indépendants et catholiques. Comme L'Action Catholique, il est soumis à l'Eglise et s'efforce de diffuser sa doctrine sociale. Mais Le Devoir est surtout nationaliste. Alors que L'Action est assez indifférente à l'égard de l'Angleterre et

traite surtout de l'aspect moral des événements, c'est la dimension nationale qui est privilégiée au Devoir. Ce dernier juge sans cesse des événements en termes politiques et les rapproche toujours de la situation du Canada et du Québec. Il voit immédiatement le danger de guerre présenté par la situation européenne dans les années '30 et scrute minutieusement la position de la Grande-Bretagne. Il reproche à l'opinion canadienne-anglaise de ne s'émouvoir que pour les conflits où l'Angleterre risque d'être impliquée et s'objecte carrément à une participation canadienne à la défense de la Grande-Bretagne. Le Devoir pourfend l'impérialisme britannique et appuierait un régime républicain si c'était le prix qu'il fallait payer pour l'indépendance du Canada¹⁷.

Dans sa tâche de gardien de la nationalité canadienne-française, Le Devoir peut compter sur deux journalistes-éditorialistes: Omer Héroux et Georges Pelletier. Le premier est un journaliste de profession. Né à Saint-Maurice, le 8 septembre 1876, il a choisi la carrière de journaliste, après ses études au Séminaire des Trois-Rivières. Il colla-

17. Le Devoir, le 3 septembre 1935. Voir ci-dessus p.37.

bora au Trifluvien, au Mouvement catholique, au Journal, à La Patrie, au Pionnier, au Nationaliste, à La Revue canadienne, à La Vérité et à L'Action Catholique avant d'entrer au Devoir, au moment de sa fondation en 1910. En août 1932, il en devient le rédacteur en chef¹⁸.

Ce journaliste chevronné travaille sous la direction de Georges Pelletier. Né le 10 juillet 1882 à la Rivière-du-Loup, Pelletier fit des études de droit et exerça sa profession quelques années avant de se tourner vers le journalisme. Il entre au Devoir en 1910, y occupe différents postes avant d'être choisi comme directeur, en remplacement d'Henri Bourassa¹⁹.

Le Devoir a un tirage de 13,507 exemplaires en 1930 et de 20,112 en 1940²⁰.

Bien différente du Devoir par sa tenue et sa clientèle, La Presse est au Québec la représentante de la grande presse. Forte de son tirage - 121,085 en 1913 et 147,074 en 1940²¹ -

18. Les biographies françaises d'Amérique, 1942, p.619.

19. Ibid., p.626.

20. André Beaulieu et Jean Hamelin, op. cit., p.83.

21. Ibid., p.142.

et de ses moyens financiers, elle est un journal assez fade, qui ne se prononce guère sur les événements. Elle est catholique et canadienne-française mais sans l'agressivité ni l'intransigeance de L'Action Catholique et du Devoir. La Presse rapporte beaucoup de nouvelles internationales mais les commente rarement en page éditoriale. Comme les autres journaux canadiens-français, elle cherche et reproduit des commentaires parus dans la presse française. Elle y ajoute parfois une note canadienne en souhaitant qu'il n'y ait pas de nouvelle guerre. En fait, le journal reste neutre le plus possible et évite toute polémique. Ses éditoriaux ne sont pas signés.

Ce qui a le plus préoccupé les journaux des années '30, c'est la crise économique et c'est souvent par son intermédiaire que les événements étrangers ont été rapportés au Canada français. En effet, la crise n'a pas seulement ébranlé la vie économique des nations, elle a aussi bouleversé les régimes politiques. Onze ans après la naissance du fascisme, le nazisme surgit. Il semble alors qu'une lutte va s'engager entre trois formes de régimes politiques, la démocratie parlementaire, le fascisme et le bolchévisme. A partir de 1933, il se passe en Europe des événements que la presse canadienne-française ne peut ignorer car ils heurtent ses

conceptions religieuses, sociales et politiques et risquent de déclencher une nouvelle guerre mondiale.

Dans ce travail, nous voulons étudier les commentaires de la presse française du Québec, sur trois pays, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne qui, de 1935 à 1939, ont été impliqués dans des événements critiques pour la paix mondiale. La guerre italo-éthiopienne, la guerre civile d'Espagne et les coups de force nazis ne furent pas que des questions de politique européenne. Ils mirent aux prises, par pays interposés, les démocraties, les fascismes et le communisme. Ils obligèrent les journaux à prendre position.

C H A P I T R E I

La guerre d'Ethiopie

Depuis la victoire des Alliés et la signature des traités de paix (1919-1923), l'Europe avait retrouvé le calme. L'existence de la Société des Nations et les adhésions au Pacte Briand-Kellogg semblaient des garanties de paix. En 1932, il y eut une conférence mondiale du désarmement. Pourtant, la crise économique assombrit la vie internationale. En 1933, Hitler prit le pouvoir avec un programme qui rejetait totalement les engagements du traité de Versailles et qui substituait les coups de force aux négociations. Devant cette menace allemande, il y eut une réaction de solidarité entre la France, l'Angleterre et l'Italie, connue sous le nom de front de Stresa. Cette entente dura peu. L'Angleterre signa avec l'Allemagne un accord naval en juin 1935 et, en octobre 1935, l'Italie attaqua l'Ethiopie.

Selon le mot de Mussolini, l'Italie régnait alors sur des déserts, l'Erythrée et la Somalie. En 1896, les Italiens avaient déjà essayé de s'emparer de l'Ethiopie mais avaient

essayé une défaite à Adoua. L'incident d'Ual-Ual, le 5 décembre 1934, servit de prétexte à Mussolini pour entreprendre la conquête de l'Ethiopie. Des soldats indigènes de l'armée italienne avaient été tués par des Abyssins en territoire éthiopien¹. Le gouvernement éthiopien, membre de la Société des Nations depuis 1923, en appela à l'arbitrage de la Société.

La situation était embarrassante pour la France et l'Angleterre. Valait-il mieux fermer les yeux et garder l'appui de l'Italie contre l'Allemagne ou soutenir l'Ethiopie²? La France avait peu d'intérêts en Ethiopie. L'Angleterre, par contre, dominait le Soudan anglo-égyptien et était embarrassée par les prétentions italiennes. Elle offrit un compromis à Mussolini que ce dernier rejeta, ainsi que l'offre d'un mandat anglo-franco-italien sur l'Ethiopie³. Le 3 octobre 1935, les Italiens envahissaient l'Ethiopie et le 5 mai 1936, ils entraient à Addis-Abéba.

Cette agression de l'Italie avait été censurée par le

-
1. J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, p.209.
 2. Ibid., pp.209-210.
 3. Ibid., p.210.

Conseil et par l'Assemblée de la Société des Nations en octobre 1935. En vertu de l'article 16 du Pacte, il fallait alors appliquer des sanctions contre l'Italie. Il fut décidé de prohiber les importations d'Italie, les prêts et les crédits à l'Italie ainsi que l'exportation d'armes, de munitions et de certains produits essentiels pour des opérations militaires⁴. Malgré une intervention du conseiller canadien Riddell, le pétrole fut exclu de l'embargo. En fait, les sanctions étaient plus irritantes qu'efficaces⁵. D'ailleurs, les Etats-Unis, qui n'étaient pas membres de la Société des Nations, refusèrent de les appliquer. Le 4 juillet 1936, deux mois après la victoire italienne, les sanctions furent levées par la SDN. Le coup de force de Mussolini avait été un succès complet.

Le Canada fut impliqué dans ce conflit pour deux raisons. Membre du Commonwealth, les mouvements de la politique étrangère britannique ne pouvaient le laisser indifférent. D'autre part, comme membre de la Société des Nations, il eut à se prononcer sur la culpabilité de l'Italie et l'a-

4. Documents se rapportant au conflit italo-éthiopien, Ottawa, 1936, p.170.

5. Duroselle, op. cit., p.212.

doption des sanctions.

Malgré cela, ce conflit lointain aurait pu passer inaperçu au Canada. Mais des élections fédérales et un changement de gouvernement eurent lieu en octobre 1935. Les chefs politiques durent faire des déclarations pendant la campagne électorale. En août 1935, à London, le chef libéral Mackenzie King s'engagea, au nom du parti libéral, à convoquer le Parlement et à le laisser décider, si une guerre devait éclater en Abyssinie⁶. C'était la fameuse formule de King, promettant de laisser décider le Parlement mais sans préciser ce qu'il aurait à décider. Le 7 septembre, à Québec, King, exprima l'opinion que les Canadiens s'opposeraient à une guerre reliée à des intérêts économiques dans le Proche-Orient⁷. Son bras droit canadien-français, Ernest Lapointe, fut plus explicite: "Aucun intérêt d'une nature quelconque en Ethiopie, ne vaut la vie d'un citoyen canadien. Aucune considération ne saurait justifier la participation du Canada dans une telle guerre, et j'y suis inaltérablement opposé"⁸.

De son côté, le premier ministre Bennett se réfugia

6. James Eayrs, In Defence of Canada, vol. 11, p.4.

7. Loc. cit.

8. Le Soleil, le 9 septembre 1935.

dans le légalisme. Il prétendit que le cas était sub judice et qu'il ne pouvait faire de déclaration publique⁹.

Pourtant, le gouvernement canadien devait décider de l'attitude à prendre à Genève. Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, O.D. Skelton, était opposé à l'application des sanctions car il ne croyait pas à la possibilité de mettre fin à une guerre par une autre guerre¹⁰. De plus, ses sentiments antibritanniques le poussaient à voir dans le conflit autant une lutte d'impérialisme qu'une question morale¹¹.

Le 7 octobre, le Conseil de la Société déclara que l'Italie était bien l'agresseur. L'acceptation de ce verdict obligeait les Etats membres de la Ligue à appliquer les sanctions. Le conseiller de la délégation canadienne à Genève, Walter Riddell, demanda des instructions à Ottawa. Le Canada devait-il accepter le verdict de culpabilité et, si oui, accepter une place au comité des sanctions¹²? Ne recevant pas de réponse, il télégraphia de nouveau les 8 et 9 octobre.

9. James Eayrs, op. cit., p.5.

10. Ibid., p.7s.

11. Ibid., p.7s.

12. L'affaire Riddell est relatée en détails dans James Eayrs, op. cit., vol.II, pp.11-27.

Skelton répondit de ne pas réclamer de place dans un comité mais de ne pas en refuser l'offre, et de s'abstenir de voter sur l'agression italienne en prétextant les élections canadiennes. Abasourdi, le délégué canadien, Howard Ferguson, téléphona à Bennett le 10 octobre et reçut la permission d'user de son jugement pour voter ou non sur la question de l'agression. Le vote eut lieu le 10 octobre. Il avait été décidé que les délégations qui n'exprimeraient pas ouvertement leur désaccord, signifieraient par là leur appui au rapport du Conseil. Le délégué canadien ne parla pas et le Canada fut ainsi inclus avec les cinquante Etats ayant reconnu la culpabilité de l'Italie.

Le 11 octobre, un comité dit des dix-huit, est formé pour établir les sanctions. Le Canada en fait partie et le délégué Ferguson y fait un vigoureux discours en faveur des sanctions:

"La seule question que le Comité doit décider est de savoir quelles sont les sanctions auxquelles les délégations pourraient toutes adhérer cet après-midi même et mettre immédiatement en pratique. Il faut montrer au monde que la Société des Nations n'est plus un organisme dont on puisse se moquer mais qu'elle se met sérieusement à la tâche, et que lorsqu'une rupture du Pacte a été constatée, elle veut traiter l'agresseur comme elle doit le faire. Si

elles n'agissaient pas ainsi, la Société des Nations et l'Assemblée perdraient leur prestige et leur influence dans le monde et pourraient sans dommage être dissoutes. Si les délégations ne sont pas à Genève pour s'assurer que le Pacte est appliqué, leur présence ici est sans raison aucune"¹³.

Les représentants du Canada s'engageaient donc activement à Genève, sans pourtant disposer d'instructions de leur gouvernement.

Le 14 octobre, les conservateurs sont défaits. Pendant ce temps, le comité des dix-huit établit les listes de produits qui seront frappés d'embargo. Le 19 octobre, ces listes sont envoyées aux gouvernements qui doivent décider de leur attitude avant le 28 octobre.

Le nouveau gouvernement canadien était donc appelé, dès ses débuts, à décider d'une grave question de politique extérieure. Or King et Lapointe étaient très réticents vis-à-vis des sanctions.

"(...) les gouvernements canadiens qui se sont succédé se sont opposés à ce que le but premier de la Société des Nations soit de ga-

13. Documents se rapportant au conflit italo-éthiopien, p.167.

rantir le status quo [sic] territorial et de s'en tenir à la force pour le maintien de la paix"¹⁴.

déclarent-ils dans un communiqué du 28 octobre. Le gouvernement est pourtant prêt à accepter les sanctions économiques mais il :

"désire faire savoir en même temps qu'il ne reconnaît aucun engagement obligeant le Canada à adopter des sanctions militaires et que nul engagement de cette espèce ne saurait être pris sans l'approbation préalable du Parlement canadien"¹⁵.

Le ton était donc fort réticent.

Pourtant, le conseiller de la délégation canadienne ne semble pas avoir senti cette réserve. C'étaient les premières instructions qu'il recevait du nouveau gouvernement et elles lui semblèrent entériner les positions qu'il avait déjà prises. Le 31 octobre, Riddell participa à une nouvelle séance du comité des dix-huit, qui considérait l'application des sanctions à la lumière des réponses reçues des gouvernements. Dans des conversations privées entre les délégations, la suggestion fut faite d'inclure le pétrole, le cuivre, le fer, l'acier et le charbon dans la

14. Ibid., p.171.

15. Loc. cit.

liste des produits frappés d'embargo. Riddell, d'accord avec cette proposition, décida de la soumettre au comité à la séance du 2 novembre. Il télégraphia à Ottawa pour demander la permission de faire cette proposition mais son tour de parler vint avant qu'il n'ait reçu de réponse. Après avoir consulté ses conseillers¹⁶, il décida de proposer d'élargir l'embargo et d'y inclure le pétrole. Après la séance, Riddell prit connaissance des instructions d'Ottawa qui venaient d'arriver. Skelton lui disait de ne plus se prononcer sur les sanctions, de retirer sa proposition et de ne plus rien dire au comité sans les instructions du gouvernement. Ce dernier fut donc fort embarrassé par le geste de Riddell, d'autant plus que l'affaire prenait de l'ampleur et était discutée en Europe comme la "proposition canadienne".

Il fallait mettre les choses au point. King et Skelton étant en vacances, c'est Ernest Lapointe, secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures, qui fit une déclaration le 2 décembre. Après avoir parlé de l'attachement du Canada à la Société des Nations et de son effort sincère pour mettre fin à la guerre par l'emploi de sanctions économiques, le

16. Jean Désy et L.B. Pearson.

ministre ajoutait:

"Des nouvelles de presse récentes tendant à établir que le Gouvernement canadien avait pris l'initiative d'élargir l'embargo sur l'exportation de produits essentiels en Italie et spécialement en y ajoutant le charbon, le pétrole, le fer et l'acier, sont dues à un malentendu. Le Gouvernement canadien n'a pas pris et ne compte pas prendre l'initiative d'une telle action, et, l'opinion exprimée par le membre canadien du comité, laquelle opinion a fait croire que la proposition faite était une proposition canadienne, représentait son opinion personnelle et ses vues comme membre du comité et non pas les vues du Gouvernement canadien"¹⁷.

King reprit ce désaveu de Riddell dans une conférence de presse, donnée à Ottawa, le 6 décembre. Le 9 décembre, l'opinion publique internationale était cependant détournée de l'incident Riddell par la divulgation du plan Laval-Hoare.

Mussolini n'en poursuivit pas moins la guerre jusqu'à la victoire en mai 1936. Aucune décision n'avait encore été prise à la Société des Nations sur la proposition Riddell mais il était clair maintenant que les sanctions avaient été inopérantes. Le 14 juillet, l'Assemblée vota en faveur de la levée des sanctions économiques et financières prises contre l'Italie¹⁸.

17. Documents se rapportant au conflit italo-éthiopien, p.178.

18. J.-B. Duroselle, op. cit., p.214.

C'était le point final à la seule tentative qu'ait faite la Société des Nations pour mettre fin à une guerre au moyen de l'application des sanctions.

La presse de langue française du Québec suivit le conflit italo-éthiopien, d'abord d'assez loin, puis d'une façon plus engagée quand la probabilité d'une guerre devint réelle. La participation du Canada à la Société des Nations et surtout sa situation dans le Commonwealth risquaient en effet de l'impliquer dans un conflit qui apparaissait à certains, davantage une lutte entre la Grande-Bretagne et l'Italie qu'entre celle-ci et l'Ethiopie. Tous les journaux s'opposèrent à une éventuelle participation du Canada à un engagement militaire mais ils divergèrent quant au soutien qu'il fallait ou non apporter aux sanctions et à l'action de la Société des Nations.

C'est au printemps de 1935 que paraissent les premiers commentaires sur le différend italo-éthiopien. L'origine du conflit n'y apparaît pas bien clairement. Pour L'Événement, Mussolini cherche à devancer l'Allemagne qui aurait promis à l'Ethiopie d'intervenir si elle était attaquée par l'Italie¹⁹.

19. L'Événement, le 28 mars 1935.

La Presse, pour sa part, rapporte que les mouvements de troupe en Afrique ont été provoqués par l'agression éthiopienne d'Ual-Ual. Le Temps, de Paris, dit-elle, considère que le gouvernement italien a demandé des réparations modestes par rapport à la gravité des incidents qui en ont été la cause²⁰.

L'Action Catholique, de son côté, croyait peu en l'éventualité d'une guerre. Mussolini parle fort parce qu'il a un ton théâtral, dit-elle, et qu'il sait comment parler à des Italiens. Mais il ne peut avoir oublié la défaite d'Adoua et vouloir s'engager contre un adversaire qui a déjà donné des preuves de ce qu'il est capable de faire. D'ailleurs, Mussolini doit garder toutes ses ressources pour l'Europe où Hitler parle d'un plébiscite en Autriche au sujet de l'Anschluss²¹. Pour Le Canada, ce sont les marchands de canon qui veulent

20. La Presse, le 4 avril 1935. D'après R. Manevy, Histoire de la presse 1914-1939, Corrèa, 1945, Le Temps de Paris était, dans l'entre-deux guerres, le journal le plus influent de France, celui que l'étranger, désireux de connaître les réactions françaises, étudiait principalement. Manevy ajoute: "Ce qui constituait, aux yeux de son public averti, le mérite essentiel du Temps, c'étaient ses correspondances dignes de foi sur les pays étrangers. En principe, une nouvelle parue dans Le Temps était une nouvelle contrôlée. Aussi tous les journaux puisaient-ils sans pudeur dans ses colonnes compactes". R. Manevy, Histoire de la presse 1914-1939, pp. 125-126.

21. L'Action Catholique, le 14 février 1935.

provoquer une autre petite guerre, après celles qu'ils viennent de faire en Amérique du Sud. L'éditorialiste s'interroge cependant sur l'attitude de la Société des Nations. Est-il possible que la France et l'Angleterre sacrifient l'Abyssinie pour ne pas mêler le jeu des alliances contre l'Allemagne? Et que peut faire la Société des Nations sans la France et l'Angleterre²²?

Le Devoir croit lui aussi qu'il faut regarder en Europe pour comprendre ce conflit. Il souligne d'abord que l'Ethiopie est bordée de territoires où la France et l'Angleterre possèdent des intérêts. Il ajoute que l'Allemagne lorgne du côté de l'Autriche et que seule l'Italie l'empêche de l'annexer. Qu'advient-il alors à l'Autriche si l'Italie s'engage en Afrique et se désintéresse de l'Europe? Enfin Le Devoir termine avec une petite touche canadienne: "Ajoutons simplement que l'Ethiopie, pays de missions, a déjà reçu, si elle ne possède point encore, des religieux canadiens"²³.

22. Le Canada, le 16 mai 1935. Comme les journaux de l'époque, nous employons le mot "Angleterre" pour désigner la "Grande-Bretagne".

23. Le Devoir, le 15 mai 1935.

Au cours de l'été, la nature du conflit se précise davantage. Ainsi, en juin, La Presse dit que les Italiens renonceraient à une expédition militaire s'ils obtenaient la permission de construire un chemin de fer en Ethiopie. L'Angleterre et la France seraient consentantes, seul l'empereur d'Ethiopie résiste. Mais a-t-il le pouvoir de s'opposer aux Italiens par les armes? La Presse ajoute qu'un colonel anglais a donné une nouvelle version de l'incident d'Ual-Ual et en attribue la responsabilité aux Italiens²⁴. Trois semaines plus tard, ce journal affirme qu'il est maintenant tout à fait évident que l'Italie ne mobilise pas uniquement pour servir les intérêts de la civilisation:

"Le fond de la querelle, transportée ouvertement en Europe depuis quelques jours, c'est l'Italie menaçant les intérêts anglais en Afrique par les projets de conquête qu'elle entretient sur l'Ethiopie"²⁵.

L'objectif de l'Italie c'est de transformer l'Ethiopie en colonie italienne. Il n'est plus question de venger les Italiens tués à Ual-Ual²⁶.

24. La Presse, le 14 juin 1935.

25. Ibid., le 8 juillet 1935.

26. Ibid., le 16 août 1935.

L'Evénement est d'avis, lui aussi, que les motifs de l'Italie ne sont pas la civilisation ou l'évangélisation des Ethiopiens mais la conquête de leur territoire. Le journal admire les efforts déployés par l'Angleterre pour éviter une guerre²⁷. Il croit cependant que Mussolini ne pourra procéder car l'Italie manque de devises pour payer ses importations. De plus,

"le premier ministre italien ne risque pas seulement l'avenir de son pays mais c'est sa tête qu'il met au jeu. Hélas, comme tous les Césars, il n'a pas l'air de s'en rendre compte et on n'a peut-être tort de penser qu'il court à sa perte"²⁸.

Ce n'est pas l'avis de L'Action Catholique. En conquérant l'Ethiopie, l'Italie pourrait "effacer un passé qui pèse à sa fierté, et acquérir des territoires où déverser sa population débordante"²⁹. En juillet, elle ajoute que la conquête de l'Ethiopie permettrait à l'Italie de contrôler les sources principales du Nil et d'occuper un coin plus nuisible que Fachoda sur la route du Cap au Caire. Ce faisant,

27. L'Evénement, le 11 juillet 1935.

28. Ibid., le 27 juillet 1935.

29. L'Action Catholique, le 13 juin 1935.

l'Italie ne se soucierait que de ses intérêts et non du droit des gens. Cela rappelle les incidents de frontière sous Victor-Emmanuel II, qui ont permis à Gabridaldi de s'emparer des Etats du Pape sous prétexte d'y faire régner la paix.

"Le rêve est beau, même grand si on s'en tient simplement à l'ambition satisfaite; mais il pourrait coûter cher, malgré que tous les avantages paraissent, comme en 1870, se trouver actuellement du même côté"³⁰.

Le Canada croit lui aussi que l'Italie pourrait facilement vaincre l'Ethiopie mais espère qu'il n'y aura pas de guerre³¹. Dans un éditorial du 16 août, le rédacteur Edmond Turcotte exprime clairement sa pensée sur le conflit probable. Turcotte n'aime pas Mussolini et croit qu'il prépare une agression injuste. "M. Mussolini cherche au Négus une querelle d'un cynisme effrayant. Il n'y a pas une conscience d'homme libre que cette nouvelle agression du fascisme ne révolte"³². L'Ethiopie a clairement le droit pour elle. Mais ce n'est pas une victime sympathique. C'est un pays féodal où

30. Ibid., le 11 juillet 1935.

31. Le Canada, le 27 mai 1935.

32. Ibid., le 16 août 1935.

le servage existe encore. Après tout, les Ethiopiens ne feront qu'échanger leurs oppresseurs nationaux pour des oppresseurs étrangers. Et "[...] les Italiens, peuple supérieurement civilisé, feront rayonner jusque sur les bords de la mer Rouge la merveilleuse lumière latine. Cela vaut bien une entorse à la justice abstraite"³³. Le journaliste n'accepte pas cependant l'idée d'une guerre. Il croit qu'il faudrait donner à l'Italie toutes les satisfactions qui ne sont pas incompatibles avec l'esprit de la Société des Nations. Mais il doute que Mussolini s'en satisfasse car il croit en la guerre comme à une école de vertu. Et puis, la guerre est l'ultime recours des régimes à court d'expédients. Or le fascisme n'a pas réglé les problèmes économiques fondamentaux modernes. Sans doute, le Duce fera-t-il la guerre. Il aura alors l'univers contre lui et méritera les sanctions³⁴.

On retrouve ici un résumé des idées du Canada. Malgré son ridicule et dangereux gouvernement, l'Italie est dépositaire d'une admirable civilisation. L'Ethiopie, quelle que soit la justice de sa cause, ne saurait être jugée sur le

33. Loc. cit.

34. Loc. cit.

même pied. Il faudrait apaiser l'Italie par des concessions en Ethiopie. Cependant, si la guerre ne peut être évitée, Mussolini en portera la responsabilité et méritera les sanctions.

Le Devoir a décelé plus vite que les autres journaux la présence des intérêts britanniques dans la querelle italo-éthiopienne et les conséquences que cela pourrait avoir pour le Canada. Le 5 juillet, il souligne que la Grande-Bretagne suit de très près la querelle à cause de la présence, en Ethiopie, des sources du Nil bleu qui conditionne la prospérité de l'Egypte et du Soudan. Les Canadiens regardent ces choses en simples spectateurs. Mais il n'est pas si sûr qu'ils n'aient pas à s'en occuper. Il y a quarante ans, le Canada se jeta dans une autre aventure africaine où il n'avait pas plus affaire qu'à celle-ci³⁵.

Le 21 août, un éditorial parle de la possibilité d'une guerre italo-britannique. Or, ajoute l'éditorialiste, on ne peut évoquer l'éventualité d'une guerre britannique sans penser au Canada. Le Star en est d'ailleurs convaincu puisqu'il affirme que l'aide demandée aux Dominions ne serait pas con-

35. Le Devoir, le 5 juillet 1935.

sidérable. Il est inquiétant qu'un tel sentiment existe au Canada et il faut profiter de la campagne électorale pour demander aux chefs de parti et aux candidats s'ils sont en faveur d'une participation canadienne à une guerre qui ne met pas en jeu la sécurité de notre territoire? Des milliers de morts, des milliards de dette sont la conséquence de notre dernière et tragique aventure³⁶.

Le lendemain, le journal répète de nouveau sa conviction qu'il ne faut pas que le Canada s'engage dans une autre aventure de ce genre et qu'il faut en exiger l'engagement ferme de la part des hommes politiques. Faisant allusion à la déclaration de King que le parlement décidera, Le Devoir insiste:

"Il ne suffit pas de déclarer que le gouvernement n'engagera point de lui-même le Canada, que la volonté du parlement sera souveraine. Cela, de la part de ceux qui comptent prendre le pouvoir, équivaut simplement à retarder une décision dont l'on évite en même temps de préciser le caractère. De la part de ceux qui détiennent présentement le pouvoir, dire que la loi exige la convocation du parlement dans un délai de..., après tout mouvement de troupe, c'est pareillement passer à côté de la question essentielle: est-on, oui

36. Ibid., le 21 août 1935.

ou non, en faveur de la participation éventuelle du Canada à une guerre extra-américaine qui ne l'intéresse pas directement?"³⁷.

Le journal ajoute que cette question n'est pas théorique car il est certain que si l'Angleterre est entraînée dans un conflit sanglant, il se déclencherà au Canada une formidable campagne en faveur de la participation du pays. Il faut donc forcer les chefs à se prononcer et élire les députés qui se seront formellement engagés à ne point céder devant la tourmente³⁸.

Pendant la dernière semaine d'août et durant le mois de septembre, Le Devoir publie neuf autres éditoriaux au sujet de la guerre possible et de la campagne interventionniste. Il y démontre, à l'aide de déclarations de journaux canadiens-anglais comme Le Herald³⁹, La Gazette⁴⁰ et L'Evening Journal que l'opinion canadienne-anglaise réclame déjà la participation du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne.

"Nous en revenons ainsi", dit Le Devoir,
"à l'essence de l'impérialisme britannique:
l'emploi par l'Angleterre, pour les fins de la

37. Ibid., le 22 août 1935.

38. Loc. cit.

39. Ibid., les 29 et 30 août 1935.

40. Ibid., le 3 septembre 1935.

politique anglaise, pour la conservation ou l'extension de l'influence anglaise, des richesses, en matériel ou en vies humaines, des Dominions et des colonies"⁴¹.

De cela, poursuit le journal, nous ne voulons en aucune façon. Pas un homme, pas un sou. Le Canada n'a que ses frontières à défendre. Que l'Angleterre se défende elle-même⁴². L'Evening Journal affirme que le Canada, tant qu'il fera partie du Commonwealth, sera obligé de prendre part aux guerres britanniques. Une abstention équivaldrait à la proclamation de la république. Si vraiment il n'y a pas d'autre choix, répond alors Le Devoir, "va pour l'indépendance, et va pour la république! A aucun intérêt politique extérieur, nous n'entendons sacrifier la vie et la liberté et la patrie canadienne"⁴³. Il est important, pense le journal, de profiter des circonstances. La campagne électorale fédérale bat son plein et il faut exiger des candidats et des chefs qu'ils se prononcent clairement sur cette question d'une participation canadienne à un conflit extra-américain. Le Soleil prétend certes qu'avec un gouvernement présidé par MM. King et

41. Ibid., le 19 septembre 1935.

42. Ibid., le 3 septembre 1935.

43. Ibid., le 19 septembre 1935.

Lapointe, il n'y a pas de risque qu'une telle chose arrive. Le Devoir ne croit pas que les chefs libéraux se soient prononcés aussi clairement. Mais il note l'affirmation catégorique de l'organe du parti libéral⁴⁴. Il n'en continue pas moins de réclamer des chefs politiques des engagements formels qui seront d'insurmontables obstacles à une participation⁴⁵.

En octobre, la situation devient alarmante. Le 3, les Italiens envahissent l'Ethiopie et, dans la semaine qui suit, leur geste est condamné par la Société des Nations. Nous avons déjà vu comment la délégation du Canada à Genève avait supporté la condamnation et l'application des sanctions⁴⁶. A Montréal et à Québec, les journaux envisagèrent ces gestes avec réticence ou hostilité. Seul Le Canada les approuva complètement.

En annonçant l'invasion de l'Ethiopie, La Presse se demande si la Société des Nations renoncera aux sanctions comme elle l'a fait quand le Japon a envahi la Mandchourie⁴⁷. Quelques jours plus tard, elle commente les rumeurs d'application

44. Ibid., le 4 octobre 1935.

45. Ibid., le 4 octobre 1935.

46. Voir ci-dessus, pp. 22-25.

47. La Presse, le 3 octobre 1935.

de sanctions en soulignant que celles-ci pèsent à la fois sur les victimes et les auteurs⁴⁸. Elle garde cette attitude quand les sanctions sont appliquées. Celles-ci seront un remède inopérant, croit-elle, car l'Italie a de grosses réserves⁴⁹. Les sanctions représentent une perte de \$900,000 dollars pour le Canada⁵⁰. Enfin, si l'Italie triomphe, c'est une formule qui sera abandonnée⁵¹.

La Presse est donc très réservée devant les sanctions. Mais c'est un journal qui ne critique pas l'action des gouvernements, qui garde une attitude politique neutre. Il ne mentionne même pas l'incident Riddell. Il juge que les sanctions sont une perte d'argent et qu'elles n'auront pas d'effet sur le déroulement de la guerre. Mais il ne réclame pas leur abolition. D'autre part, il se réjouit que le conflit ne s'étende pas à l'Europe et considère qu'il ne faut pas imiter l'Italie et déclencher une guerre universelle pour mettre fin à un conflit local⁵².

L'Événement adopte lui aussi une attitude politique neutre. Mais il s'inquiète d'une éventuelle participation cana-

-
48. Ibid., le 8 octobre 1935.
 49. Ibid., le 23 octobre 1935.
 50. Ibid., le 30 octobre 1935.
 51. Ibid., le 19 novembre 1935.
 52. Ibid., le 26 novembre 1935.

dienne à une guerre italo-britannique. La dernière guerre a coûté assez cher à notre pays, croit-il, pour que nous évitions la répétition d'une semblable aventure. Le journal n'a pas cependant la véhémence anti-impérialiste du Devoir. Le peuple canadien, dit-il, est de tout coeur avec l'Angleterre mais il est aussi pour la paix⁵³. Par contre, une fois la guerre déclenchée, L'Evénement s'inquiète de la situation. Il espère que le gouvernement qui sera élu ne télégraphiera pas à Londres, comme en 1914, que le Canada est prêt à envoyer vingt mille hommes au front⁵⁴. Quand le geste de l'Italie est censuré, L'Evénement se demande si une nouvelle guerre ne s'amorcera pas? Il recommande aux Canadiens qui vont voter dans trois jours de penser à cela. A aucun prix, notre pays ne doit participer à un conflit! "Laissons les Européens débattre leurs problèmes seuls et exigeons de ceux qui nous représenteront dans le prochain parlement qu'ils défendent avant tout nos droits"⁵⁵.

Quelques jours plus tard, il se réjouit des rumeurs de règlement du conflit: il est en effet question de faire admi-

53. L'Evénement, le 26 août 1935.

54. Ibid., le 3 octobre 1935.

55. Ibid., le 11 octobre 1935.

nistrer l'Ethiopie par un mandat de la Société des Nations. Ce serait là, pense le journal, rendre un service à l'humanité car on pourrait ainsi abolir l'esclavage en Ethiopie. Mussolini aura même droit à la reconnaissance générale pour avoir provoqué ce résultat⁵⁶. Mais ce règlement n'a pas lieu et le Canada accepte d'appliquer les sanctions contre l'Italie. L'Evénement regrette ce geste car le Canada perd ainsi un million de dollars de bénéfices et risque de s'engager dans des opérations militaires⁵⁷. C'est pourquoi, le 2 décembre, il approuve le geste d'Ernest Lapointe désavouant Riddell. C'est là une "mise au point opportune"⁵⁸. Le journal revient là-dessus le 10 décembre en disant que M. Lapointe a très bien fait mettre la pédale douce, n'en déplaise au Globe et autres journaux des provinces anglaises. Sinon, le Canada pourrait se trouver dans une situation absurde: avoir provoqué Mussolini et ne pas vouloir se battre⁵⁹.

L'Evénement s'exprime donc davantage que La Presse sur le danger d'être impliqué dans un conflit. Mais il n'a pas la véhémence du Devoir. Il est surtout opposé à une guer-

56. Ibid., le 25 octobre 1935.

57. Ibid., le 2 novembre 1935.

58. Ibid., le 2 décembre 1935.

59. Ibid., le 10 décembre 1935.

re pour des raisons financières. La dernière a coûté assez cher, il ne faut pas recommencer semblable aventure. Il faut accepter les sanctions puisque le gouvernement en a ainsi décidé mais elles coûteront cher. Enfin, il s'empresse de se réjouir du geste de Lapointe qui confine le rôle du Canada au soutien des sanctions économiques.

L'Action Catholique réprova nettement les sanctions, par sympathie pour le régime mussolinien. Elle n'approuve pas la guerre. C'est un moyen discutable pour réaliser des ambitions qui sont peut-être légitimes⁶⁰. En effet, l'Italie a un surplus de population qu'elle doit déverser quelque part. Mais en ayant recours à la guerre, elle heurte les intérêts britanniques en Afrique, ce qui est dangereux pour la paix mondiale⁶¹.

Une fois la guerre déclenchée, le journal attend jusqu'au 30 novembre pour examiner de nouveau la situation internationale, les élections récentes l'ayant empêché de suivre les événements. Il constate que le monde est aujourd'hui ligué contre

60. L'Action Catholique, le 14 septembre 1935.

61. Ibid., le 14 septembre 1935, le 26 septembre 1935 et le 3 octobre 1935.

Mussolini, et estime que c'est parce que ce dernier a sauvé l'Italie de l'abîme du communisme, a banni les francs-maçons de son pays et a restauré le pouvoir temporel du pape:

"Il ne fait aucun doute, même s'il n'en existait pas d'autres preuves que celles tirées de ces raisonnements, que la chute de Mussolini a été décidée en certains milieux il y a déjà longtemps, et que le conflit actuel, dans lequel le monde entier menace d'être engagé, est l'aboutissement d'une série de manoeuvres destinées à acculer le Duce à une situation inextricable"⁶².

Car Mussolini, qui a fait régner l'ordre dans son pays, a été acculé au besoin de trouver des colonies. Or, quand il a été très avancé dans la conquête, il y a eu un déploiement de forces contre lui. La Société des Nations, où siège le Juif communiste Litvinoff, et la franc-maçonnerie, si influente à Londres, ont envenimé la situation pour "déboulonner Mussolini"⁶³. Car la chute du gouvernement fasciste déclencherait peut-être la révolution rouge en Italie.

L'Action Catholique se réjouit donc du désaveu de Riddell.

Le geste de M. Lapointe a été "courageux et sage", dit-elle, le

62. Ibid., le 30 novembre 1935.

63. Loc. cit.

3 décembre⁶⁴. Courageux, car le Canada s'est ainsi affirmé devant l'Angleterre. Sage, car le but de la Société des Nations est de prévenir la guerre, non de punir les coupables. L'Action s'efforce aussi de minimiser la conduite de l'Italie. Celle-ci a certes posé un geste illégal. Mais elle n'a pas déclaré la guerre à l'Ethiopie. "Elle occupe son territoire par la force, mais sans effusion de sang ou si peu". Pour un geste regrettable du Duce, il ne faut pas punir le peuple italien par des privations pires que la guerre ni risquer de déclencher une guerre mondiale.

"Infliger des sanctions qui provoqueraient le désarroi économique en plusieurs pays et qui allumeraient une guerre mondiale constituerait une punition disproportionnée à la faute, disproportionnée à la violation sur un point secondaire, d'un traité dont le but primordial est d'assurer la paix universelle"⁶⁵.

Dans un article subséquent, L'Action réitère son opposition aux sanctions et propose de revenir aux discussions diplomatiques.

"Pour ne pas avoir satisfait à temps le besoin d'expansion territoriale de l'Italie, pour

64. Ibid., le 3 décembre 1935.

65. Loc. cit.

n'avoir pas su prévenir, la Société des Nations doit chercher à guérir et non à punir. Qu'elle suspende le jeu des sanctions afin de laisser à la doctoresse diplomatie, le temps d'opérer la guérison"⁶⁶.

A cause de son anticommunisme, L'Action est sympathique à l'Italie mussolinienne. Elle est donc portée à minimiser la gravité de la guerre d'Ethiopie et à recommander l'apaisement par les voies de la diplomatie plutôt que par celles des sanctions.

Nous avons déjà vu que Le Canada était prêt à supporter l'agrandissement de l'empire colonial italien car cela permettrait la diffusion de la "merveilleuse civilisation latine" dans un pays assez primitif⁶⁷. Par contre, il considérerait que les méthodes de Mussolini étaient inopportunes.

Au moment du déclenchement du conflit, Le Canada est cependant trop occupé par la campagne électorale pour faire des commentaires. Le lendemain de la victoire libérale, il publie un petit article sur un livre de Marcel Griaule qui décrit l'Ethiopie comme un pays de tueurs d'hommes. Le Canada fait alors le commentaire que l'Italie a essayé d'épurer cet-

66. L'Action Catholique, le 17 décembre 1935. . . .

67. Voir ci-dessus, p. 33.

te situation, à la grande indignation de l'Angleterre dont les intérêts étaient menacés. "De cela, les dépêches européennes habilement cuisinées dans les officines impériales avant de nous être expédiées, n'ont pas soufflé mot. Mais les journaux français nous renseignent heureusement"⁶⁸.

Le Canada fait ainsi écho à la querelle qui divisait la presse catholique française au sujet de l'Ethiopie. Les admirateurs de la civilisation latine s'opposaient aux supporters de la Société des Nations⁶⁹. C'est l'attitude des premiers que partage le journal canadien. Il convient que Léon Daudet a raison d'affirmer que "mettre en parallèle[...] cette "civilisation" [éthiopienne] avec celle de Rome, mère des civilisations occidentales, c'est un peu se ficher du monde!"⁷⁰.

71

Par là même, Albion fait montre de son hypocrisie⁷¹. Le 24 octobre, Le Canada revient à la charge. Il croit que l'Angleterre a réagi devant la campagne éthiopienne par antifascisme. Car le pacte de la Société des Nations a déjà été violé six fois avant que la Société n'intervienne⁷².

68. Le Canada, le 15 octobre 1935.

69. Voir René Rémond, Les catholiques, le communisme et les crises 1929-1939, pp.91-122.

70. Le Canada, le 15 octobre 1935.

71. Loc. cit.

72. Le Canada, le 24 octobre 1935.

Cette sympathie assez ouverte pour la cause italienne est démentie quelques jours plus tard par un article d'Henri Girard, intitulé "le déclin du fascisme". Il y remarque que les jours de gloire du fascisme sont passés pour ne plus jamais revenir⁷³. Le 4 novembre, le même journaliste écrit un article favorable aux sanctions. Il ne faut pas oublier que Le Canada soutient le nouveau gouvernement libéral et que ce dernier a accordé son appui aux sanctions économiques le 28 octobre.

Le Canada joue donc son rôle de journal de parti et répond à ceux qui se demandent si le gouvernement King a raison d'appuyer les sanctions. Il suggère de réfléchir aux paroles du représentant d'Haïti à Genève, le général Nemours, qui a fait remarquer qu'on ne pouvait pas arracher à un pays des lambeaux de territoires en prétextant que son organisation intérieure est défectueuse, que sa population est clairsemée et qu'il contient des espaces vides. Car un tel raisonnement pourrait aussi s'appliquer au Canada, dit le journal libéral. Sa population est clairsemée, il contient des espaces vides. Il pourrait un jour devenir l'Ethiopie de quelqu'un. "Le Canada s'oppose à la violation des droits d'un

73. Ibid., le 28 octobre 1935.

pays lointain, afin de sauvegarder le principe qui prévient ou préviendrait la violation de ses propres droits"⁷⁴. Appuyer les sanctions est donc une affaire de clairvoyance et de raison.

Un mois plus tard, le gouvernement, par la voix de Lapointe, désavoue l'initiative de Riddell. En fidèle journal partisan, Le Canada défend cette nouvelle attitude. Il explique que M. Lapointe a ainsi établi que le Canada pouvait parler en son nom propre à Genève. Il a jugé que cette question des sanctions était trop grave pour s'en mêler et qu'il appartenait aux peuples européens directement impliqués dans l'affaire, de prendre des initiatives. Le Canada conclut en disant que tant que des hommes de l'envergure de King et Lapointe gouverneront, le pays n'aura pas à craindre de coups de tête ou de décisions irréfléchies⁷⁵.

Il faut remarquer comment Le Canada a modifié son attitude: de possible Ethiopie de quelqu'un, le Canada devient un pays qui doit laisser l'initiative aux pays directement impli-

74. Le Canada, le 4 novembre 1935.

75. Ibid., le 6 décembre 1935.

qués dans l'affaire. Il y a là un revirement assez semblable à celui que subit la délégation à Genève.

Le Devoir n'a pas de parti à défendre. Il n'a que ses idées à soutenir. Face à la guerre, il maintient son attitude anti-interventionniste, regrette l'adoption des sanctions et ridiculise l'idée que le Canada soit une quelconque Ethiopie.

Dans les premiers jours d'octobre, Le Devoir réitère son opposition à une quelconque participation à la guerre⁷⁶. Le jour même des élections, le journal critique sévèrement la prise de position du délégué canadien à Genève. Car, soutient-il, y a-t-il dans le vaste univers un pays qui ait dans le conflit italo-éthiopien, un moindre intérêt direct que le Canada? M. Ferguson aurait pu être plus modeste, surtout à la veille d'une élection. Certes, le fait d'appuyer les sanctions ne signifie pas que l'on est pour la guerre. Mais une guerre peut arriver et de cette guerre, nous ne voulons point, affirme avec force Le Devoir⁷⁷. Après les élections, Le Devoir est rassuré quelque peu par la victoire de

76. Le Devoir, les 4, 9 et 11 octobre 1935.

77. Ibid., le 14 octobre 1935.

M. King qui heureusement, dit-il, se souvient de l'incident de Tchanak. Le journal ajoute qu'il faut se souvenir que le Canada est un pays d'Amérique. "Cette inéluctable réalité commande presque toute notre politique"⁷⁸.

Le 28 octobre, le gouvernement canadien annonce qu'il appuie les sanctions économiques contre l'Italie. Nous voilà "le doigt dans l'engrenage" commente Omer Héroux⁷⁹. A cause de l'attitude de M. Ferguson à Genève, nous aurons supprimé un commerce de six millions de dollars par année et nous nous serons attiré la durable inimitié de l'Italie. Une des conséquences des sanctions sera de distribuer en Gaspésie des allocations de secours car l'Italie achète du poisson de la Gaspésie. M. King a déclaré que le Canada n'a pris aucun engagement de guerre et n'en prendra pas sans l'assentiment du parlement. Cela, dit Le Devoir, nous rappelle que cet argument avait été invoqué dans l'affaire du Transvaal. De ces lointaines et tragiques aventures, nous avons "soupé",
⁸⁰
 conclut-il .

Le Devoir va publier un dernier article sur les sanctions,

78. Ibid., le 18 octobre 1935.

79. Ibid., le 30 octobre 1935.

80. Loc. cit.

pour répondre au Canada qui a défendu le gouvernement libéral en prétendant que le Canada pourrait être un jour l'Ethiopie de quelqu'un. Pour Le Devoir, c'est là un mauvais argument car de qui pourrions-nous être l'Ethiopie? Des Etats-Unis, du Japon, de l'Allemagne? Aucun de ces pays ne fait partie de la Société des Nations. De plus, quand l'Allemagne a outrepassé le traité de Versailles, la Société des Nations n'a pas bougé. Le Japon dépèce la Chine sans intervention de la Société des Nations. Quant aux Etats-Unis, ils auraient déjà bombardé nos villes avant que la Société des Nations n'ait eu le temps de se retourner. Non, c'est là une mauvaise façon de voir les choses. Le Canada est un pays d'Amérique dont le seul puissant voisin est les Etats-Unis. La Société des Nations ne peut nous protéger. Par contre, les Etats-Unis ne permettraient pas à une autre nation de s'installer chez nous. C'est là, affirme Le Devoir, la claire vue des réalités qui est une des premières conditions d'une saine politique extérieure⁸¹.

Les décisions du gouvernement ont donc amené Le Devoir à préciser ses vues en politique extérieure. La situation géographique du Canada l'isole en Amérique. Il n'a pas à se

81. Le Devoir, le 4 novembre 1935.

mêler de politique européenne. Il n'a de devoirs qu'envers sa population et d'impératifs de défense que la sécurité de son territoire. Le Devoir ferait sienne volontiers une déclaration d'un délégué canadien à la Société des Nations, Raoul Dandurand: "Pour nous, nous habitons une maison à l'épreuve du feu, loin des matériaux inflammables"⁸².

La prolongation du conflit jusqu'à la victoire de l'Italie en mai 1936, ne change pas les attitudes respectives des quotidiens canadiens-français. Le 19 juin, La Presse tire les leçons suivantes du résultat de la guerre. L'Angleterre n'a pas accru son prestige tandis que l'Italie a grandi le sien. Les Etats partisans des sanctions, comme le Canada, y penseront à deux fois avant de recommencer⁸³.

L'Événement est du même avis. La paix est maintenant assurée en Afrique orientale puisque Mussolini a réalisé ses ambitions⁸⁴. La Grande-Bretagne doit donc renoncer aux sanctions, ce qui ne fera souffrir que sa fierté et assurera la cause de la paix⁸⁵. Le prestige de la Société des Nations a

82. Rapporté par J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, p.94.

83. La Presse, le 19 juin 1936.

84. L'Événement, le 5 juin 1936.

85. Ibid., le 16 juin 1936.

subi un rude coup dans l'aventure mais cela vaut mieux qu'une grande guerre ou la formation des anciennes alliances rivales en Europe⁸⁶. Enfin, "mieux vaut une petite guerre ici et là qu'un nouveau déchaînement comme celui de 1914-1918"⁸⁷

L'Action Catholique considère la victoire italienne comme une humiliation bien méritée par la Société des Nations. Mussolini a agi en vrai chef, concevant d'abord, avec prudence, un projet vaste et hardi puis mettant à sa réalisation toutes les ressources de son intelligence et de sa volonté. On peut discuter de la moralité de l'aventure italienne. Mais ce n'est pas

"la moins justifiable dans le principe ni dans la manière. Parmi les peuples qui ont le plus vertement reproché à l'Italie l'invasion de l'Ethiopie, nous n'en voyons aucun, qui de fait ou d'intention, ne se soit rendu coupable de conquêtes plus discutables que celle-là"⁸⁸.

La Société des Nations traverse présentement la vallée de l'humiliation. Elle l'a bien mérité. Enfin, le Canada devrait cesser de jouer à Genève un rôle de commissionnaire maladroit⁸⁹.

86. Ibid., le 18 juin 1936.

87. Ibid., le 2 juillet 1936.

88. L'Action Catholique, le 8 mai 1936.

89. Ibid., le 8 mai 1936.

Dans un nouvel article publié un mois plus tard, L'Action replace les événements de l'heure dans le contexte international. La conquête de l'Ethiopie par les Italiens est un épisode, dit-elle, dans la campagne menée par les nations intéressées à dominer le monde ou à se faire une place au soleil. Les gouvernements s'effondrent ici et là car les meilleurs éléments sont trompés et les masses sont déchristianisées. Le terrain est tout préparé pour les idées moscoutaires, affirme Jules Dorion⁹⁰.

Enfin, en septembre, ce même journaliste remarque^{que} les adversaires du bolchévisme, l'Allemagne, le Japon et l'Italie sont maintenant absents de la Société des Nations tandis que Litvinoff y occupe une place importante, aux côtés de la France et de l'Angleterre. "Dans ces deux pays, on le sait, il y a des membres du parlement qui affichent ouvertement et librement leurs principes soviétiques"⁹¹. Voilà des éléments dont il faut tenir compte pour juger des conséquences du conflit éthiopien. Le Négus ne représente plus aucun gouvernement effectif alors que l'Italie représente une nation dont l'influ-

90. Ibid., le 6 juin 1936.

91. Ibid., le 26 septembre 1936.

ence grandit.

"[...] étant donné que les griefs des Italiens peuvent être réels, et que la condition des Abyssins sera plutôt améliorée sous leur administration, est-il justifiable, dans les circonstances, de brimer une nation qui a rétabli l'ordre chez elle, au moment que tant d'autres semblent pactiser avec ceux qui ont entrepris de chambarder l'ordre chrétien?"⁹².

Le cas de l'Ethiopie est donc réglé. Le Négus n'a plus rien à faire à la Société des Nations car il ne représente aucun gouvernement. L'Italie, par contre, doit y rester car elle constitue un contrepoids aux bolchévistes. La sympathie mussolinienne de L'Action est un produit de son anticommunisme.

Le Canada s'inclina devant les succès de la force et souhaita que les sanctions fussent levées⁹³. Il exprima néanmoins son mépris pour le fascisme "culte de la force, amour de la guerre, honteux asservissement des humbles"⁹⁴ et ironisa sur les rumeurs voulant que la propagande antifasciste soit orientée de Moscou. Que l'on ne vienne pas nous raconter des histoires à dormir debout, dit le journal. En fait, cette

92. L'Action Catholique, le 26 septembre 1936.

93. Le Canada, le 5 mai 1936.

94. Loc. cit.

propagande anti-italienne vient d'Angleterre. Chez nous, beaucoup d'anticommunistes sont farouchement antifascistes parce qu'ils sont contre tous les régimes de force, de Moscou ou de Rome⁹⁵. Cet article est manifestement dirigé contre L'Action Catholique pour qui

"il est certain qu'à la Société des Nations, Mussolini et Litvinoff représentent deux pôles opposés, le premier symbolisant l'ordre - l'ordre un peu dur peut-être mais l'ordre tout de même - le second incarnant la révolution universelle allumée en Russie à la faveur des désastres essuyés durant la dernière guerre"⁹⁶.

La conclusion du Canada sur le drame éthiopien, c'est que Machiavel a triomphé une fois de plus. L'Ethiopie n'est plus qu'un souvenir, la Société des Nations a évolué à l'encontre de l'idéal wilsonien car "des peuples redevenus puissants ne cessent d'affirmer par la bouche de leurs chefs le mépris de la justice et le culte de la force"⁹⁷. C'est là le ton désabusé d'un journal qui avait soutenu les sanctions, à la fois par fidélité partisane et par antifascisme.

Le Devoir sera bref dans ses commentaires sur la victoire

95. Loc. cit.

96. L'Action Catholique, le 13 janvier 1936.

97. Le Canada, le 23 septembre 1936.

italienne. Il remarque que l'Italie prend définitivement sa place parmi les grandes puissances et que les Italiens ne feront plus sourire quand ils évoqueront les splendeurs de la Rome ancienne dont ils sont les héritiers. Il y a quelque chose d'autre qui est changé dans le monde: la flotte anglaise n'est plus aussi puissante. La réaliste Angleterre va devoir tenir compte d'un pays installé en Afrique et qui possède une aviation. Pour sa part, la Société des Nations n'a plus grand prestige. Le Canada peut même se demander s'il a grand intérêt à y demeurer⁹⁸.

N'eût été la participation du Canada à la Société des Nations et sa situation de Dominion dans le Commonwealth britannique, il est certain que la guerre d'Ethiopie aurait été à peine mentionnée dans les journaux du Canada français. Mais les engagements pris à Genève par le Canada et le souvenir d'une autre guerre africaine, celle des Boers, convainquirent certains journalistes qu'il y avait là une menace pour leur nationalité. D'autres journalistes reprirent à leur compte des opinions répandues par la presse française.

98. Le Devoir, le 6 mai 1936.

La grande presse, représentée par La Presse et L'Événement, rapporta les événements en s'efforçant le plus possible de ne pas s'engager c'est-à-dire de ne pas critiquer ou suggérer une politique au gouvernement. Tout au plus, s'inquiéta-t-elle d'une implication canadienne si le conflit en venait à s'étendre à la Grande-Bretagne. Le souvenir des dépenses et des morts de la Grande Guerre, fut alors évoqué. Cette presse déplora également la participation canadienne aux sanctions, en soulignant les sommes d'argent que cela ferait perdre. Enfin, elle accepta la victoire italienne comme un fait accompli, souhaitant qu'une telle aventure ne se reproduise plus, à la fois par souci de la paix mondiale et par souci des contribuables canadiens.

La presse indépendante et la presse partisane furent plus loquaces sur cette guerre. Le Devoir souligna, avant même le début de la guerre ouverte, le danger que le conflit ne s'étendît à la Grande-Bretagne et, par là même, à son Empire. Il dénonça violemment l'attitude impérialiste de la presse canadienne-anglaise qui, disait-il, soutenait une propagande faisant du Canada le partenaire obligatoire de la Grande-Bretagne dans toutes les guerres que celle-ci pourrait déclencher. Le Devoir rappela les deux précédents de la guerre d'Afrique

du Sud et de la Grande Guerre et exigea un engagement ferme de la part du gouvernement canadien que le pays n'intervienne jamais dans une guerre où sa sécurité ne serait pas menacée. Si cela devait impliquer la rupture du lien avec la Grande-Bretagne et la proclamation de la république, Le Devoir était prêt à soutenir ce point de vue. C'est dans cette optique strictement anti-interventionniste qu'il suivit le conflit éthiopien.

L'Action Catholique discuta de la guerre d'Ethiopie en fonction de l'Italie et de la signification d'une victoire fasciste dans les relations internationales. Or, ce journal s'inquiétait grandement des progrès du bolchévisme. Il expliqua donc la campagne anti-italienne par des manoeuvres de Moscou et jugea l'adoption des sanctions, une mesure trop forte pour la faute commise par l'Italie. Il se réjouit enfin de la victoire des Italiens et souhaita que l'Italie restât à la Société des Nations où elle servirait de contrepoids aux bolchévistes.

Cette sympathie mussolinienne ouverte fut raillée par Le Canada. Mais celui-ci modifia son attitude à quelques reprises, à cause de son rôle partisan. Après avoir vigoureusement appuyé les sanctions au nom du droit des petites nations,

Le Canada modéra sa position en acquiesçant avec le gouvernement que le Canada n'était pas directement impliqué dans le conflit. D'autre part, s'il condamna l'agression commise par l'Italie, Le Canada témoigna d'une grande sympathie pour la civilisation qu'elle représentait et d'une profonde réticence à soutenir la Grande-Bretagne.

La guerre d'Ethiopie fut la première des crises de la période 1935-1939. Elle retint l'attention des journaux canadiens-français et révéla des attitudes qui se précisèrent au cours de la crise suivante, la guerre civile d'Espagne.

C H A P I T R E II

La guerre civile d'Espagne

Depuis 1931, l'Espagne était devenue une République¹. Les modérés y avaient obtenu la majorité aux élections de novembre 1933. Lors du scrutin de février 1936, c'est la gauche, composée de socialistes, communistes, anarchistes et trotskystes réunis dans un "Frente Popular", qui obtint sinon la majorité des voix, du moins une majorité de 57 sièges. Une période troublée commença alors et des membres de la droite ainsi que des chefs militaires songèrent à renverser le gouvernement par un coup d'Etat. A la suite de l'assassinat, le 13 juillet 1936, du député monarchiste Sotelo, une révolte éclata au Maroc le 17 juillet. Le 18, elle s'étendit à l'Espagne et le 25 juillet, le général Franco établit un gouvernement rebelle à Burgos.

Cette révolte qui mettait aux prises droite et gauche,

1. Les principaux événements diplomatiques de la guerre d'Espagne sont étudiés dans J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, pp.221-223, 230-232 et 264-265. The Spanish Civil War de Hugh Thomas est une excellente étude de cette guerre.

militaires et gouvernementaux, nationalistes et loyalistes, ne resta pas une affaire de politique intérieure espagnole. Les Grandes Puissances prirent parti. La France, qui possédait depuis juin 1936 un gouvernement de front populaire dirigé par Léon Blum, était sympathique aux républicains espagnols. L'U.R.S.S. aussi, quoique les communistes n'eussent obtenu que peu de voix aux élections espagnoles de 1936². D'un autre côté, l'Italie avait aidé à la préparation de la révolte. Des aviateurs italiens révélèrent qu'ils avaient été recrutés le 14 juillet, soit trois jours avant le début de l'insurrection. En outre, un des collaborateurs de Franco, le général Sanjurgo avait fait un voyage en Allemagne, en février 1936.

Les insurgés étaient donc soutenus par les pays fascistes tandis que les républicains avaient l'appui de l'U.R.S.S., de la France et de la Grande-Bretagne, cette dernière soutenant le gouvernement légitime.

Pour éviter une guerre internationale, le gouvernement

2. En février 1936, les Communistes disaient avoir 35,000 membres. Chiffre probablement exagéré d'après Hugh Thomas, The Spanish Civil War, p.71n. En 1930, la population de l'Espagne était de 23 millions d'habitants.

français proposa le 1er août "l'adoption rapide et la mise en pratique immédiate d'un accord visant à la non-intervention en Espagne"³. Le 26 août, vingt-sept nations admirèrent cette politique et le 9 septembre une commission internationale de non-intervention fut constituée à Londres. Les principaux pays impliqués, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne, l'U.R.S.S., en avaient accepté le principe mais étaient partagés quant à l'interdiction d'expédier du matériel de guerre en Espagne. Seule la Grande-Bretagne imposa, le 19 août, l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne. Par contre, l'U.R.S.S. livra des tanks aux républicains, l'Italie envoya 40,000 volontaires à Franco tandis que l'Allemagne lui fournissait 20,000 soldats et aviateurs. De leur côté, les républicains avaient reçu l'appui des "Brigades internationales", recrutées par les soins du Komintern.

A la fin de 1936, la guerre civile est donc engagée mais ne se limite pas aux seuls Espagnols. L'Italie et l'Allemagne soutiennent ouvertement Franco, dont elles ont reconnu le gouvernement le 18 novembre 1936, tandis que l'U.R.S.S. appuie les gouvernementaux. Des volontaires

3. Duroselle, op. cit., p.222.

français, britanniques et autres combattent aux côtés des républicains mais les gouvernements français et britannique ont adhéré au principe de la non-intervention et s'efforcent d'arrêter l'afflux de ces volontaires.

Après l'accord de Munich, le 30 septembre 1938, l'Allemagne et l'Italie accentuèrent leur soutien aux nationalistes, étant sûres de ne pas provoquer de riposte de la part des démocraties, et l'U.R.S.S. ayant ralenti son aide. La guerre se poursuivit néanmoins jusqu'au printemps de 1939. Barcelone tombe le 26 janvier, Franco est reconnu par la France et la Grande-Bretagne le 27 février. Enfin, le 28 mars, Madrid se rend. C'est la victoire de Franco.

Même si elle ne devint pas générale, il est clair que la guerre d'Espagne, plus que la guerre d'Ethiopie, a divisé les Puissances en deux camps qui luttaient de façon interposée. Elle scella le rapprochement italo-allemand, l'axe Rome-Berlin, comme l'appela Mussolini. Cependant, au sein même des démocraties, le soutien des républicains n'était pas unanime. Le gouvernement français avait appuyé le front populaire espagnol par sympathie pour ses idées républicaines et par crainte de voir une autre dictature s'éta-

blir à ses frontières. Mais il ne soutint pas activement les républicains pour ne pas déclencher une mêlée générale. Une partie de l'opinion française était d'ailleurs favorable à Franco, par crainte des communistes. Le gouvernement britannique adopta la même attitude de non-intervention, même si le public britannique était fortement antifasciste.

Officiellement le Canada se tint à l'écart de cette guerre. La Société des Nations n'y intervint pas car l'échec d'Ethiopie avait définitivement mis fin aux mesures de sécurité collective. Le Canada n'adhéra même pas à l'accord de non-intervention, signifiant par là que cette guerre ne le regardait pas. Il y fut pourtant impliqué par l'intermédiaire d'un millier de ses citoyens qui allèrent combattre du côté des républicains, et par les organisations qui soutinrent cette activité⁴.

Dès l'été 1936, des volontaires avaient afflué en Espagne pour offrir leurs services aux républicains. Par crainte de voir les puissances fascistes dominer complètement la

4. Tous les détails de la participation canadienne sont tirés du livre de Victor Hoar, The Mackenzie-Papineau Battalion.

Méditerranée, l'U.R.S.S. intervint du côté des gouvernements. Outre une aide en armes, le Komintern chargea les partis communistes occidentaux de recruter les combattants volontaires et de les diriger vers l'Espagne, via Paris. Environ quarante mille hommes y formèrent les Brigades internationales.

Le parti communiste canadien participa à ce travail en organisant le voyage des volontaires canadiens. Ceux-ci, au nombre de 1239, n'étaient pas tous communistes⁵. Un grand nombre étaient des Canadiens de récente date et venaient surtout des Prairies et de la Colombie-Britannique. Plusieurs avaient séjourné dans les camps de chômeurs et avaient participé à l'émeute de Regina, le 1er juillet 1935. Enfin, il y avait environ trois douzaines de Canadiens français. Proportionnellement à sa population, et si l'on excepte la France, c'est le Canada qui fournit le plus grand nombre de combattants volontaires aux républicains espagnols⁶.

En septembre 1938, le premier ministre d'Espagne Negrin

5. Hoar estime que peut-être 60% l'étaient. Hoar, op. cit. p.35.

6. Ibid., p.1.

s'adressa à l'Assemblée de la Société des Nations et proposa le retrait des volontaires étrangers pour bien montrer le caractère national de la lutte menée par les républicains. A la fin d'octobre 1938, les volontaires anglophones furent dirigés vers le nord de l'Espagne pour être rapatriés dans leurs pays d'origine. Avant de procéder, le gouvernement canadien voulut s'assurer qu'il ne serait pas responsable des frais de rapatriement. C'est le gouvernement de la République espagnole qui fournit une garantie de vingt mille dollars au C.P.R. Le 3 février 1939, 272 Canadiens débarquèrent à Halifax. En avril 1939, 646 étaient revenus et 115 étaient encore en Europe. 478 étaient morts ou disparus pendant la guerre.

Au Canada français, comme ailleurs en Occident, la guerre d'Espagne souleva de violentes passions. Présentée par la presse de droite française et par les récits d'ecclésiastiques comme une nouvelle croisade, la lutte du général Franco fut, en général, perçue d'un oeil sympathique par la presse française du Québec. On y discuta cependant des causes de la guerre, des idéologies en lutte et des effets possibles de la victoire de l'un des deux camps. Enfin, on ne manqua pas d'y faire des rapprochements avec la situation locale ou

de commenter la participation des Canadiens.

L'histoire agitée des premières années de la Deuxième République avait déjà eu un écho dans la presse de 1933. Les persécutions religieuses, dénoncées par le Vatican, avaient fait dire à L'Action Catholique que le gouvernement de l'Espagne était excommunié⁷ et à L'Événement, que la vie publique en Espagne était devenue un désordre et que la liberté y était entravée sous un gouvernement socialiste⁸. Pour leur part, La Presse⁹, Le Devoir¹⁰ et Le Canada¹¹ avaient exprimé toute la sympathie des catholiques canadiens pour les catholiques espagnols. L'image des socialistes persécuteurs de la religion et de leurs victimes catholiques était déjà véhiculée.

L'Espagne revint dans l'actualité deux ans et demi plus tard, à l'occasion des élections du 16 février 1936 et des troubles subséquents. Le 15 février, La Presse, citant La Tribune des Nations, annonça que deux systèmes étaient aux prises en Espagne et que ce pays serait comme l'Italie ou l'Allemagne ou comme l'U.R.S.S.¹². Une semaine plus tard,

7. L'Action Catholique, le 5 juin 1933.

8. L'Événement, le 30 juin 1933.

9. La Presse, le 6 juin 1933.

10. Le Devoir, le 5 juin 1933.

11. Le Canada, le 23 juin 1933.

12. La Presse, le 15 février 1936.

le journal rapporte que l'invraisemblable est arrivé en Espagne: les partis de gauche veulent y créer une république des Soviets. Il ajoute que l'Eglise catholique est la cible des attaques et se demande si une réaction se produira, comme lors du scrutin de 1933¹³.

Dès février, le journal croit donc possible une lutte entre socialistes et catholiques. Cette lutte aurait des motifs religieux autant que politiques et divise l'Espagne en deux camps irréductibles: socialistes soviétisants et catholiques.

En mars et en avril, le journal commente les événements d'Espagne, les qualifiant d'anarchiques¹⁴. Il laisse entendre que l'armée menace d'intervenir¹⁵ et qu'une dictature nouvelle pourrait surgir de ce chaos¹⁶. La nouvelle de la révolte ne le surprend donc pas. Mais il s'interroge sur sa nature: est-ce un soulèvement monarchiste ou une réaction contre la violence des cinq derniers mois¹⁷? Deux jours plus

13. Ibid., le 22 février 1936.

14. Ibid., le 17 mars 1936.

15. Ibid.

16. Ibid., le 15 avril 1936.

17. Ibid., le 22 juillet 1936.

tard, La Presse choisit une nouvelle interprétation. Elle dit que le présent conflit est une réaction contre les auteurs de la révolution d'avril 1931 qui voulaient instaurer le socialisme, puis le communisme en Espagne¹⁸. En août, elle opte carrément pour cette interprétation du conflit. Celui-ci n'est pas une tentative de restauration monarchiste, dit-elle, car les insurgés ont arboré un drapeau républicain. L'opinion de plus en plus répandue, ajoute-t-elle, est que, si les insurgés sont défaits, il y aura en Espagne une tentative de création d'Etat soviétique communiste. Elle souligne enfin qu'à la différence des coups d'Etat d'Amérique latine, toute la population civile a pris fait et cause dans la lutte¹⁹. La population entière est donc engagée dans une guerre qui vise à créer un Etat communiste ou à en empêcher la réalisation.

L'Evénement en arrive à la même conclusion le 18 août mais après avoir hésité plus longtemps que La Presse et avoir souligné d'autres aspects de la lutte. Le journal commente d'abord les élections de février en se réjouissant de la victoire de la droite, qui sort l'Espagne d'une cruelle épreuve²⁰.

18. Ibid., le 24 juillet 1936.

19. Ibid., le 15 août 1936.

20. L'Evénement, le 17 février 1936.

Corrigeant cette nouvelle par l'annonce de la victoire de la gauche, il prédit que l'Espagne retournera à l'anarchie, puis deviendra communiste²¹. Le 20 juillet, L'Événement annonce la révolte, préparée depuis longtemps par les droites, dit-il. L'Espagne n'est pas heureuse sous le régime républicain, précise-t-il; le nouveau régime n'a pas su s'affirmer stable et populaire²². Son peu de sympathie pour les républicains n'aveugle pourtant pas L'Événement. Les adversaires du régime sont qualifiés de fascistes-royalistes rebelles²³. Le journal s'inquiète de l'attitude de Berlin qui va peut-être intervenir pour aider les fascistes espagnols. La presse allemande, rapporte-t-il, s'attaque violemment au gouvernement de Madrid et prétend qu'il ne peut s'opposer au communisme²⁴. Pourtant, quatre jours plus tard, il doute encore que les rebelles pourront obtenir de l'aide extérieure malgré l'or qu'ils ont reçu en quantité de la part de gros manufacturiers, de propriétaires terriens, de financiers et de plusieurs nobles, bref de ceux qui détiennent le capital et qui ne tiennent pas le gouvernement socialiste appuyé par les

21. Ibid., le 18 février 1936.

22. Ibid., le 20 juillet 1936.

23. Ibid., le 23 juillet 1936.

24. Ibid., le 8 août 1936.

masses, en haute estime²⁵.

On est donc tout près d'une interprétation du conflit en termes de lutte des classes. Mais six jours plus tard, L'Evénement a changé d'opinion. Il affirme maintenant que les communistes, poussés par les anarchistes, veulent supprimer le régime républicain pour instaurer un régime copié sur celui de Moscou. Il pense que

"si les fascistes du général Franco s'emparent du pouvoir et établissent solidement leur emprise sur tout ce pays ensanglanté, la population ne perdra pas au change. Une dictature rigide mais juste vaut mieux qu'un régime comme celui que l'Espagne s'est donné lorsqu'elle a aboli la monarchie, régime qui n'a rien respecté de la liberté de conscience, du droit à la propriété, des libertés des citoyens"²⁶.

Le journal ne croit donc plus que l'Espagne y perdra, quel que soit le vainqueur²⁷. Il souhaite maintenant la victoire de Franco pour éviter la formation d'un gouvernement communiste et pour arrêter le désordre et les persécutions qui règnent en Espagne. Car, dit-il, le gouvernement de Madrid n'a pas

25. Ibid., le 12 août 1936.

26. Ibid., le 18 août 1936.

27. Ibid., le 13 août 1936.

su maintenir l'ordre dans la capitale et le clergé semble avoir été anéanti dans cette ville autrefois fanatiquement religieuse²⁸. La nouvelle des assassinats de religieux et des violations d'églises par les républicains a donc atteint le Canada et fait pencher la balance en faveur des nationalistes, un mois après le soulèvement.

L'Action Catholique n'a pas de longues hésitations avant de décider de quel côté iront ses sympathies pendant la guerre civile. Déjà, elle avait vu dans les élections de février un triomphe du bolchévisme, qui avait décidé de faire le siège de l'Espagne parce que celle-ci avait la réputation d'être le pays le plus catholique du monde. Depuis leur victoire, rapporte-t-elle, les éléments révolutionnaires persécutent et massacrent les catholiques²⁹. En juillet, le journal ne parle pas encore du soulèvement de l'armée ou de la guerre civile. Il continue à attribuer les troubles de l'Espagne aux méfaits de la canaille qui y a pris le dessus depuis la victoire du Front populaire. Il assimile les troubles d'Espagne à ceux de France et les décrit comme "les fruits des fronts populaires"³⁰.

28. Ibid., le 18 août 1936.

29. L'Action Catholique, le 12 mars 1936.

30. Ibid., le 23 juillet 1936.

Quelques jours plus tard, il parle maintenant d'une lutte armée entre la dictature bolchéviste et la dictature fasciste et conseille à la démocratie de faire attention à mâter le capitalisme oppresseur, de sorte que le peuple n'ait jamais à choisir entre ces deux forces destructrices de liberté, le fascisme et le bolchévisme. Car, signale-t-il,

"les peuples se détournent de plus en plus de la démocratie qui se montre impuissante à mâter la crise et à conjurer les désordres sociaux qu'elle engendre. Aussi la dictature (ou gouvernement par un seul) jouit-elle d'une vogue grandissante"³¹.

Quatre jours plus tard, L'Action modifie de nouveau sa position. Elle ne parle plus de fascistes mais de catholiques ou de chrétiens et décrit ce qu'elle appelle maintenant la guerre civile, comme un conflit de civilisations, la lutte du christianisme contre le matérialisme. En effet

"une partie de la population espagnole refuse de se laisser brimer plus longtemps par les gouvernants que le bolchévisme a réussi à installer à Madrid. Il ne s'agit pas ici du rétablissement de la royauté, mais de l'affrontement de deux civilisations, dont l'une court sus à ceux qui possèdent, à ceux qui tendent à brider les appétits humains, et dont l'autre veut l'ordre dans la justice, même soutenue par la force"³².

31. Ibid., le 28 juillet 1936.

32. Ibid., le 1er août 1936.

Dans ce conflit de civilisations, soutient-elle, c'est la chrétienne qui doit être défendue et sauvegardée au prix de tous les sacrifices³³. L'interprétation du caractère de la lutte est donc religieuse et le parti du général Franco doit être soutenu par tout catholique.

Le Devoir a les mêmes mots que L'Action Catholique pour décrire d'abord la victoire de la gauche, puis la guerre civile. Le 22 février, il parle des "mauvaises nouvelles d'Espagne" c'est-à-dire de la victoire de la gauche. Il prédit une république soviétique d'ici cinq ans et rappelle que Lénine disait que le premier pays à suivre l'exemple de la Russie révolutionnaire serait l'Espagne. Il explique que le communisme a rentré ses griffes et s'est allié au socialisme, sous l'étiquette de front populaire, pour jeter à bas l'ennemi commun. Celui-ci abattu, poursuit le journal, les communistes briseront leurs alliés et marcheront vers leur objectif propre³⁴.

Pendant l'été 1936, Le Devoir reproduit abondamment des nouvelles d'Espagne et des "choses d'Espagne" consistant en des extraits de journaux français comme Je suis partout et La Croix et des récits de prêtres et de religieuses sur les

33. Loc. cit.

34. Le Devoir, le 22 février 1936.

persécutions et les assassinats dans "Madrid la rouge". Mais il n'aborde pas la question en éditorial avant le 12 septembre, et le fait alors au sujet d'un vote de Congrès des Métiers et du Travail du Canada. L'éditorialiste fait alors sienne l'opinion de Miguel de Unamuno, rapportée dans L'Echo de Paris, à l'effet que le combat actuel en Espagne est un combat entre la civilisation et l'anarchie³⁵.

Ainsi les quatre quotidiens canadiens-français que nous avons passés en revue, ont conclu, plus ou moins rapidement, que le soulèvement de Franco était un combat en faveur de l'ordre et de la civilisation et que la partie adverse était, soit trop faible pour résister aux communistes, soit déjà communiste. Il est alors surprenant de constater qu'un autre quotidien prit totalement fait et cause pour les républicains et ce, même après que le récit des persécutions ait atteint le pays.

Ce n'est en effet qu'au mois d'août que Le Canada commente la guerre d'Espagne car, depuis deux mois, il était occupé par la campagne électorale provinciale. Le 24 août, Edmond

35. Ibid., le 12 septembre 1936. Unamuno désavouera les nationalistes en octobre 1936. Hugh Thomas, op.cit., p.353.

Turcotte signe un retentissant éditorial intitulé "Le feu à l'Espagne, prélude à l'incendie universel"³⁶. Il y constate d'abord que jamais le monde n'a été aussi près d'une guerre universelle. Ce péril, dit-il, vient des entreprises " de l'internationale sanglante du fascisme" qui, par les gouvernements de Berlin et de Rome et avec la complicité de la caste militaire espagnole et des privilégiés qui gravitent autour d'elle, a monté un guet-apens contre les peuples libres. "Tous les faits", poursuit le journal, "concordent à établir la collusion de l'Allemagne et de l'Italie avec les rebelles espagnols". Le général Franco entretenait une correspondance chiffrée avec Rome pendant que la sédition couvait. Ce fait n'est pas sans rapport "avec l'incident des avions italiens se portant à son secours, au premier coup de feu, conduits par des pilotes militaires italiens". Le correspondant du New York Times a compté, à l'hôtel Christina de Séville, soixante aviateurs allemands et dix-sept italiens, dont certains sont apparus en uniformes espagnols.

Passe encore si ces étrangers combattaient pour le gouvernement légal.

36. Le Canada, le 24 août 1936.

"Mais ils participent à une révolte armée contre un gouvernement qui, tant qu'il n'y a pas eu rupture, doit être considéré, suivant toutes les règles régissant les rapports entre nations civilisées, comme gouvernement ami de ceux de Rome et de Berlin".

Le prétexte invoqué par les traîtres espagnols et leurs complices de Rome et de Berlin est le communisme à abattre.

"C'est un mensonge. Avant la sédition, la République avait des difficultés mais restait maîtresse de la situation. C'est l'anarchie issue de la guerre civile fasciste qui a déchaîné en Espagne les éléments de désordre".

Il se commet dans cette guerre civile d'abominables excès des deux côtés.

"Mais les pires atrocités, du côté loyaliste, ne sont pas imputables au gouvernement de Madrid, qui a dû, pour sa défense, armer les éléments les plus hétéroclites. En revanche, les généraux rebelles commandent une armée disciplinée. Cela ne les empêche pas de passer leurs prisonniers par les armes, contre toutes les lois de l'humanité, et de bombarder les civils sans remords, comme à Saint-Sébastien, où ils ont fait sauter tout un étage d'un hôpital de maternité".

Le peuple fidèle au gouvernement n'est pas un ramassis de communistes ou de sans-Dieu. A Badajoz, les sauveurs de l'Espagne - des Maures, des musulmans, des nègres, des mercenaires, la Légion étrangère - ont fusillé quinze cents volontaires du gouvernement dont le seul crime était d'avoir résisté à des

rebelles. Or presque tous ces condamnés à mort demandèrent les derniers secours de la religion.

"L'Espagne est en feu! C'est l'internationale du fascisme qui a allumé l'incendie", conclut Turcotte. "Ce n'est pas son premier crime: et ce n'est pas hélas! le dernier. La guerre civile d'Espagne apparaît à tous les esprits lucides comme le prélude du nouveau et sans doute prochain embrasement universel qui s'inscrit dans la fatalité le jour d'octobre 1922 où Mussolini réussit sa marche sur Rome. Car le fascisme, c'est la guerre!"³⁷.

Tous les arguments invoqués en faveur des nationalistes sont rejetés par Le Canada. Les républicains n'ont pas commis plus de crimes que les nationalistes et ils représentent le gouvernement légal de l'Espagne. Le mouvement de Franco est un mouvement rebelle et corrompu par les liens qu'il possède avec les fascistes d'Allemagne et d'Italie. L'agresseur n'est pas l'internationale communiste mais l'internationale fasciste. Enfin, cette guerre n'est pas un incident isolé et sans conséquences. C'est un prélude à la guerre mondiale.

Cette prise de position, opposée à la leur, ne modifie pas celle des autres quotidiens canadiens-français. Au

37. Ibid., le 24 août 1936.

contraire, à mesure que la guerre prend de l'ampleur et divise l'Espagne en deux camps irréductibles, les principaux quotidiens continuent à soutenir le parti du général Franco et s'efforcent de montrer le bien-fondé de leur choix en faisant appel à des témoignages corroborants.

C'est L'Action Catholique qui met le plus de coeur à cette tâche. Pendant deux ans, elle couvre ses "petites notes" de nouvelles d'Espagne, consistant surtout en des récits édifiants de martyres subis par des ecclésiastiques et par des catholiques. Elle complète ces notes par de longs articles, souvent rédigés par Louis-Philippe Roy, qui apporte des précisions aux nouvelles transmises par les agences de presse. En effet, d'après L'Action Catholique, ces agences cachaient bien des faits et étaient sympathiques au Front, que le journal qualifiait de "Frente Crapular"³⁸. L'Action publie donc d'autres informations qu'elle va surtout puiser dans le discours du pape aux réfugiés espagnols³⁹ dans la lettre collective de l'épiscopat espagnol aux évêques du monde entier⁴⁰, dans l'Osservatore Romano et dans le Bulletin d'In-

38. L'Action Catholique, le 22 mars 1937.

39. Discours du 14 septembre 1936.

40. Lettre du 1er juillet 1937.

formation espagnole. Enfin, pour donner plus de force à certaines affirmations ou pour souligner certains aspects importants du conflit, elle publie une cinquantaine d'éditoriaux⁴¹. Celui du 11 juillet 1938, signé par Louis-Philippe Roy, résume la position de L'Action Catholique sur la guerre d'Espagne. Le journal appuie Franco parce qu'il s'est dressé contre le communisme, accomplissant ainsi une véritable croisade.

"L'Action Catholique reconnaît dans la lutte de Franco l'esprit d'une véritable croisade pour la religion catholique. Sans ce soulèvement sauveur qui a devancé de quelques semaines la révolution "rouge", le bolchévisme établissait rapidement en Espagne et sur les ruines de la religion, de la propriété, de la famille, l'infernal régime soviétique athée".

C'est là, poursuit le journal, l'opinion de l'Episcopat espagnol et celle du Vatican.

"Mieux placée que tout autre pour en juger, l'autorité religieuse ne peut se tromper dans une appréciation de ce genre. Et même si elle se trompait, L'Action Catholique préférerait errer avec elle que d'avoir raison contre elle".

D'ailleurs, poursuit le journal, nous refusons toute sympathie

41. 10 en 1936, 24 en 1937, 14 en 1938 et 9 en 1939.

au gouvernement anarcho-bolchéviste qui a organisé le massacre de 25,000 ecclésiastiques, l'assassinat de 300,000 civils catholiques, l'incendie ou la destruction de 20,000 églises ou chapelles⁴². Il est vrai que l'on reproche certains crimes aux nationalistes. Selon L'Action, ils ne sauraient se comparer à ceux des républicains: "A côté de ces crimes prémédités [les assassinats de civils et d'ecclésiastiques et les destructions d'églises], les excès des franquistes sont choses légères". Cependant, d'un point de vue moral, le journal croit que le bombardement des villes ouvertes est condamnable. Il doute cependant de la véracité de certains de ces actes.

"Dans le cas des bombardements récents, à l'instar de l'Osservatore Romano, à l'instar même du gouvernement Chamberlain, le premier intéressé, nous nous sommes montrés réservés à cause des circonstances particulières qui ne sont pas encore parfaitement élucidées. Il semble de plus en plus certain que les "rouges" ont profité des quelques excès des avions nationalistes pour joindre leurs propres avions au jeu de massacre afin de l'accentuer et de provoquer de la part de l'Angleterre et de la France, contre l'Italie et l'Allemagne des représailles qui eussent pu augmenter la tension internationale et dégénérer en conflit mondial".

42. Hugh Thomas, The Spanish Civil War, estime à 100,000 les victimes des exécutions par les deux côtés. Il y eut 150 églises totalement détruites et 4850 endommagées pendant la guerre (p.606). Les Républicains assassinèrent 7937 religieux dont 12 évêques, 283 religieuses, 5255 prêtres, 2492 moines et 249 novices (p.173).

Il faut donc être prudent avant de parler des crimes de Franco car c'est faire le jeu de Moscou. "Le conflit mondial! Voilà ce que recherchent les communistes dans le prolongement d'une guerre perdue; ne l'oublions pas".

Enfin, L'Action s'attriste de voir certains journaux réprouver Franco et atténuer les crimes des "rouges". Leur haine du "fascisme" les aveugle, dit-elle.

"L'attitude de ces confrères, il y en a même au Canada, même dans la province de Québec, prouve que l'humanitarisme n'est pour rien dans leur appréciation des événements espagnols. Ils blâment le recours au terrorisme chez les nationalistes parce que Franco a l'appui de l'Allemagne et de l'Italie. Le terrorisme pratiqué par les "rouges" d'une façon autrement plus brutale, les laisse indifférents. Ce qui hante leur esprit, ce qui les trouble à l'égal d'un affreux cauchemar, c'est la probabilité de la victoire du protégé de Mussolini et d'Hitler".

Quant à elle, L'Action appuie totalement Franco, "le sauveur du catholicisme en Espagne". Et le journal conclut que "sa victoire sera le triomphe de la civilisation chrétienne sur la sauvagerie marxiste. Et la véritable Espagne aura préservé l'Europe du cataclysme bolchéviste comme elle la sauva naguère de l'islamisme menaçant"⁴³.

43. L'Action Catholique, le 11 juillet 1938.

L'Action Catholique accorde donc un appui inconditionné à Franco parce qu'il a pris les armes pour déjouer un complot qui aurait anéanti le christianisme en Espagne. Journal catholique, L'Action ne fait alors que paraphraser la lettre collective de l'épiscopat espagnol qui, le 1er juillet 1937, s'était solennellement adressé aux évêques du monde entier, déclarant que des milliers de chrétiens avaient pris les armes pour sauver les principes de la religion et que la guerre civile était théologiquement juste⁴⁴. Deux mois plus tard, le 28 août 1937, le Vatican reconnaissait le gouvernement de Burgos comme le gouvernement officiel de l'Espagne⁴⁵. Il devenait donc difficile à un catholique, mais non impossible comme le montrèrent Mauriac et Maritain, d'être neutre ou favorable à la République.

Le Devoir, s'appuyant sur la lettre des évêques espagnols, accepte lui aussi la thèse du soulèvement juste. Il résume la lettre en éditorial, démontrant que le soulèvement militaire a eu lieu pour devancer les communistes qui voulaient déchaîner la révolution. C'est pourquoi, dit-il, les évêques concluent

44. Hugh Thomas, op. cit., p.450.

45. Ibid., p.451.

qu'il n'y a en Espagne d'autre espoir de reconquérir la paix et la justice, que le triomphe du mouvement national⁴⁶. Le Devoir, qui comme L'Action Catholique se fait gloire de représenter la "bonne presse", termine par un petit coup de griffe aux agences de presse:

"[...]il est quelque peu singulier que les dépêches nous aient apporté si peu d'échos d'une pièce dont l'importance est tellement considérable et qui était connue voici plusieurs jours, une couple de semaines peut-être, en Europe"⁴⁷.

Le Devoir a la même position que L'Action Catholique sur la guerre mais il s'y intéresse d'une façon beaucoup moins continue et empressée. Après ce commentaire sur la lettre de l'épiscopat, il n'en parle plus jusqu'au moment de la victoire des nationalistes en 1939. On peut penser que, l'Eglise ayant parlé par l'intermédiaire des évêques, Le Devoir n'a pas de doute sur le parti qu'il faut appuyer. Il ne discute donc pas de la nature des événements d'Espagne mais de certaines implications canadiennes, dont nous parlerons plus loin. Le Devoir est un quotidien nationaliste et ce sont surtout les questions canadiennes qui fournissent la matière de ses éditoriaux.

46. Le Devoir, le 19 août 1937.

47. Loc. cit.

Après s'être carrément prononcé en faveur des républicains et avoir traité le général Franco de rebelle, Le Canada modifie son attitude. Un important changement se produit dans l'équipe du journal. Edmond Turcotte, qui a connu Olivar Asselin et lui a succédé comme rédacteur en chef, quitte Le Canada en avril 1937. Eustache Letellier de Saint-Just lui succède⁴⁸. A partir du 19 mars 1937, les éditoriaux ne sont plus signés. Le Canada devient de plus en plus une feuille uniquement partisane, dont la cible est Duplessis et l'Union nationale. Il résume lui-même sa position en disant qu'il n'est ni à droite ni à gauche, si la gauche signifie ce qui n'est pas catholique⁴⁹.

Aussi la guerre d'Espagne est-elle maintenant commentée d'un ton plus en accord avec l'orthodoxie catholique. A l'occasion de la parution du livre de Bernanos, Les grands cimetières sous la lune, le journal, dans sa colonne intitulée "Choses du temps", dit ce qui suit:

"Il est indiscutable d'une part qu'à son origine la guerre civile espagnole est l'oeuvre du

48. Le Canada, le 30 avril 1937.

49. Ibid., le 4 avril 1938. A l'occasion du 35ième anniversaire du journal.

communisme international. Les extrémistes rouges ont livré au catholicisme espagnol une lutte sanglante et complètement inhumaine. C'est véritablement à une délivrance nationale et à une revanche de l'ordre que travaillent les armées de Franco"⁵⁰.

Le Canada partage maintenant la thèse de L'Action Catholique et du Devoir. Mais depuis 1937, il accordait peu d'importance à la guerre espagnole, occupé qu'il était par la politique provinciale et municipale.

Dès l'été 1936, La Presse avait expliqué le soulèvement en Espagne par une lutte pour empêcher la création d'un Etat communiste⁵¹. En janvier 1937, elle rappelle que c'est la faiblesse des loyalistes qui a provoqué l'insurrection. On voyait que le pouvoir passait aux mains des communistes et des anarchistes⁵². Jusqu'à la fin de la guerre, La Presse garde sa sympathie pour les nationalistes, tout en se prononçant avec beaucoup moins de véhémence que L'Action Catholique. La Presse est un journal non partisan et non engagé et évite de prendre des positions fermes en éditorial. Elle parle surtout de la guerre d'Espagne pour affirmer son anticommu-

50. Ibid., le 4 février 1939.

51. Voir ci-dessus, p. 69.

52. La Presse, le 13 janvier 1937.

nisme.

Un journal refléta partiellement les hésitations d'une partie de la presse catholique française⁵³. Celle-ci fut d'abord généralement favorable au soulèvement qui prenait un caractère religieux à cause des massacres de prêtres et des incendies d'églises. Pourtant,

"la présence des Maures, l'intervention massive des escadrilles et des troupes italiennes et allemandes, les méthodes atroces de la guerre totale, [...] les souffrances des Basques coupables du crime de non-rébellion, posèrent aux catholiques français, un cas de conscience douloureux"⁵⁴.

D'illustres catholiques comme Jacques Maritain démontrèrent qu'aucune guerre ne pouvait avoir un caractère de sainteté⁵⁵. François Mauriac, raillant "le chef de la Sainte Croisade", condamna l'offensive franquiste de Noël 1938⁵⁶.

Au moment du soulèvement, L'Événement accepte la thèse du complot communiste et souhaite la victoire du général Fran-

53. Voir René Rémond, Les catholiques, le communisme et les crises 1919-1929, pp.175-211.

54. Article de François Mauriac dans Le Figaro, le 30 juin 1938, rapporté par René Rémond, op. cit., p.179.

55. Article de Maritain paru dans la Nouvelle Revue française, le 1er juillet 1937, rapporté par René Rémond, op. cit., pp. 191-193.

56. René Rémond, op. cit., pp.201-202, citant Mauriac, Temps présent, le 30 décembre 1938.

co. Nul ne peut s'empêcher, dit-il, de souhaiter voir les nationaux - qui ont promis de rétablir la paix, l'ordre, la justice et la liberté des cultes - triompher des hordes communistes⁵⁷. Mais le journal ne présente pas le général Franco comme le champion du catholicisme. Il voit plutôt en lui un allié de l'Allemagne et de l'Italie, qui veut établir en Espagne un régime semblable à ceux de l'Italie et du Portugal⁵⁸. Comme l'hebdomadaire Sept,⁵⁹ dont il reproduit un éditorial, il estime que la guerre civile n'est pas une croisade et qu'il ne faut pas lier la cause du catholicisme à celle des nationalistes espagnols⁶⁰.

L'Evénement continue de s'alimenter à la presse française pour commenter la guerre. L'éditorial du 16 juillet 1938 parle des "catholiques français" et rappelle que Franco, en juillet 1936, n'était

"qu'un mercenaire travaillant pour le compte de l'Italie et de l'Allemagne, sans le secours desquelles il n'aurait jamais pu réussir ce premier

57. L'Evénement, le 5 novembre 1936.

58. Ibid., le 8 octobre 1936 et le 23 octobre 1936.

59. Sept était un hebdomadaire, fondé par les Dominicains. Il fut publié de mars 1934 à août 1937 et eut une collaboration nombreuse, dont celle de Gilson et de Mauriac. Il exerça une profonde influence sur la jeunesse et les intellectuels. René Rémond, op. cit., p.273.

60. L'Evénement, le 25 janvier 1937.

coup d'audace. Cependant, par le fait de l'intervention des Russes dans ce conflit, les succès militaires de Franco contre un gouvernement protégé des soviets communistes ont créé cette équivoque, si douloureuse aux catholiques français, qui nous représente l'agent de Rome et de Berlin comme un croisé combattant pour sa foi"⁶¹.

Ce texte est à rapprocher d'un article de François Mauriac publié dans Le Figaro du 30 juin 1938, qui faisait une mise au point à propos des massacres d'Espagne:

"[...] ce qui fixa notre attitude, ce fut la prétention des généraux espagnols de mener une guerre sainte, une croisade, d'être les soldats du Christ. [...] Parlons sérieusement: les sacrilèges et les crimes commis par une foule armée et furieuse, au lendemain d'une rébellion militaire réprimée, sont d'une horreur insoutenable. Nous disons seulement que les meurtres commis par les Maures qui ont un Sacré-Coeur épinglé à leur burnous, que les épurations systématiques, les cadavres de femmes et d'enfants laissés derrière eux par des aviateurs allemands et italiens au service d'un chef catholique qui se dit Soldat du Christ, nous disons que c'est là une autre sorte d'horreur, dont vous avez le droit d'être moins frappés que nous ne sommes; mais il ne dépend d'aucun d'entre nous que les conséquences n'en soient redoutables pour la cause qui devrait nous importer par-dessus toutes les autres et qui est le règne de Dieu sur la terre [...]. Il reste cet épouvantable malheur que pour des millions d'Espagnols, christianisme

61. Ibid., le 16 juillet 1938.

et fascisme désormais se confondent, et qu'ils ne pourront plus haïr l'un sans haïr l'autre[...]"
62.

Ce texte a manifestement inspiré L'Événement. D'ailleurs, le 20 juillet, L'Action Catholique faisant allusion à un confrère du matin qui la contredit au sujet de l'Espagne, dit qu'entre l'opinion de Maritain et celle de l'épiscopat espagnol, elle choisit la dernière⁶³.

Même après la victoire des nationalistes, L'Événement-Journal réclamera le droit de critiquer Franco. Il admet que celui-ci a attiré la sympathie par sa lutte contre le communisme mais il souhaite, maintenant que Franco a gagné la guerre, qu'il rompe avec ses alliés allemand et italien. Sinon, dit L'Événement-Journal, le jour n'est peut-être plus loin où les peuples civilisés devront considérer Franco comme un ennemi⁶⁴. Le journal résume bien sa position dans son dernier article sur la guerre civile espagnole en disant que cette dernière fut, pour plusieurs, "un cas de conscience"⁶⁵.

-
62. François Mauriac, Le Figaro, le 30 juin 1938, cité dans René Rémond, op. cit., pp.193-194. Voir aussi ci-dessus, p.89, autre extrait du même article.
63. L'Action Catholique, le 20 juillet 1938.
64. L'Événement-Journal, le 22 avril 1939.
65. Ibid., le 16 mai 1939.

Parmi les journaux que nous avons consultés, L'Événement fut le seul à mettre en doute, jusqu'à la fin de la guerre, son caractère de croisade religieuse. Le Canada avait adopté cette attitude avec véhémence au début du conflit mais changea de direction et d'opinion au cours de l'année 1937. Il semble que la lettre collective de l'épiscopat espagnol ait supprimé les hésitations de tous, sauf de L'Événement.

L'attitude de celui-ci s'explique certainement par l'influence de la presse française dont il cita des extraits ou emprunta les idées. Les remaniements à la direction de ce journal⁶⁶ ne sont peut-être pas étrangers à l'influence exercée par la presse française. Il est difficile de savoir ce qui en est car les éditoriaux ne sont pas signés. Enfin il ne faudrait pas exagérer la différence d'opinion entre L'Événement et les autres journaux. C'est plutôt une question de nuance qu'une

66. En octobre 1936, Georges Léveillé remplace Edmond Chassé comme rédacteur en chef et Jacques Verrault devient chef de l'information. (L'Événement, le 23 octobre 1936). En janvier 1937, ce dernier est remplacé par Jean-Charles Bonenfant (L'Événement, le 4 janvier 1937). En février, on annonce que le rédacteur en chef quitte L'Événement mais le nom de son successeur n'est pas mentionné (L'Événement, le 27 février 1937). Le 29 octobre 1938, L'Événement, se fusionne au Journal et devient L'Événement-Journal, quotidien qui se consacre surtout aux nouvelles locales de Québec et à la politique municipale.

opposition fondamentale.

Outre les origines et le caractère de la guerre civile d'Espagne, Le Devoir et L'Action Catholique se préoccupèrent de signaler et de censurer certains mouvements de l'opinion canadienne qu'ils désapprouvaient. C'est même à ce genre de commentaires que Le Devoir consacra la plupart de ses éditoriaux sur la guerre.

En septembre 1936, le Congrès des Métiers et du Travail du Canada approuva une résolution en faveur du Front populaire d'Espagne. Le Devoir consacra sept éditoriaux à cette affaire et L'Action Catholique, deux⁶⁷. Le quotidien montréalais expliqua que les résolutions votés dans de pareils congrès n'ont guère de consistance⁶⁸. Peu de délégués se rendent compte de ce qu'ils votent⁶⁹. Quelle en est la raison? C'est que les délégués canadiens-français et la plupart des ouvriers de Montréal ne lisent presque jamais de journaux qui pourraient les renseigner sérieusement. La presse populaire quotidienne chloroforme la majeure partie de la population⁷⁰. Si les dé-

67. Le Devoir, les 12, 14, 22 et 28 septembre 1936 et les 8, 9 et 22 octobre 1936. L'Action Catholique, les 16 et 17 septembre 1936.

68. Le Devoir, le 12 septembre 1936.

69. Ibid., le 14 septembre 1936.

70. Loc. cit.

légues canadiens-français au Congrès avaient été des lecteurs du Devoir, ils n'auraient pas laissé monter ce coup dont ils furent les victimes⁷¹. Il y a une leçon à tirer de ces événements, c'est le danger de la neutralité syndicale. Combien de fois n'a-t-on pas dit que la foi des ouvriers n'avait rien à faire avec les syndicats? On voit ce que donnent les syndicats neutres⁷².

C'est ce que remarque aussi L'Action Catholique:

"Si ces braves ouvriers catholiques étaient plutôt affiliés aux syndicats catholiques, ils n'auraient pas à faire un aveu aussi pénible [avoir ranimé le courage des communistes espagnols sur le point de capituler devant les troupes du parti de l'ordre] juste au moment où le Pape vient de dénoncer formellement la furie persécutrice et destructrice des communistes espagnols. Cette fois-ci, la différence entre les unions internationales et les syndicats catholiques saute aux yeux"⁷³.

Le lendemain, ce journal poursuit son attaque et qualifie le vote d'insulte directe au Saint-Père, qui vient de mettre l'univers en garde contre la propagande moscoutaire. Il espère

71. Ibid., le 22 octobre 1936.

72. Ibid., le 12 septembre 1936.

73. L'Action Catholique, le 16 septembre 1936.

que les autorités vont sévir contre les meneurs qui ont poussé à ce vote et qui préparent ainsi "la guerre des classes, la guerre sociale, la lutte finale"⁷⁴. Le recrutement de volontaires canadiens pour les Brigades internationales souleva aussi l'ire de L'Action Catholique. Elle se demanda si le gouvernement canadien ne pourrait prohiber cet enrôlement⁷⁵. Le Devoir posa aussi des questions à ce sujet, notamment sur l'obtention des passeports⁷⁶.

Mais dans l'ensemble des articles sur la guerre d'Espagne, ces questions occupent peu de place ou servent surtout à réaffirmer la foi en Franco et sa cause.

La guerre civile d'Espagne fut envisagée en termes religieux par la presse canadienne-française. Elle lui apparut essentiellement comme une lutte entre deux systèmes, l'Eglise catholique et l'Internationale communiste. Parce que l'Espagne était la principale chrétienté d'Europe, l'Internationale avait décidé d'en faire le siège et d'y abattre le catholicisme, sinon par la conviction, du moins par la force. L'Espagne

74. Ibid., le 17 septembre 1936.

75. Ibid., le 28 janvier 1937.

76. Le Devoir, le 28 janvier 1937.

devint ainsi le lieu de la grande bataille entre les forces du mal et celles du bien et, de l'issue de la lutte, dépendit la survie du catholicisme ou le triomphe universel du bolchévisme.

C'est en ces termes que la presse suivit la lutte, selon son plus ou moins grand degré d'imprégnation de catholicisme traditionnel.

Le journal catholique de Québec, L'Action Catholique fut le plus véhément. Il présenta la lutte de Franco contre le bolchévisme comme celle de l'Espagne contre l'Islam: une lutte pour assurer la survie du catholicisme. C'est là l'intransigeante vision d'un journal qui représente la presse purement et strictement catholique, dont le rôle est d'affirmer les principes catholiques dans toutes les manifestations humaines⁷⁷. Dans ces conditions, une guerre en faveur des forces du bien devient une guerre sainte.

L'autre représentant de la bonne presse, Le Devoir, acquiesça à cette présentation. Mais le rôle du Devoir est de défendre les intérêts nationaux de la communauté canadienne-française.

77. Voir Emile Poulat, Intégrisme et catholicisme intégral, p.49.

Or ceux-ci n'étant pas directement engagés dans le conflit, Le Devoir ne juge pas nécessaire d'entreprendre une campagne en faveur du général Franco. Il se contente d'ouvrir ses colonnes à des articles sympathiques aux franquistes.

La Presse, journal à grand tirage et quotidien populaire, essaie de se prononcer le moins possible, aussi bien sur les événements locaux que sur les événements internationaux. Ce journal s'efforce de présenter les faits d'une façon qui ne heurtera pas son public. Il accepte donc l'interprétation la plus courante dans les milieux de la presse de droite française⁷⁸ - qu'il cite souvent - soit que le soulèvement de Franco est légitime parce qu'il vise à empêcher la formation d'un gouvernement bolchéviste. Mais La Presse n'est pas engagée dans le grand combat catholique doctrinal: elle reflète l'opinion, elle n'essaie pas de l'influencer.

Deux quotidiens, Le Canada et L'Événement ont résisté à l'interprétation du catholicisme intransigeant et choisi plutôt celle d'un catholicisme "libéral". Ils partagent l'anticommunisme de leurs confrères mais ne permettent pas à ce

78. Voir René Rémond, op. cit., p.177.

sentiment d'absoudre complètement le général Franco. Pour Le Canada "première manière", le général est un rebelle, coupable de s'être révolté contre le gouvernement légitime de son pays. L'Evénement, pour sa part, s'il est enclin à voir dans la lutte des nationalistes une lutte contre les communistes, n'accepte pas de la considérer comme l'incarnation même de la lutte de l'Eglise contre les forces du mal. A l'instar d'une certaine presse catholique de France, il réproouve l'alliance de Franco avec les puissances fascistes et ne confond pas la cause catholique avec les ambitions du général.

Outre l'influence de la presse américaine dans le cas du Canada et celle de Mauriac et de Maritain dans celui de L'Evénement, nous croyons qu'il faut aussi voir dans l'interprétation que ces journaux ont donné de la guerre civile espagnole, l'expression d'un catholicisme plus indépendant, plus démocrate que celui du Devoir et de L'Action Catholique. Il n'y a pas opposition entre interprétation chrétienne et interprétation matérialiste de la guerre civile par la presse canadienne-française, il y a divergence d'opinion entre deux courants du catholicisme, l'un s'efforçant de s'adapter à la réalité du siècle, l'autre voulant préserver la pureté et l'intransigeance de la foi.

C H A P I T R E III

Les coups de force nazis, 1935-1939

Outre la guerre d'Ethiopie et celle d'Espagne, les crises européennes de l'avant-guerre incluent la série de coups de force réalisés surtout par les nazis. Estomaqué, perplexe et apeuré, le monde regarda les dictateurs assouvir leurs ambitions personnelles et nationales. Il fallut cinq ans avant qu'une guerre européenne, puis mondiale, ne répondît à la force par la force.

Lorsqu'Hitler fut choisi comme chancelier le 30 janvier 1933, il s'appuyait sur un parti nazi minoritaire au Reichstag ¹. Des élections eurent lieu en mars 1933, précédées de violences et de l'incendie du Reichstag, imputés aux communistes. La nouvelle assemblée abolit la Constitution de Weimar, proclama le IIIe Reich et, le 23 mars, accorda à Hitler les pleins pouvoirs. En quelques semaines, les partis politiques,

1. Il y avait 196 députés nazis sur un total de 584. Alfred GROSSER, Hitler, la presse et la naissance d'une dictature, p.237.

à l'exception du parti nazi, furent dissous, l'Allemagne fut centralisée et le Fuhrer devint le guide de la nation².

Dans la nuit du 30 juin 1934, les S.S. aidés par l'armée, épurèrent le parti en massacrant des centaines de nazis³. Le 2 août, le président Hindenburg mourut. Hitler ajouta les fonctions de président à celles de chancelier et fit approuver cette décision par un plébiscite. Désormais, l'Allemagne était soumise à une dictature totalitaire. Les opposants étaient proscrits ou emprisonnés, les Juifs étaient persécutés. Il restait maintenant à accomplir le programme de Mein Kampf.

Dans ce livre publié en 1925, Hitler avait exposé sa doctrine et son programme. Antisémitisme, anticommunisme, ultranationalisme, Hitler construisit une théorie raciste qui imbriquait tous ces éléments. Les hommes et les races sont inégaux. Il existe donc une race supérieure, qui est celle des Aryens. Cette race s'étant conservée à l'état le plus pur en Allemagne, le peuple allemand est le peuple supérieur. Ce fait entraîne

2. J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, p.181.

3. Ibid., p.193.

des conséquences, qui constitueront le programme hitlérien. Le peuple allemand, abaissé par le traité de Versailles, doit détruire ce dernier. Il doit, en outre, regrouper dans un même Etat tous les peuples parlant allemand et vivant sous une autre souveraineté que celle de l'Allemagne. Enfin, la Grande Allemagne aura besoin d'un espace vital, qu'elle ira conquérir vers l'Est, au détriment des Slaves, peuples inférieurs. La pureté de la race allemande sera conservée par la persécution, puis par l'extermination des Juifs.

Hitler commence d'appliquer son programme dès 1933. En octobre, l'Allemagne quitte la Conférence du Désarmement et la Société des Nations⁴. S'appuyant sur le fait que le désarmement général n'a pas encore été réalisé⁵, Hitler entreprend le réarmement de l'Allemagne⁶. Le 16 mars 1935, il annonce qu'il rétablit le service militaire en Allemagne. Le 18 juin 1935, il signe un accord avec la Grande-Bretagne, par lequel elle accepte la construction d'une marine de guerre

-
4. J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours. p.187.
 5. D'après le traité de Versailles, le désarmement général aurait dû suivre celui de l'Allemagne.
 6. Pour la relation des coups de force de l'Allemagne de 1935 à 1939, nous nous appuyons sur l'ouvrage très bien documenté et scrupuleusement impartial de J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, spécialement des pages 203 à 290.

allemande égale à 35% du tonnage de la marine britannique. Cet accord, signé sans consultation avec la France ou avec l'Italie faillit briser la solidarité du front de Stresa. La seule limite à la force allemande, qui subsiste du traité de Versailles, consiste en la démilitarisation de la Rhénanie. Le 7 mars 1936, les troupes allemandes réoccupent la rive gauche du Rhin.

Quelques mois plus tard, Mussolini termine la conquête de l'Ethiopie et, en compagnie de l'Allemagne, soutient la révolte du général Franco. Ce rapprochement Rome-Berlin s'exprime dans une déclaration d'amitié et de solidarité entre les deux pays, signée à Berlin en octobre 1936. C'est cette entente que Mussolini qualifie "d'Axe Rome-Berlin". Le front de Stresa est bien rompu et l'Italie commence à glisser sous l'influence de l'Allemagne. Celle-ci signe en outre avec le Japon, le 25 novembre 1936, un pacte dirigé théoriquement contre le communisme international. En fait, le Pacte anti-Komintern consistait en un engagement secret à ne pas conclure d'entente avec l'U.R.S.S., sans consentement mutuel des signataires.

En 1937, Hitler a donc aboli les garanties de sécurité du traité de Versailles. L'armée allemande se développe et dépasse l'armée française; l'Italie s'est rapprochée de

l'Allemagne. Il reste à abolir les clauses territoriales du traité, à réaliser la Grande Allemagne et à conquérir l'espace vital. En novembre 1937, Hitler annonce à ses conseillers ses plans de conquête de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie.

C'est l'Autriche qui subit le premier coup de force. Le chancelier autrichien Schuschnigg est convoqué à Berchtesgaden en février 1938 et forcé d'accepter d'introduire dans son cabinet, le chef nazi autrichien Seyss-Inquart. Schuschnigg se résigne mais annonce pour le 13 mars, un plébiscite sur la question de l'indépendance autrichienne. Le 11 mars, le gouvernement allemand somme Schuschnigg de renoncer au plébiscite, puis de démissionner. A onze heures du soir, le président autrichien Miklas cède. Le nouveau chancelier Seyss-Inquart fait alors appel aux troupes allemandes, qui entrent en Autriche le 12 mars. Le 13, l'Anschluss est proclamé, puis approuvé à 97% des voix par un plébiscite. Les puissances occidentales ne bougent pas et Mussolini accepte le fait accompli au nom de l'amitié entre l'Allemagne et l'Italie.

L'Anschluss réalisé, Hitler se retourne contre la Tchécoslovaquie. Environ trois millions deux cent mille Allemands y vivent dans la région des Sudètes. Depuis 1935, ils sont

groupés dans le Parti allemand des Sudètes, dont le chef Konrad Henlein est soumis aux ordres d'Hitler. A un congrès du Parti à Karlsbad en avril 1938, un programme prévoyant l'autonomie complète des Sudètes en Tchécoslovaquie, est adopté. En même temps, la presse allemande s'attaque avec violence aux Tchèques. Le président Bénéš refuse de négocier d'Etat à Etat avec les Sudètes. En septembre, Hitler reçoit Henlein à Berchtesgaden et parle de "l'harmonie parfaite de leurs opinions".

La situation est grave. Le sort de la Tchécoslovaquie dépend de l'attitude des grandes puissances. Or, la Grande-Bretagne, dirigée par Neville Chamberlain, croit que certaines revendications d'Hitler sont justes et qu'on pourrait l'apaiser en les satisfaisant. La France et l'U.R.S.S., liées par des traités à la Tchécoslovaquie, ne semblent pas prêtes à bouger.

Le 12 septembre, Hitler fait un discours violent à Nuremberg et déclare que les Sudètes, torturés par les Tchécoslovaques, seront protégés par l'Allemagne. Chamberlain décide alors d'aller voir Hitler et prend l'avion pour Berchtesgaden, où l'entrevue a lieu le 15 septembre. Hitler lui dit qu'il est résolu à annexer les Sudètes. Pour éviter la guerre, la

France et l'Angleterre adressent alors aux Tchèques un ultimatum, que Bénès accepte le 21 septembre. Chamberlain a une nouvelle entrevue avec Hitler à Godesberg, le 22 septembre. A sa grande surprise, Hitler a maintenant de nouvelles exigences. Pendant une semaine, la tension internationale est à son comble car la guerre paraît inévitable. Le 28 septembre, Chamberlain fait un ultime effort. Il suggère à Mussolini et à Hitler une conférence des chefs de gouvernement. Mussolini propose une réunion à quatre - France, Angleterre, Allemagne, Italie - qui est fixée à Munich les 29 et 30 septembre. L'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie en sont exclues. Les participants à la conférence de Munich acceptent que la Tchécoslovaquie soit amputée du territoire des Sudètes au profit de l'Allemagne. Le 30 septembre, l'Angleterre signe avec l'Allemagne un traité de non-agression; la France fait de même le 6 décembre.

La conférence de Munich avait sauvé la paix en sacrifiant l'intégrité de la Tchécoslovaquie. Les gouvernements anglais et français étaient persuadés que les ambitions de Hitler se limitaient à des territoires habités par des Allemands.

Or Hitler n'entend pas en rester là. Il veut démembrer

la Tchécoslovaquie. Un gouvernement slovaque, formé sous la direction de Mgr Tiso, est soutenu par l'Allemagne. Le président Hacha (successeur de Bénès) ayant renvoyé ce gouvernement, Hitler le convoque à Berlin et l'oblige à faire appel aux troupes allemandes, sans quoi Prague sera bombardée. Le 15 mars 1939, les Allemands entrent en Bohême et créent le Protectorat de Bohême-Moravie. La Slovaquie se proclame indépendante et se place sous la protection allemande. La Lituanie cède Memel à l'Allemagne le 22 mars. Enfin Mussolini s'empare de l'Albanie le 7 avril 1939.

Cette série de coups de force eut comme conséquence de faire changer la politique de la Grande-Bretagne. Chamberlain comprit que l'apaisement était inutile car les ambitions hitlériennes étaient sans limites, et considéra désormais la guerre comme possible et préférable à une nouvelle capitulation. Le 28 avril 1939, le gouvernement britannique adopte une loi du service militaire obligatoire.

La Pologne fait maintenant l'objet des convoitises hitlériennes. Dès avril, un ordre avait été signé, prescrivant l'attaque de la Pologne le 1er septembre. Officiellement, l'Allemagne demandait d'annexer Dantzig et de construire une voie ferrée et une route à travers le Corridor. Acceptant

le risque d'une guerre, la Grande-Bretagne donna à la Pologne la garantie de la soutenir si son indépendance était menacée. Le gouvernement français reconfirma l'alliance franco-polonaise de 1921.

Les deux camps cherchèrent des appuis. L'Angleterre et la France entreprirent des négociations avec l'U.R.S.S. Or celle-ci désirait s'agrandir aux dépens des pays baltes et de la Pologne. Des démarches avec les Allemands aboutirent donc à l'extraordinaire nouvelle, le 23 août 1939, de la conclusion d'un pacte de non-agression germano-soviétique. Un protocole secret partageait la Pologne entre les signataires et faisait passer les pays baltes sous l'influence soviétique.

La lutte était imminente, Français et Anglais essayèrent encore de persuader les Polonais de négocier avec l'Allemagne. Les Polonais acceptèrent le 31 août mais Hitler avait fixé l'attaque au 1er septembre. Ce jour-là, à l'aube, les troupes allemandes envahirent la Pologne. Le 3 septembre, la Grande-Bretagne et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne.

Le gouvernement canadien avait suivi ces événements avec

un intérêt distant. La guerre d'Ethiopie et l'échec des sanctions avaient émuissé sa foi en la Société des Nations et la sécurité collective. Dans un discours prononcé à Genève le 29 septembre 1936, Mackenzie King souligna que le Canada était convaincu qu'il fallait insister davantage sur la conciliation que sur la coercition⁷. Or les deux méthodes avaient été essayées par la Société et avaient pareillement échoué. En 1936, elle avait perdu sa place comme arbitre de la paix. Pour sa part, Mackenzie King croyait que des rencontres personnelles et des discussions entre chefs d'Etat antagonistes pouvaient diminuer la tension et amener des résultats satisfaisants⁸.

Cette conception le rapprochait du nouveau premier ministre britannique Neville Chamberlain, tenant de l'apaisement⁹. Mackenzie King le rencontra en 1937 lorsqu'il se rendit en Angleterre pour assister au couronnement du roi. Il fut convaincu que les efforts de Chamberlain empêcheraient l'Empire d'entrer en guerre¹⁰. Une entrevue avec Hitler, en juin 1937, le rassura davantage au sujet de la situation européenne¹¹. Il écrivit à Hitler que sa rencontre lui avait enlevé beaucoup de

7. James Eayrs, In Defence of Canada, vol.II, p.38.

8. Ibid., p.43.

9. Chamberlain était premier ministre depuis le 28 mai 1937.

10. James Eayrs, op. cit., p.60.

11. Ibid., p.46.

crainte qu'il avait ressentie jusque-là, et qu'il avait été très impressionné par sa visite en Allemagne¹².

Au cours de sa conversation avec le chef nazi, King lui avait cependant expliqué que, advenant une guerre, le Parlement canadien était libre de décider d'y adhérer ou non. Il avait ajouté que si la Grande-Bretagne était attaquée par une puissance étrangère, il n'y avait aucun doute que le Parlement déciderait de combattre à ses côtés. Mais, en 1937, King ne croyait pas la guerre possible.

La nouvelle de l'Anschluss ne le surprit pas car il la considérait comme inévitable¹³. La démarche de Chamberlain en septembre 1938, au moment de la crise des Sudètes, suscita son admiration. Dans un communiqué à la presse canadienne, le 14 septembre 1938, King révéla qu'il avait exprimé à Chamberlain la satisfaction que son geste lui inspirait. Car, ajoutait-il "les contacts personnels directs sont les moyens les plus sûrs de faire disparaître la tension et les malentendus qui ont marqué le cours des événements européens, ces derniers mois"¹⁴.

12. King à Hitler, le 1er juillet 1937, rapporté dans James Eayrs, op. cit. p.46.

13. James Eayrs, op. cit., vol.II, p.61.

14. Rapporté par James Eayrs, op. cit., vol.II, p.65.

Le résultat de ces contacts fut le démantèlement de la Tchécoslovaquie. Malgré sa sympathie pour une petite nation menacée par un puissant voisin, Chamberlain déclara, le 27 septembre 1938, que ce n'était pas un motif suffisant pour entraîner l'Empire britannique dans une guerre¹⁵. Dans un communiqué, le gouvernement canadien exprima son complet appui à cette déclaration britannique¹⁶. Il n'est donc pas étonnant que la conclusion des accords de Munich ait grandement réjoui King¹⁷. Il était surtout soulagé de ne pas avoir à convoquer le Parlement, par suite d'une guerre européenne¹⁸.

Six mois plus tard, ce qui restait de la Tchécoslovaquie était démantelé et la politique britannique changeait. Chamberlain abandonnait l'idée d'apaisement et préparait son pays à la guerre.

Le 20 mars 1939, Mackenzie King s'adressa à la Chambre des communes au sujet de la situation européenne. Il révéla qu'il avait été surpris par le dernier coup de force nazi, qui

-
15. James Eayrs, op. cit., p.69.
16. Loc. cit.
17. Ibid., pp.70-71.
18. Ibid., p.72.

ne pouvait être qualifié de réaction aux clauses excessives du traité de Versailles. Cependant, l'action à prendre par les démocraties n'était pas encore claire, croyait-il. Il était sûr que si Londres était bombardée par un ennemi, le Parlement et le peuple canadiens considéreraient cela comme un acte menaçant la liberté dans toutes les parties du Commonwealth britannique. Mais, poursuivait-il, si une dispute éclatait dans quelque coin reculé du globe au sujet d'une question de commerce ou de prestige, le problème serait certainement différent¹⁹. Cette déclaration assez interventionniste fut suivie d'une déclaration différente, dix jours plus tard. Le 30 mars, Mackenzie King parla à nouveau de la situation européenne. Il admit que le prix payé à Munich avait été assez élevé mais il ajouta qu'il croyait que cela en valait la peine. Quelques personnes, poursuivit-il, affirment que nous n'avons fait que reculer l'échéance de la guerre. Ce n'était pas là son avis. Il croyait qu'il fallait une très grande foi en sa capacité de juger l'avenir pour décider de faire une guerre en 1938 afin d'éviter d'avoir à la faire en 1940. Il ajoutait que la plupart des guerres

19. Ibid., p.74.

jugées inévitables n'avaient jamais eu lieu. Enfin, il concluait que le Canada ne possédait pas des moyens illimités et que des problèmes intérieurs considérables réclamaient son attention et ses revenus²⁰.

Jusqu'en août 1939, King continua à croire qu'une guerre pourrait être évitée. Le 25 août, il adressa des messages à Hitler et au président de la Pologne, Moscicki. Il y rappelait à nouveau sa conviction que les problèmes internationaux pouvaient se régler par des conférences et des négociations et priaient les deux chefs d'Etat d'avoir recours à tous les moyens pacifiques possible pour éviter une catastrophe²¹. Hitler ne répondit pas tandis que le gouvernement polonais répliquait que ce n'était pas lui qui avait fait des demandes agressives et provoqué la crise internationale²².

Quelques jours plus tard, la Grande-Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne. Le Parlement canadien fut convoqué et, le 10 septembre, vota la déclaration de guerre.

20. Ibid., pp. 74-76.

21. Ibid., p.79.

22. Loc. cit.

Les événements qui conduisirent à cette dramatique issue, la montée et l'affermissement de la dictature hitlérienne, le rejet des clauses du traité de Versailles et les coups de force nazis, furent abondamment commentés par la presse canadienne-française, de 1933 à 1939. Si la plupart des journaux condamnèrent les méthodes hitlériennes, ils ne le firent pas tous pour les mêmes raisons ni au même moment. Enfin, comme dans le cas de la guerre d'Ethiopie, ils essayèrent de supputer les conséquences canadiennes de ces événements européens.

Les deux années qui suivirent l'arrivée au pouvoir d'Hitler furent celles de l'élimination des partis politiques autres que nazi, de l'octroi des pleins pouvoirs à Hitler et de la "nazification" de l'Allemagne. Les journaux rapportèrent ces manoeuvres brutales, opérées sous un couvert de légalité. Que penser du nouveau maître de l'Allemagne?

Le Canada croit qu'Hitler est fou.

"Il terrorise ses adversaires, concentre tous les pouvoirs entre ses mains, plastronne, pontifie, serre tragiquement sa mâchoire en béton armé, fronce les sourcils sur ce regard où l'observateur ne réussit pas à discerner la moindre lueur d'intelligence; mais cinq millions d'Allemands continuent de se coucher le ventre vide, le monde entier se met en garde contre l'énergumène, tout ce qui semble progresser dans la turbulen-

te nation allemande, c'est une passion de revanche et de destruction que le pays n'est heureusement pas en état de satisfaire sans marcher cette fois à sa ruine. [...] Cet homme est fou évidemment; [...] ²³.

De plus, il a emprunté à des ethnologues des rêvasseries racistes, que l'Eglise a déjà condamnées ²⁴ et que le journal qualifie de "règne de l'ignorance" ²⁵.

Le Canada cependant ne s'inquiète pas seulement du phénomène hitlérien. Il craint surtout que l'Allemagne ne fasse une nouvelle guerre dont l'objet avoué sera d'écraser la France cette fois et pour toujours. Comme preuve de cet avancé, dit le journal, il ne faut pas écouter les discours opportunistes d'Hitler mais lire le bréviaire du nazisme, Mein Kampf. Les Britanniques et les Italiens qui, au lieu de soutenir la France, s'efforcent de la désarmer, souffrent d'une dangereuse myopie. Enfin, il est périlleux de soutenir que l'Allemagne aurait un droit absolu à l'égalité des armements. Car c'est oublier qu'elle fut vaincue en 1918, à la suite d'une guerre qu'elle avait voulue. Elle n'a donc pas à imposer ses conditions mais à se soumettre, comme d'ailleurs

23. Le Canada, le 17 mai 1933.

24. Loc. cit.

25. Ibid., le 23 août 1933.

les autres puissances, à un contrôle préalable de son armement actuel²⁶.

Ces raisonnements résumant bien la position du Canada vis-à-vis de l'hitlérisme et de l'Allemagne. Celle-ci est une nation barbare qui a provoqué la dernière guerre. Les alliés avaient donc raison de lui imposer un certain contrôle et rien n'est plus néfaste que l'indulgence dont la Grande-Bretagne et l'Italie veulent faire montre à son égard. L'Allemagne est plus dangereuse que jamais depuis qu'elle est conduite par le déséquilibré Hitler. Elle menace la sécurité de la France et, ainsi, la paix européenne. Les Anglo-Saxons et les Canadiens anglais devraient juger la situation avec lucidité et faire taire leur sympathie pour l'Allemagne²⁷. Car la France, et par conséquent l'Europe, est menacée par l'Allemagne.

Après avoir reproduit des articles du Temps, de La Croix, de L'Ere nouvelle, L'Evénement fait son premier commentaire personnel sur Hitler le 2 mars 1933. L'éditorial condamne ses

26. Le Canada, le 18 octobre 1933.

27. "L'Ottawa Journal, qui en ces dernières années, comme la plupart des feuilles canadiennes d'expression anglaise, fut presque toujours pro-boche et gallophobe". Le Canada, le 6 novembre 1933.

méthodes électorales éhontées:

"Adolf Hitler pratique la manière forte, et il la pratique à la manière boche. Pour gagner une majorité électorale à sa cause, aux élections de dimanche prochain, il a recours aux manoeuvres les plus éhontées, [...]".

Ces méthodes exploitent les mauvais instincts d'une nation brutale et ne permettent plus de croire que la paix soit encore possible en Europe²⁸.

Comme Le Canada, L'Evénement s'inquiète des répercussions que cela aura pour la France. Rendus arrogants par leurs succès, les Allemands réclament maintenant leur ancien empire, ce qui comprend deux provinces françaises. Et ces propositions allemandes sont soutenues par l'Italie, par l'Angleterre et, moins ouvertement, par les Etats-Unis. Combien de soldats français paieront de leurs vies ces faiblesses des hommes politiques²⁹? C'est là la même inquiétude qu'au Canada. La France est le pays le plus menacé par l'Allemagne et les nations qui devraient la protéger, ne cherchent qu'à lui nuire.

28. L'Evénement, le 2 mars 1933.

29. L'Evénement, le 21 mars 1933.

Le journal ne ménage pas non plus le chancelier allemand. Parlant des persécutions entamées contre les Juifs, il le qualifie de "fou furieux"³⁰. Il parle de la "tyrannie grotesque", subie par l'Allemagne³¹. Il décrit le plan hitlérien comme une espèce de "conscription générale" réalisée par une "dictature économique et militaire où le prolétariat n'aura rien à dire et tout à subir"³². Il qualifie le nouvel idéal religieux allemand de mythologie teutonne, engendrée par un mégalomane parvenu³³. Enfin, le journal assimile, dans sa réprobation, le gouvernement allemand et le gouvernement soviétique: "de nos jours, il y a deux gouvernements desquels on ne saurait attendre que le mensonge et la fraude: ce sont ceux d'Adolf Hitler et de Joseph Staline"³⁴. L'épuration du parti nazi par les S.S. lui fera reprendre les mêmes accusations: ces jours de terreur sont dus à un émule de Lénine. Hitler est "un cruel fétiche qui a su exploiter un vieux fond de barbarie"³⁵.

30. Ibid., le 4 avril 1933.

31. Ibid., le 7 avril 1933.

32. Ibid., le 8 avril 1933.

33. Ibid., le 10 mars [sic - en fait avril] 1933.

34. Ibid., le 9 avril 1934.

35. L'Evénement, le 4 juillet 1934.

La Presse est plus discrète et plus effacée dans ses commentaires. Elle se réjouit que les "hitléristes" ne soient pas athés et fassent la lutte aux communistes:

"[...] ils veulent conserver à la religion toute sa force moralisante et stabilisatrice, parce qu'ils savent bien qu'un Etat sans Dieu est voué à une déchéance certaine et rapide. D'où la guerre qu'ils entreprennent de livrer aux communistes, pour qui la suppression des institutions religieuses est un des buts principaux à atteindre"³⁶.

Le journal ajoute que tous les peuples, y compris celui du Canada, devraient combattre le communisme: "Il est aussi dangereux ici qu'en Allemagne"³⁷. Les élections de mars et l'octroi des pleins pouvoirs n'entament pas la sérénité du quotidien montréalais. Il croit que l'hitlérisme est semblable au fascisme italien et fera sans doute à l'Allemagne ce qu'il a déjà fait à l'Italie³⁸.

Sous l'influence de journaux français, La Presse va commencer à s'inquiéter du nazisme. Le Temps croit, en effet, que c'est un "parti de haine"³⁹. Le directeur de Paris-Soir et

36. La Presse, le 24 février 1933.

37. Loc. cit.

38. La Presse, le 24 mars 1933.

39. La Presse, le 8 mai 1933.

Wladimir d'Ormesson du Temps craignent que les nazis ne se tournent contre la France et l'étranger en général⁴⁰. Enfin, il semble que les catholiques allemands soient menacés par la centralisation des Eglises et par le paganisme allemand⁴¹.

Ces inquiétudes, suscitées par la lecture des journaux français et le sort précaire des catholiques allemands, ont détruit l'image favorable des nazis, pourfendeurs du communisme. Mais La Presse n'est pas un journal très intéressé par les questions étrangères, ni soucieux d'exprimer son opinion. Elle se contente surtout de rapporter des commentaires de journaux étrangers et d'y ajouter le souhait qu'une guerre n'éclate pas.

Pendant les deux premières années de l'hitlérisme, Le Devoir va lui aussi s'interroger sur la nature de ce phénomène. Il se demande tout d'abord si Hitler devient le chef des droites allemandes ou s'il sera utilisé par le personnel politique déjà en place⁴². Un mois plus tard, le journal publie un autre commentaire. Ce qui le frappe, c'est la montée

40. La Presse, le 14 juin 1933 et le 11 juillet 1933.

41. La Presse, le 8 mai 1933 et le 11 juillet 1934.

42. Le Devoir, le 3 février 1933.

des dictatures en Allemagne...et aux Etats-Unis. Les récentes élections en Allemagne le confirment pour ce pays. Aux Etats-Unis, Roosevelt réclame lui aussi les pleins pouvoirs. Le journal en déduit que "[...] dans les temps de crise, les peuples veulent surtout être gouvernés, sentir au-dessus d'eux une volonté ferme et précise"⁴³. Enfin, Le Devoir espère que le nazisme ne justifiera pas les craintes qu'il inspire en beaucoup de milieux catholiques⁴⁴. Faisant, dans un autre éditorial, l'historique de la question de la Sarre, il déplore l'action des diplomates de 1918 qui ont légué un imbroglio à leurs successeurs⁴⁵.

C'est en août, après la mort d'Hindenburg et la fusion par Hitler, de la fonction de président et de celle de chancelier, que Le Devoir percevra le phénomène hitlérien comme une nouveauté. Il explique qu'Hitler est maintenant plus que roi, que son pouvoir dépasse celui de Guillaume II. Le Reichstag n'est plus qu'une sorte de "timbre enregistreur" et les anciens Etats sont brisés.

43. Le Devoir, le 6 mars 1933.

44. Loc. cit.

45. Le Devoir, le 25 mai 1934.

"Il n'existe plus, politiquement, qu'une masse, que domine sans partage un homme de moins de cinquante ans, caporal et peintre en bâtiment d'hier, appuyé sur une immense popularité et sur une puissante force militaire. Il faudrait remonter bien loin dans l'histoire pour trouver rien de pareil"⁴⁶.

Il s'inquiète enfin de ce qui va arriver en Allemagne. Les problèmes intérieurs y sont considérables. Et la tentation peut être forte pour un dictateur de s'évader d'une crise intérieure par la guerre extérieure⁴⁷.

Mais ce qui préoccupe le plus Le Devoir est la question religieuse. Il est rassuré par une déclaration d'Hitler qui a affirmé que "le christianisme positif est la base de l'Etat nazi". Ces mots peuvent avoir un sens discutable mais Hitler a formellement promis de respecter la liberté des Eglises catholique et protestantes:

"On peut noter à l'actif d'Hitler que certains ayant dit voici quelques mois qu'il se rallierait à une sorte d'Eglise nationale allemande, il a tout de suite fait déclarer que catholique il est, et catholique il entend rester"⁴⁸.

46. Le Devoir, le 2 août 1934.

47. Loc. cit.

48. Le Devoir, le 20 août 1934.

Un an et demi après le début du régime hitlérien, Le Devoir a réalisé que ce dernier était quelque chose de neuf, une dictature sans exemple dans l'histoire. Mais il ne sait pas trop quelle attitude adopter à son égard. Deux questions l'inquiètent - la seconde plus que la première - le sort de la paix européenne et celui des catholiques allemands.

L'Action Catholique tardera à commenter l'arrivée au pouvoir d'Hitler et la dictature subséquente. Dans un "Premier Québec" de mai 1933, Thomas Poulin explique que "l'exemple allemand suit la leçon italienne". Il ne reste plus en Allemagne que des syndicats fascistes. Le "démocratie" y a cédé la place au fascisme⁴⁹. Le journal ne se contente pourtant pas de faire un rapprochement avec l'Italie. Il croit qu'au Québec et au Canada, il y a possibilité d'une lutte entre les dictatures économique, communiste et fasciste. Il souhaite que cette lutte n'éclate pas car alors il faudrait dire adieu à beaucoup de libertés. Pour éviter une telle issue, il faut corriger les abus qui sont la cause des réactions

49. L'Action Catholique, le 3 mai 1933.

extrêmes⁵⁰.

Quelques jours plus tard, Jules Dorion reprend la comparaison avec l'Italie. Les méthodes hitlériennes sont aussi brutales que celles de Mussolini mais peuvent-elles ne pas l'être?

"La discipline de fer qu'ils établissent a certainement ses côtés désagréables, elle peut avoir de graves inconvénients; mais comme elle court en somme au plus pressé, et rétablit l'ordre là où aurait régné autrement le désordre et le mépris absolu du droit de vie et de propriété, c'est un moindre mal qui a ses gros avantages"⁵¹.

Enfin, en août, le journal explique pourquoi Hitler a eu, dans notre pays et probablement dans le reste du monde, une fort mauvaise presse: "Ses démêlés avec les Juifs et les capitalistes détenant les principales sources d'information mondiale lui ont valu ces fâcheuses représailles [...]"⁵². La dernière guerre a aussi créé une présomption défavorable à l'égard des Allemands. En fait, le régime hitlérien vaut mieux qu'on ne le dit. Hitler jouit d'une qualité rare, la sincérité, et il a le mérite de lutter contre les communistes:

50. Loc. cit.

51. L'Action Catholique, le 20 mai 1933.

52. L'Action Catholique, le 8 août 1933.

"En France comme ailleurs, les esprits échappés à la propagande judéo-capitaliste voient dans la politique hitlérienne (à part certains excès qu'il ne faut pas confondre avec l'essence du régime), un moyen de régénérer ce pays et de l'arracher aux communistes contre qui les méthodes hitlériennes valent mille fois mieux que celles de nos trusts hypocrites et provocateurs"⁵³.

Quelques jours plus tard, Eugène L'Heureux dans un "Deuxième Québec" expliquera qu'il est sceptique devant les nouvelles des persécutions contre les Juifs car ces derniers dominent la presse. Or depuis qu'Hitler a des démêlés avec les Juifs de son pays, on lui donne toujours le mauvais rôle dans les nouvelles. N'a-t-on pas laissé aussi entendre qu'il ne s'accordait pas avec l'Eglise? Le concordat qui vient d'être signé apporte un démenti à cette nouvelle⁵⁴. Enfin, à l'instar du Devoir⁵⁵, L'Action compare Hitler à Roosevelt et approuve leur action en ces termes:

"Les initiatives auxquelles ont recours Roosevelt et Hitler dans leur pays peuvent être discutables; mais il n'en reste pas moins vrai que ces deux hommes semblent avoir de leur époque une meilleure intelligence que tous les gouvernants élus avec l'argent des spéculateurs nationaux ou internationaux et enfermés dans les blagues d'un parlementarisme

53. Loc. cit.

54. L'Action Catholique, le 24 août 1933. Le concordat fut conclu le 20 juillet 1933.

55. Le Devoir, le 6 mars 1933.

et d'un capitalisme également, simultanément, conjointement viciés"56.

Ces extraits de commentaires de L'Action Catholique en 1933 permettent déjà de souligner quelques traits du journal. Les événements étrangers ne sont pas importants ou significatifs en soi mais pour les leçons qu'ils peuvent enseigner aux Canadiens français. Ainsi, la prise du pouvoir en Allemagne par un parti qui ressemble à celui qui dirige l'Italie, montre que tous les pays sont susceptibles de connaître les luttes entre communistes, fascistes et démocrates libéraux. Le Québec vit lui-même sous le règne de la dictature économique⁵⁷. Si les abus n'en sont pas corrigés, il aura peut-être à subir des méthodes aussi brutales et efficaces que celles d'Hitler. C'est une sorte de chantage adressé aux chefs québécois et canadiens. Enfin, pour expliquer le démenti qu'elle apporte à la presse internationale en montrant Hitler sous un jour favorable, L'Action choisit une explication antisémite, celle de la presse contrôlée par les grands intérêts Juifs et capitalistes.

56. L'Action Catholique, le 24 août 1933.

57. L'Action Catholique, le 3 mai 1933.

Pour des motifs religieux, L'Action va nuancer le jugement qu'elle portait sur Hitler. En effet, le nouveau régime fait appel à des principes "sentant le paganisme à plein nez"⁵⁸. Dans le même article, elle n'en condamne pas moins les auteurs du traité de Versailles pour avoir enlevé à l'Allemagne ses colonies, qui auraient pu servir de soupape à un peuple vigoureux. Après l'épuration du parti nazi, L'Action va cependant cesser de considérer le régime hitlérien comme un régime semblable aux autres. Certes le fascisme a sauvé l'Allemagne du communisme comme il a rendu le même service à l'Italie et à l'Autriche⁵⁹. Mais "le racisme hitlérien est de plus en plus un chant de guerre, une menace à la paix du monde, une explosion de paganisme digne des temps anciens"⁶⁰. Un journal comme L'Action ne craint pas cependant d'invoquer la Providence. Il croit que les exécutions survenues en Allemagne ont peut-être affaibli Hitler. Pour consolider ses positions, il est bien possible qu'Hitler soit obligé de restreindre ses ambitions de politique extérieure.

"Alors la Providence se serait servie [sic] de facteurs allemands comme cause seconde pour sau-

58. Ibid., le 2 décembre 1936.

59. Ibid., le 10 décembre 1935.

60. L'Action Catholique, le 14 septembre 1935.

vegarder la paix européenne menacée par l'orgueil allemand personnifié dans Hitler? C'est très possible. Dieu a de ces secrets"⁶¹.

Le rétablissement du service militaire

En 1935, l'Allemagne nazie va commencer d'appliquer son programme de rejet des clauses du traité de Versailles. Ce dernier avait limité l'armée allemande à 100,000 hommes, recrutés par engagement volontaire. L'Allemagne n'avait droit ni à marine de guerre, ni à artillerie lourde, ni à tanks, ni à aviation. Une commission de contrôle interalliée devait surveiller l'exécution de ces clauses militaires. Enfin le désarmement allemand était considéré comme la préface du désarmement général⁶². Or, le 16 mars 1935, invoquant l'augmentation du budget britannique de défense et l'allongement du service militaire en France, Hitler annonce que l'Allemagne rétablit le service militaire obligatoire et qu'elle fixe à 36 divisions l'effectif de l'armée allemande⁶³.

Hitler rompait ainsi unilatéralement le traité de Versailles. En réponse, la France, l'Angleterre et l'Italie se réunirent à Stresa le 11 avril et y signèrent un accord. Celui-

61. L'Action Catholique, le 5 juillet 1934.

62. Duroselle, op. cit., pp.22-23.

63. Ibid., pp.202-204.

ci- protestait contre la méthode de dénonciation unilatérale des traités et confirmait la nécessité de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Autriche⁶⁴. En mai, la France et l'U.R.S.S. signaient un accord. Ce pacte prévoyait que si une des deux Puissances était attaquée, l'autre lui donnerait aide et assistance. Dans le cas d'une agression allemande, il faudrait que l'Angleterre et l'Italie la reconnaissent aussi comme telle pour que le pacte soit mis en vigueur⁶⁵.

Cet accord à l'égard du réarmement allemand fut brisé par la Grande-Bretagne. Le 21 mai 1935, Hitler avait prononcé un discours où il déclarait ne pas avoir l'intention d'annexer l'Autriche mais où il s'inquiétait de l'accord franco-soviétique. Il désirait rétablir la marine allemande à 35 pour cent du tonnage de la marine britannique. Des négociations germano-britanniques commencèrent le 4 juin et furent conclues le 18 juin dans le sens des vœux d'Hitler. L'Allemagne obtenait le 35 pour cent et pouvait, en outre, construire autant de sous-marins que l'Angleterre⁶⁶.

64. Ibid., p.204.

65. Ibid., pp.206-207.

66. Duroselle , op. cit., pp.208-209.

La France et l'Italie furent mécontentes de cet accord. Le front de Stresa se disloquait. La guerre italo-éthiopienne le brisa complètement et fit glisser l'Italie du côté de l'Allemagne.

Ces événements diplomatiques furent commentés par la presse canadienne-française.

Le Canada condamne le rétablissement du service militaire obligatoire par l'Allemagne et en conclut qu'il rend la guerre inévitable.

"Marquons d'une croix de sang sur le calendrier la date du 16 mars 1935. C'est le jour où l'Allemagne naziste a moralement déclaré la guerre aux peuples pacifiques. A moins d'un miracle, un conflit universel est désormais comme ordonné par le destin"⁶⁷.

Les responsables de cet état de choses sont nombreux. Les Allemands sont foncièrement belliqueux, agressifs et conquérants et "l'ignorant bagouillard" qui leur sert de chancelier a aisément trouvé un écho sympathique dans leur âme. Quand la guerre éclatera, c'est qu'ils l'auront voulue. Leur

67. Le Canada, le 20 mars 1935.

seule justification, ce sera le sabotage par "les hommes de droite" de l'esprit nouveau que Genève s'emploie pathétiquement à introduire dans le monde. On pourra aussi accuser "l'impérialisme cupide et aveugle des Anglais de la Cité, la rancune inintelligente des Français de droite qui ont crucifié Briand, l'ineptie des Américains "isolationnistes" [...et] la soudaine mégalomanie des Italiens fascistes [...]"⁶⁸.

Le Canada maintient cette interprétation pour traiter des conséquences diplomatiques du geste d'Hitler. Il se réjouit de l'accord de Stresa et du pacte franco-soviétique. "Ainsi s'organise contre l'ennemi commun la défense de la paix et de l'ordre européens"⁶⁹. Le discours d'Hitler, le 21 mai, suscite sa colère. Hitler a suggéré de réviser le traité de Versailles. Ce serait peut-être là un idéal, commente le journal,

"mais dans l'état présent des psychoses nationales, aggravées par tous les fascismes, et au premier chef par le fascisme allemand, plus vorace parce qu'il a la panse plus grande et qu'il mange moins, c'est une dangereuse illusion que de croire possible de satisfaire l'Allemagne, sans la guerre. [...] Hitler

68. Le Canada, le 20 mars 1935.

69. Le Canada, le 8 mai 1935.

arrachera au monde tout ce que la paix peut donner et il prendra le reste par la force des armes. Penser le contraire, c'est faire preuve d'une incurable niaiserie ou c'est avouer qu'on ignore jusqu'à l'existence de Mein Kampf [...]. C'est effroyable à penser mais il vaut mieux n'être pas dupe; l'Europe, et avec elle le monde continue de s'acheminer vers la catastrophe [...]. Seul un miracle d'intelligence peut nous sauver. Et il n'y a plus dans le monde que des fous!"⁷⁰.

L'accord germano-britannique sur la marine de guerre lui fera simplement dire ceci: "John Bull perd la boule"⁷¹.

Par sympathie pour la France, L'Evénement s'inquiète aussi du réarmement allemand. Il le condamne sans réticence mais sans la lucidité du Canada de mars et de mai 1935. Au prétexte de l'allongement du service militaire en France, invoqué par Hitler pour réarmer, L'Evénement répond que la France avait raison car les classes de 1935 à 1940 lui assureront moins de jeunes hommes que d'habitude, puisque les naissances ont diminué de 1914 à 1919. Le journal croit que la vraie raison du réarmement est que les Allemands n'ont jamais accepté leur défaite de 1918 ni le traité de Versailles. D'autre part,

70. Le Canada, le 24 mai 1935.

71. Le Canada, le 21 juin 1935.

l'Angleterre leur a fait concessions sur concessions pour empêcher la France de dominer l'Europe. Heureusement que devant le péril allemand, l'Angleterre se redresse. Il ne faut surtout pas laisser les Allemands se réorganiser mieux qu'en 1914⁷².

Une semaine plus tard, L'Evénement se réjouit d'une démarche anglaise auprès du chancelier allemand. Il croit que l'Angleterre s'est enfin rendu compte qu'Hitler incarnait l'esprit de revanche contre la France⁷³. Au moment de la conférence de Stresa, L'Evénement s'inquiète cependant de la présence du premier ministre Ramsay Macdonald. Il croit que cela signifie que les Alliés n'ont pas encore choisi d'avoir une attitude énergique car Macdonald est un pacifiste qui, en 1914, était prêt à se mettre à genoux devant le Kaiser et à laisser écraser la France et la Belgique. Or, la situation européenne est maintenant aussi grave qu'à ce moment-là. On se croirait à la veille de la guerre. Mais qui oserait prétendre que la France a transformé l'Europe en camp armé? C'est l'Allemagne qui prépare la revanche

72. L'Evénement, le 19 mars 1935.

73. Ibid., le 26 mars 1935.

depuis quinze ans. Il faut à tout prix empêcher l'Europe d'être plongée dans une guerre à cause "des piètres comédiens" et des "sinistres bouffons" qui gouvernent aujourd'hui l'Allemagne⁷⁴.

Le discours rassurant d'Hitler, le 21 mai 1935, n'impressionne pas L'Evénement. "Adolf Hitler vient de prouver encore une fois qu'il est le metteur en scène le plus habile et le politicien le plus retors que le monde ait longtemps connu", dit-il le lendemain du discours⁷⁵. Avec perfidie, le Führer déclare que l'Allemagne est vouée au pacifisme. Pendant ce temps, les usines boches fabriquent des armes. Hitler adhère à la formule renversée: "si vis bellum, para pacem"⁷⁶.

Sans chercher à scruter tous les intérêts qui peuvent favoriser Hitler, L'Evénement choisit, grosso modo, la même explication que Le Canada. L'Angleterre, par faiblesse, par myopie et par jalousie, ne réagit pas devant Hitler. Or, les discours rassurants du Führer sont hypocrites car l'Allemagne veut une revanche. Elle menace la France et se prépa-

74. L'Evénement, le 9 avril 1935.

75. Ibid., le 22 mai 1935.

76. Loc. cit.

re à déclencher une guerre européenne.

La Presse a peu de commentaires à faire sur le réarmement allemand. Elle explique d'abord à ses lecteurs que l'Allemagne veut ainsi affirmer son statut d'égalité avec les autres nations⁷⁷. Le lendemain, elle précise que le rétablissement de la conscription, à lui seul, ne signifie pas la guerre. En fait l'Allemagne s'y prépare depuis 1919 car elle n'a pas accepté le traité de Versailles. "On ne pouvait s'imaginer qu'une grande nation se résigne aux humiliations de la défaite et accepte indéfiniment la situation inférieure de peuple vaincu". Pourtant l'Allemagne ne sera pas dangereuse tant qu'un front uni de nations ennemies l'entourera⁷⁸. Le discours d'Hitler le 21 mai confirme l'effacement du traité de Versailles, dit La Presse. Pourtant l'Allemagne n'est peut-être pas si dangereuse qu'on le dit car elle souffre encore de la crise économique. Et le rapprochement anglo-français pèse en faveur de la paix⁷⁹. L'accord germano-britannique du 18 juin inquiète pourtant le journal par ses répercussions canadiennes. En effet, le différend franco-britannique qui

77. La Presse, le 19 mars 1935.

78. La Presse, le 20 mars 1935.

79. La Presse, le 22 mai 1935.

en a résulté, fait surgir l'impression, "dans la province de Québec du moins, que tout ne va pas bien". L'accord ne poussera-t-il pas les Britanniques à demander de l'aide aux Dominions pour leur marine⁸⁰?

On voit que La Presse ne s'embarrasse pas de longues analyses de politique étrangère. Elle croit d'ailleurs que "la politique européenne n'intéresse les Canadiens qu'indirectement [...]" Elle rapporte donc les faits et ne les commente que lorsqu'elle y voit une implication canadienne c'est-à-dire la possibilité d'une guerre britannique.

Le Devoir ne publie qu'un seul éditorial sur la question du réarmement de l'Allemagne. Le 18 mars, il explique d'abord qu'il fallait s'y attendre. L'Allemagne ne reconnaît pas sa culpabilité lors de la dernière guerre. D'autre part, elle constate que le corollaire de son propre désarmement, le désarmement général, n'a pas été appliqué. Le journal ne croit pas cependant qu'il faille voir dans le réarmement, le début d'un incendie. Mais, ajoute-t-il, cela rappelle 1913. L'Europe va se jeter dans la course aux armements, va retour-

80. La Presse, le 20 juin 1935.

ner à la politique des alliances jusqu'à ce qu'un accident provoque le choc final. Le quotidien en tire la conclusion suivante: nous ne pouvons pas regarder ces choses en simples spectateurs. Tout le passé nous contraint à la méfiance. Si la poussée impérialiste se poursuit, il y aura lieu de se demander s'il ne faudrait point l'officielle proclamation de notre indépendance ou de notre neutralité, pour rester en dehors des querelles européennes⁸¹.

L'examen de la politique européenne consiste surtout, pour Le Devoir, en l'étude de la politique britannique. Il considère que celle-ci est encore impérialiste et qu'un Dominion comme le Canada est menacé d'être entraîné dans un conflit européen par son intermédiaire. Le Devoir lutte avec énergie contre cette possibilité. Mais, en 1935, ce n'est pas tant l'Allemagne qui l'inquiète que le possible conflit italo-éthiopien. Il reprend alors cette idée, que si cela est nécessaire pour éviter de participer à une guerre où la Grande-Bretagne est engagée, il vaut mieux proclamer la République canadienne que de rester dans le Commonwealth⁸².

81. Le Devoir, le 18 mars 1935.

82. Le Devoir, le 19 septembre 1935, et ci-dessus, p.37.

Comme La Presse, L'Action Catholique attribue le réarmement allemand au traité de Versailles.

"Un peuple vigoureux, prolifique, et fier par surcroît, ne peut rester emprisonné ainsi sans débouché possible. Le traité de Versailles a plus fait que toute la guerre, pour transformer en un tout homogène l'Allemagne"⁸³.

Elle ne s'inquiète pourtant pas d'une guerre qu'elle ne croit pas avoir été accélérée par le geste d'Hitler. En fait, le monde va mal car les peuples qui ont répudié le christianisme, continuent de faire fi de l'équité⁸⁴. L'Action favorise d'ailleurs cette explication morale. Elle croit qu'on ne pouvait en aboutir qu'à une telle situation,

"le Pape ayant été dédaigneusement ignoré lors de la rédaction des traités"⁸⁵. "[...] les Alliés peuvent bien pester contre le réarmement allemand, mais ce contre quoi ils ont surtout raison de pester, c'est l'aveuglement dont ils ont fait preuve en réduisant par le traité de Versailles, les puissances catholiques à l'impuissance, pendant qu'ils poussaient l'Allemagne vers cette unité dont le Fuhrer se glorifie"⁸⁶.

Le discours d'Hitler le 21 mai et l'accord germano-britannique ne provoquent pas les commentaires de L'Action. El-

83. L'Action Catholique, le 21 mars 1935.

84. Loc. cit.

85. L'Action Catholique, le 28 mars 1935.

86. Ibid., le 2 mai 1935.

le s'inquiète du "calvaire des catholiques allemands"⁸⁷
mais pas de la politique extérieure allemande.

La réoccupation de la Rhénanie

Outre le désarmement, le traité de Versailles avait exigé de l'Allemagne que la région limitrophe de la France, la Rhénanie, soit démilitarisée. Sur la rive gauche du Rhin, il n'y aurait ni fortifications ni forces armées et les manœuvres militaires seraient interdites⁸⁸. En octobre 1925, l'Allemagne, la France et la Belgique, avec la garantie de l'Angleterre et de l'Italie, signaient le traité de Locarno. Les frontières franco-allemandes et belgo-allemandes y étaient garanties. En outre, l'Allemagne promettait de ne pas envoyer de troupes dans la zone démilitarisée. Sinon, un article du traité permettait de recourir aux armes contre elle⁸⁹. Après la signature, en mai 1935, du traité franco-soviétique d'assistance mutuelle en cas d'agression, Hitler déclara que ce traité était une violation de Locarno. Dans son esprit, il s'agissait de préparer la réoccupation militaire de la Rhénanie.

87. Ibid., le 26 juillet 1935.

88. J.-B. Duroselle, op. cit., p.23.

89. Ibid., p.101.

En effet, ce projet était à l'étude depuis le 29 juin 1935 et était prévu pour février 1936⁹⁰. L'obstacle était la réaction de la France et de l'Angleterre.

L'affaire d'Ethiopie montra que les Britanniques ne voulaient pas déclencher une guerre⁹¹. Restait la France. Des élections y étaient prévues les 26 avril et 2 mai 1936. Le 7 mars, le Reichstag fut convoqué et Hitler y prit la parole:

"Aux offres amicales et aux assurances pacifiques que l'Allemagne n'a cessé de réitérer, la France a répondu par une alliance militaire avec l'Union soviétique, qui est exclusivement dirigée contre l'Allemagne et qui constitue une violation du pacte rhénan. Dès lors, le traité de Locarno a perdu son sens intrinsèque et a pratiquement cessé d'exister. L'Allemagne ne se considère donc plus comme liée à ce pacte éteint"⁹².

Au même moment, environ trente mille militaires allemands pénétraient en Rhénanie.

La France songea d'abord à réagir. Mais comme on n'était qu'à six semaines des élections, le gouvernement n'osa

90. Ibid., p.217.

91. Ibid., pp.211-216.

92. Rapporté par J.-B. Duroselle, op. cit., pp.217-218.

pas déclencher la mobilisation générale. Ces élections, le 26 avril et le 2 mai, portèrent au pouvoir le "front populaire". La situation intérieure française prit le pas sur les questions étrangères⁹³. L'Angleterre, le 9 mars, admit que l'occupation de la Rhénanie était un dur coup pour le principe de la sainteté des traités. Mais, ajouta Eden, " il n'y a heureusement aucune raison de supposer que la présente action de l'Allemagne comporte une menace d'hostilité"⁹⁴. Le Conseil de la Société des Nations déclara, le 14 mars, que l'Allemagne avait manqué à ses obligations internationales. Des propositions de paix furent échangées - et rejetées - par la France et l'Allemagne. Et la discussion prit fin⁹⁵.

Le coup de force d'Hitler avait pleinement réussi, tout comme celui de Mussolini, qui, le 9 mai, décréta l'Ethiopie annexée à l'Italie.

La remilitarisation de la Rhénanie ne fut que brièvement commentée par la presse canadienne-française.

93. J.-B. Duroselle, op. cit., pp.218-220.

94. Ibid., p.219.

95. Loc. cit.

Le Canada reprit le raisonnement qu'il avait déjà élaboré au sujet du réarmement allemand: l'Allemagne se prépare à la guerre. "L'après-guerre est finie. L'avant-guerre est commencée". L'Allemagne n'a aucune excuse pour ce geste, poursuit le journal. Elle avait librement signé le traité de Locarno. Le pacte franco-russe est facile à comprendre pour qui a lu Mein Kampf. La véritable raison de la réoccupation est que le fascisme n'a foi qu'en la force. "Assez fort pour déchirer, il déchire...Un traité avec l'Allemagne ne vaut décidément pas le papier sur lequel il est écrit". Enfin, Le Canada est sceptique quant aux réactions immédiates que va susciter le geste hitlérien. L'Europe acceptera sans doute ce fait accompli. Le seul espoir est que les puissances pacifiques vont peut-être profiter du sursis pour s'unir⁹⁶.

L'Evénement attribue lui aussi à Hitler l'entière responsabilité de l'occupation militaire. Ses offres de paix sont du "bluff", dit-il, s'appuyant sur Le Figaro, Le Canada et le New York Times, car l'Allemagne est acculée à la débâcle ou à la guerre. La France fait bien de se méfier et

96. Le Canada, le 9 mars 1936.

de suivre le conseil de Theodore Roosevelt: "Pour avoir la paix, parlez doucement mais portez une grosse canne"⁹⁷.

La Presse commente mais ne juge pas la remilitarisation de la zone du Rhin. Elle dit que c'est une décision unilatérale, qui devrait rapprocher l'Angleterre de la France⁹⁸. Elle est sceptique devant le verdict du Conseil de la Société des Nations. Une déclaration platonique ne dérangera pas l'Allemagne⁹⁹. Enfin, elle croit que comme dans le cas du conflit italo-éthiopien, les diplomates essaieront de régler ce problème. L'Angleterre, croit La Presse, se rapproche de la France à mesure que l'Allemagne se dégage du traité de Versailles¹⁰⁰.

Le Devoir commence par rassurer ses lecteurs en affirmant que ce n'est pas encore la guerre. Hitler ne recule point, estime le journal. Mais quels peuples voudraient prendre le risque de la guerre? D'après l'Allemagne, la France elle-même n'a pas respecté Locarno. L'Angleterre ne tient pas à s'exposer. L'Italie est assez occupée en

97. L'Événement, le 16 mars 1936.

98. La Presse, le 9 mars 1936.

99. La Presse, le 20 mars 1936.

100. La Presse, le 26 mars 1936.

Afrique et la Belgique ne peut rien faire toute seule. En fait, estime Le Devoir, la situation actuelle dépend d'une erreur initiale: le traité de Versailles. Les signataires ont cru

"qu'on pouvait indéfiniment imposer à un peuple de plus de soixante millions d'âmes, qui conservait l'unité politique, une condition d'infériorité vis-à-vis ses voisins...Ils créaient ainsi la situation qui appelait l'Homme, Hitler ou un autre, qui, le jour où l'Allemagne retrouverait ses forces, incarnerait ses rancoeurs et ses vastes espoirs et (nous essayons de traduire la pensée et le sentiment allemands) l'inviterait à déchirer le traité maudit"¹⁰¹.

L'Action Catholique n'est pas sympathique non plus au traité de Versailles. Mais elle croit qu'Hitler n'avait pas de motivation, dans cette occupation de la Rhénanie. Néanmoins, elle ne croit pas une guerre imminente. Elle invite cependant ses lecteurs à prier pour éviter d'en avoir une ¹⁰².

La remilitarisation de la Rhénanie a donc suscité peu de commentaires dans la presse québécoise. Ce geste d'Hitler lui apparut sans doute comme une question exclusivement européenne, mettant en jeu des querelles de traités où notre pays

101. Le Devoir, le 9 mars 1936.

102. L'Action Catholique, le 10 mars 1936.

n'avait rien à faire ni à dire. L'Angleterre n'ayant pas bougé, la remilitarisation de la Rhénanie fut vite oubliée.

L'Anschluss

En 1937, aucune grande crise européenne ne se produisit. La guerre civile d'Espagne se poursuivait néanmoins et consacrait le rapprochement de l'Allemagne et de l'Italie. Le 6 novembre 1937, l'Italie adhère au pacte anti-Komintern¹⁰³.

Hitler a quarante-huit ans. Son programme n'est qu'en partie réalisé: l'Allemagne est nazifiée et est redevenue une puissance militaire. Mais beaucoup d'Allemands vivent encore en dehors de l'Allemagne. Le 5 novembre 1937, Hitler fait part de ses projets à ses conseillers: il faut annexer à l'Allemagne l'Autriche et la région des Sudètes¹⁰⁴. Il y a des obstacles. L'Italie a déjà réagi à une tentative de coup de force nazi en Autriche, lors de l'assassinat de Dollfuss¹⁰⁵. La Tchécoslovaquie est alliée à la France et à l'U.R.S.S.

Hitler choisit d'agir d'abord contre l'Autriche. Lors

103. J.-B. Duroselle, op. cit., p.235.

104. Loc. cit.

105. L'Italie avait envoyé deux divisions à la frontière du Brenner. Voir J.-B. Duroselle, op. cit., p.195.

de la signature du pacte anti-Komintern, le 6 novembre 1937, Mussolini laissa entendre à Von Ribbentrop que l'Italie ne s'intéressait plus autant qu'auparavant à l'Autriche, qu'elle reconnaissait comme l'Etat allemand numéro deux. L'Italie dirigeait maintenant ses efforts vers une politique méditerranéenne, balkanique et coloniale. En cas de crise en Autriche, elle n'agirait pas¹⁰⁶. D'autre part, la France et l'Angleterre étaient favorables à l'apaisement. Le 13 mars, l'Union entre les deux pays fut proclamée.

Les Puissances ne réagirent pas. L'ambassadeur de France à Berlin transmit, le 11 mars, la note suivante:

"Le gouvernement français élève la protestation la plus énergique contre la coercition, appuyée par la force, dont a été victime un Etat indépendant, en vue de créer une situation incompatible avec son indépendance nationale"¹⁰⁷.

Mais l'Angleterre était décidée à ne pas bouger. Il n'y avait donc rien à faire pour la France.

106. J.-B. Duroselle, op. cit., pp.237-238.

107. Ibid., p.241.

Mussolini n'avait pas été consulté à l'avance. Il fut averti par lettre le 11 mars. Il ne répondit pas aux appels au secours de Schuschnigg. Hitler lui télégraphia "qu'il n'oublierait jamais". Mussolini répondit: "Mon attitude est déterminée par l'amitié qui existe entre nos deux pays et qui est consacrée par l'Axe"¹⁰⁸.

La nouvelle de l'annexion de l'Autriche occupa les journaux canadiens-français beaucoup plus que celle de la remilitarisation de la Rhénanie. L'Autriche était considérée comme un pays catholique et la mort du chancelier Dollfuss avait presque été comparée, par certains, à celle d'un martyr de la foi¹⁰⁹.

L'Action Catholique fut particulièrement bouleversée par les événements d'Autriche. Elle y vit d'abord le résultat du traité de Versailles, qu'elle estimait avoir été dirigé contre les pays catholiques¹¹⁰.

"[...] en voulant brimer un pays catholique, on a créé un état de choses qui pourrait bien com-

108. J.-B. Duroselle, op. cit., p.240.

109. "Vous vous souvenez de ce minuscule chancelier qui [...] restaura chrétiennement l'Autriche en y instituant le corporatisme le plus authentiquement catholique" dira L'Action Catholique, le 6 juillet 1939.

110. En fait, le sort de l'Autriche fut réglé par le traité de Saint-Germain-en-Laye, signé le 19 septembre 1919.

pliquer étrangement ce qu'on est convenu d'appeler "l'équilibre européen". Il est tout naturel qu'une grande partie des Autrichiens, humiliés dans leur fierté nationale, et impatients de leur faiblesse, se tournent vers le pays voisin, où on parle la même langue, afin de faire avec lui une alliance qui les fassent [sic] plus grands et plus forts. [...] Les sages à la Wilson sont responsables de ce qui arrive aujourd'hui. Ils ne se sont pas aperçus qu'en traitant avec cette rigueur un pays parce que catholique, ils créaient une injustice qui ne pouvait manquer de porter ses fruits"¹¹¹.

Le coup de force réalisé, L'Action va s'attaquer au rôle joué par Hitler et s'inquiéter de ses méthodes. L'annexion de l'Autriche est une application révoltante de la fable du loup et de l'agneau, dit-elle. L'Europe "inconsciente et veule" n'a voulu rien faire. Hitler poursuit son rêve de domination universelle et de déchristianisation:

"Par la déchristianisation des peuples, le Führer vaincra leur résistance et constituera une Allemagne raciste, un nouvel empire qui s'étendra en Russie, et jusqu'à l'hégémonie universelle. [...]. Puis] il formulera une suprême exigence contre laquelle ce qui restera de l'Europe se cabrera dans une résistance désespérée. Ce sera la guerre mondiale, dont on ne sait qui l'emportera, du nazisme, du communisme ou de la démocratie"¹¹².

111. L'Action Catholique, le 17 février 1938.

112. L'Action Catholique, le 14 mars 1938.

L'Action a bien perdu toute la sympathie qu'elle avait pour le régime hitlérien. Il faut se rappeler, en effet, qu'une encyclique de mars 1937 Mit brennender Sorge avait condamné le nazisme et son "nouveau paganisme agressif". Le 25 mars, un éditorial de L'Action rapporte que l'Osservatore Romano s'inquiète du sort des catholiques autrichiens. Le journal insiste sur cette conséquence sérieuse de l'annexion car

"on nous dit que certains catholiques de chez nous, admirateurs du fascisme, sont loins d'être convaincus des mauvaises dispositions d'Hitler à l'égard des catholiques. De grâce! messieurs, ne confondons pas fascisme italien et nazisme allemand. Rappelons-nous surtout que le Fuhrer n'a qu'une politique et qu'une religion: le racisme. Et le racisme, c'est tout simplement pour Hitler la divinisation de la race allemande. [...] N'allons pas, par sympathie fasciste, fermer les yeux sur le racisme condamné par Pie XI avec la même vigueur que le communisme"¹¹³.

Le journal est maintenant convaincu de la fourberie allemande:

"La mystique fondée sur le postulat de la race allemande appelée à régénérer le monde autorise donc tous les crimes, pourvu que l'on ait la force de les commettre avec succès pour l'agran-

113. L'Action Catholique, le 25 mars 1938.

dissement du Reich et la glorification de la race allemande"

Cependant, ajoute-t-il,

"l'Allemagne n'est pas le seul pays où la force prime de plus en plus le droit. Même en démocratie, la notion du juste et de l'injuste [...] s'altère considérablement [...] de sorte que les détenteurs du pouvoir songent plus à se servir eux et leurs amis que le public. [...] Cette vilénie pourrait avoir comme conséquence des actes aussi brutaux que ceux des nazis. En effet, tout cela procède des deux mêmes principes: absence de sens moral dans les affaires publiques et subordination de tout à l'intérêt du groupe"¹¹⁴.

Ce n'est donc pas par ferveur démocratique que L'Action réproouve les actes hitlériens mais par respect de la parole du Pape.

Le Devoir n'est pas aussi convaincu que L'Action des mauvaises intentions d'Hitler. Il croit lui aussi que les auteurs du traité de Versailles sont les grands responsables car ils ont créé une Autriche qui n'était pas viable. Il s'inquiète du sort des catholiques autrichiens mais ne désespère pas. N'a-t-on pas vu Hitler visiter le cimetière où ses parents sont enterrés et méditer et peut-être prier?

114. L'Action Catholique, le 30 mars 1938.

"Il est encore temps pour lui de s'arrêter dans la voie mauvaise. Des millions de catholiques de l'extérieur joindront leurs prières à celles des catholiques de l'Autriche et de l'Allemagne pour que la Lumière illumine et guide vers des horizons meilleurs l'homme qui tient entre ses mains le sort d'une si grande partie de l'Europe".

Le Devoir poursuit sur une note canadienne. Voilà le résultat de la guerre qui devait anéantir les Huns! Le Canada est-il disposé à prodiguer encore une fois son or et son sang pour de pareils résultats, d'autant plus que les visées d'Hitler sont dirigées vers l'Europe centrale et non vers l'Amérique?¹¹⁵

La Presse constate que la doctrine de la force l'emporte en Europe¹¹⁶ et qu'il est à craindre que les catholiques allemands ne soient persécutés¹¹⁷. Elle ne fait pas d'autres commentaires.

L'Événement est bref lui aussi. L'annexion de l'Autriche "montre qu'Hitler entend poursuivre son rêve germanique". Le prochain pays visé sera sans doute la Tchécoslovaquie. Mais cela ne se fera pas sans épanchement de sang car les Tchèques

115. Le Devoir, le 14 mars 1938.

116. La Presse, le 14 mars 1938.

117. Ibid., le 24 mars 1938.

n'entendent pas se laisser faire et ils seront protégés par la France et l'Angleterre¹¹⁸. Il estime que la nazification de l'Autriche s'accompagne de toutes sortes d'horreurs, dont le détail ne sera jamais connu: meurtres, procès truqués, persécutions. Enfin, il se demande s'il ne serait pas salutaire aux démocraties de méditer sérieusement sur la grandeur actuelle d'Hitler et sur les conséquences qu'aurait son triomphe?¹¹⁹

Le Canada fut, encore une fois, le plus lucide des journaux canadiens-français. Après la rencontre Schuschnigg-Hitler, il remarque que l'indépendance de l'Autriche est perdue et que celle-ci va devenir une province de l'Empire allemand. Ce dernier va se tourner ensuite vers la Tchécoslovaquie, puis vers tous les Etats de l'Europe centrale. Le journal s'impatiente de l'attitude de Londres et de Paris qui, dit-il, ont oublié "la terrible leçon de Sadowa". Pourtant, "l'idée de maintenir la paix par la persuasion ou les sanctions économiques s'évanouit définitivement comme un rêve"¹²⁰.

118. L'Evénement, le 14 mars 1938.

119. Ibid., le 21 mars 1938.

120. Le Canada, le 18 février 1938.

Le jour de l'entrée des troupes allemandes en Autriche le journal constate le fait accompli mais ne croit pas une guerre possible. L'affaire d'Espagne sert "d'abcès de fixation" et le Reich sera affaibli par la destruction de l'axe Rome-Berlin et l'entente des démocraties¹²¹. Deux jours plus tard, il doit constater qu'Hitler n'a pas arrêté: il menace maintenant la Tchécoslovaquie. C'est, dit-il, une dramatique leçon d'histoire qui se déroule sous les yeux des moins de vingt-cinq ans: comment se prépare la prochaine guerre européenne¹²².

Enfin, le 17 mars, devant ce qu'il croit l'imminence d'une victoire en Espagne, Le Canada laisse échapper son angoisse. Jamais nous n'avons été plus près d'une catastrophe. Les petits Etats tremblent en attendant la prochaine avance des Huns. Et une victoire italo-allemande en Espagne

"pourrait sonner le glas de la puissance franco-anglaise. [...] Le doute n'est pas permis: le but conjugué de l'Italie et de l'Allemagne est d'abattre les deux empires britannique et français et de s'en partager les dépouilles en bon larrons. [...] Mais, quelque pénible que pourrait être la disparition des petits Etats issus des traités de paix, elle ne constituerait pas une catastrophe irrémé-

121. Ibid., le 12 mars 1938.

122. Le Canada, le 14 mars 1938.

diabie, tandis que le déclin définitif de la France ou de la Grande-Bretagne signifierait la dissolution sans retour de la civilisation"¹²³.

La Tchécoslovaquie

Lors de la réunion du 5 novembre 1937, Hitler avait envisagé l'annexion des Allemands de la région des Sudètes¹²⁴. L'Anschluss réalisé en mars 1938, il se tourna vers la Tchécoslovaquie au mois de septembre suivant. On crut alors que la guerre allait éclater entre l'Allemagne et les alliés de la Tchécoslovaquie, la France, l'Angleterre et l'U.R.S.S. C'est au cours d'une ultime conférence, à Munich, les 29 et 30 septembre, qu'elle fut évitée. Hitler y obtenait le démembrement de la Tchécoslovaquie par un simulacre juridique au lieu d'un coup de force.

Comme bien d'autres journaux occidentaux, les journaux québécois se réjouirent des accords de Munich. Mais ce soulagement était empreint d'inquiétude pour certains.

L'Action Catholique croit d'abord que l'Allemagne recu-

123. Ibid., le 17 mars 1938.

124. Voir ci-dessus, p. 104.

lera devant la fermeté de Londres et de Paris. Jusque-là, dit-elle, la morgue hitlérienne a été forte de la faiblesse de ses adversaires¹²⁵. L'Action se réjouit donc de la démarche de Chamberlain et croit qu'il n'a pas fait un acte de lâcheté mais de charité. Enfin, elle ne croit pas que le peuple canadien doive se jeter dans la guerre, si celle-ci vient à éclater¹²⁶.

A la nouvelle de la conclusion des accords de Munich, L'Action écrit: "La paix triomphe". Elle croit qu'il faut remercier Dieu et féliciter Hitler de sa capitulation. "Le résultat est merveilleux: l'Allemagne obtient ce qu'elle voulait sans le prendre par la force, par voie pacifique, selon la méthode suggérée par Londres et Paris et acceptée par Prague"¹²⁷. Elle s'inquiète cependant de l'avenir. Une carte de la Grande Allemagne, en 1950, circule et comprend la Tchécoslovaquie, la Roumanie, l'Ukraine et l'Alsace-Lorraine. Il faudrait qu'Hitler change. Mais il faudrait surtout que la France et l'Angleterre s'unissent "pour endiguer la marée montante du bolchévisme"¹²⁸. Car, pour L'Action, la grande menace vient du communisme.

125. L'Action Catholique, le 30 août 1938.

126. Ibid., le 21 septembre 1938.

127. Ibid., le 30 septembre 1938.

128. L'Action Catholique, le 30 septembre 1938.

Le 4 octobre, elle fait une revue de la situation internationale. Dans l'univers entier, écrit-elle, on admet que Chamberlain, Daladier, Mussolini et Hitler viennent de sauver la paix dans un moment excessivement critique. Tout le monde devrait donc se réjouir. Or, si c'est le cas dans les pays dictatoriaux, dans les pays démocrates [sic] on veut faire payer à Chamberlain et à Daladier la "honteuse reculade devant Hitler"¹²⁹. Quelle est la raison de cette attitude? Dans le cas de l'Angleterre, le journaliste¹³⁰ l'ignore. Mais en France, dit-il, c'est facile de voir que ce sont les communistes. En effet, le gouvernement du front populaire, marionnette entre les mains des communistes, a poussé Mussolini du côté de Berlin et affaibli la France.

Il aurait voulu que la France fit la guerre car

"ne nous faisons pas d'illusion. La guerre n'eut véritablement profité qu'au bolchévisme. L'entente conclue à Munich nous éloigne certainement d'une guerre germano-franco-britannique. Et si les "rouges" s'agitent tant aujourd'hui, c'est peut-être parce que l'entente Hitler-Chamberlain-Daladier-Mussolini-Bénès nous rapproche d'une guerre circonscrite à l'Allemagne contre la Russie"¹³¹.

129. Ibid., le 4 octobre 1938.

130. Louis-Philippe Roy.

131. L'Action Catholique, le 4 octobre 1938.

Il faut certes plaindre les Tchécoslovaques mais surtout ne pas faire le jeu des bolchévistes. "Ayons de la reconnaissance pour les hommes d'Etat qui ont sauvé la civilisation"¹³².

Le Devoir ne peut cacher une certaine sympathie pour Hitler. Il croit surtout qu'il ne peut vraiment vouloir la guerre.

"Hitler n'est pas, quoi que disent et écrivent tant de gens, un dément. L'homme qui a ressuscité l'Allemagne ne peut, ne doit pas vouloir le heurt qui réduirait en poussière l'une au moins des grandes nations de l'histoire universelle"¹³³.

"C'est un homme politique, qui joue de son extraordinaire puissance de parole, comme de tous les moyens de propagande que met à son service la science moderne" commente Le Devoir, le lendemain du discours de Nuremberg. "Et il ne paraît point que ce vétéran qui a senti dans sa chair même les réalités de la guerre, qui a refait la puissance militaire de son pays et qui affiche sa force, qui envisage, certes, la possibilité d'un conflit sanglant, tienne tout de même tant que cela à jeter les dés de fer.

Il joue certes un jeu dangereux, mais il a réalisé jusqu'ici, dans l'ordre de la politique pure, d'extraordinaires succès, sans avoir à tirer un coup de fusil contre l'étranger. Il n'a eu qu'à montrer sa force et à manoeuvrer. On peut imaginer que, si elles lui suffisaient, il se contentera encore des mêmes méthodes"¹³⁴.

132. Loc. cit.

133. Le Devoir, le 10 septembre 1938.

134. Ibid., le 12 septembre 1938.

Le discours du 12 septembre a été rassurant, pense Le Devoir. On sent que l'on va vers une certaine accalmie^{134a}

L'annonce de la démarche de Chamberlain lui apparaît comme le meilleur et le plus inquiétant des phénomènes. La situation est donc grave mais il y a aussi motif à espoir. De tous les pays monte la gratitude envers l'illustre vieillard Chamberlain. Cependant il ne faut pas oublier que les conversations de Bavière ne regardent pas le Canada, pays d'Amérique¹³⁵. L'admiration du Devoir pour Chamberlain est telle qu'il le compare à Pie XI en les qualifiant d'"artisans obstinés et presque méconnus de l'entente entre les hommes, les races et les nations" et en les opposant aux inconscients artisans de morts et pourvoyeurs de guerres futures que furent les auteurs du traité de Versailles. La république artificielle de Tchécoslovaquie est leur oeuvre et risque de faire éclater une nouvelle guerre¹³⁶.

Cependant, au cours de la semaine de tension qui précède de la conférence de Munich, Le Devoir va cesser de commenter

134 a. Ibid., le 12 septembre 1938.

135. Ibid., le 15 septembre 1938.

136. Ibid., le 17 septembre 1938.

les nouvelles d'Europe pour s'inquiéter des intérêts du Canada. En effet, à présent que l'Angleterre parle de prendre les armes, le Canada a la fièvre, constate le journal. Voilà l'absurde route où nous nous sommes engagés lors de la guerre sud-africaine. Il faut au contraire agir en maîtres de notre destin et penser à nos intérêts. Nous devons clamer notre volonté de tenir le Canada en dehors de la guerre¹³⁷. Qu'on ne vienne surtout pas nous dire qu'il y aura guerre sans conscription. Celle-ci n'est que l'aboutissement de l'intervention. Pour éviter la conscription, il faut éviter la guerre c'est-à-dire se conduire en pays d'Amérique sans tenir compte de nos liens avec la Grande-Bretagne¹³⁸.

Le Devoir a maintenant cessé de parler des affaires européennes d'un ton détaché. Il y discerne de nouveau une implication canadienne, comme dans le cas de la guerre d'Ethiopie.

La Presse commente brièvement la première crise tchécoslovaque. Après le discours de Nuremberg, elle constate que l'Europe respire mais demeure inquiète. Les pays se préparent

137. Le Devoir, le 27 septembre 1938.

138. Ibid., le 29 septembre 1938.

à la guerre¹³⁹. Elle approuve la démarche de Chamberlain, qui montre l'ardent désir que le gouvernement anglais a d'éviter la guerre¹⁴⁰. La crise a sans doute été évitée à Berchtesgaden mais il faudrait empêcher qu'il ne s'en répète à l'avenir. "Or, ce n'est pas une mince affaire, quand on se trouve en présence d'un pays qui semble préférer évidemment, les solutions brutales aux compromis pacifiques"¹⁴¹. Après Munich, La Presse se réjouit que le mauvais rêve soit passé et affirme que le peuple canadien endosse intégralement les remerciements de King à Chamberlain¹⁴².

L'Événement estime que les démocraties ont subi une défaite à Munich. Il n'a que très peu parlé de la crise tchécoslovaque, sinon pour fustiger la méthode hitlérienne¹⁴³ et pour affirmer sa foi en la France, protectrice de la paix¹⁴⁴. L'annonce de la reddition franco-britannique lui fera répéter les mots de Chamberlain "C'est plus que répugnant"¹⁴⁵ et les accords de Munich, conclure à une défaite franco-britannique.

139. La Presse, le 13 septembre 1938.

140. Ibid., le 15 septembre 1938.

141. La Presse, le 16 septembre 1938.

142. Ibid., le 30 septembre 1938.

143. L'Événement, le 3 septembre 1938.

144. Ibid., le 10 septembre 1938.

145. Ibid., le 20 septembre 1938.

"La France et l'Angleterre perdent beaucoup plus en prestige que la Tchécoslovaquie ne cède en territoire ou en population. [C'est] une reddition complète du monde civilisé devant le défi que le fuhrrer a lancé à l'univers entier [...]"

Mais il était peut-être impossible de résister au "Bonaparte allemand". Le sacrifice de Chamberlain a probablement sauvé des millions de vies innocentes. A-t-il évité la guerre à tout jamais? Il faut se demander aussi quelles en seront les conséquences pour l'Amérique. Pour leur part, les Canadiens peuvent faire confiance à leurs chefs politiques. "Pendant cette crise, ils ont donné l'exemple d'un patriotisme éclairé et d'une véritable sagesse politique. C'est un gage précieux pour la paix du Canada"¹⁴⁶.

L'Événement croit donc que Munich est une défaite pour les démocraties et n'évitera pas la guerre. Mais il n'envisage pas la possibilité d'une participation canadienne à celle-ci.

Le Canada parla peu de la première crise tchécoslovaque. Peut-être croyait-il la guerre imminente, tout en sachant quelle y était l'opposition canadienne-française? On a l'impression qu'il avait décidé de laisser faire les événements au

146. Ibid., le 30 septembre 1938.

lieu de réagir avec fougue comme il l'avait fait lors des premières manifestations de force hitlériennes, en 1935 et 1936.

Après l'entrevue de Berchtesgaden, il se défend d'un trop grand optimisme. Il croit que la guerre n'est que retardée, même si le problème tchécoslovaque est réglé¹⁴⁷. Malgré l'admiration qu'il éprouve pour Chamberlain "énergique et pathétique" et la répugnance que lui inspire Hitler "brutal et injurieux", il croit que ce n'est pas seulement le sort de la Tchécoslovaquie qui est en jeu mais celui de la civilisation entière. Il faut éviter que le tyran de l'Allemagne en vienne à gouverner l'Europe par la crainte¹⁴⁸. C'est pourquoi, il ne peut se réjouir pleinement des accords de Munich. La paix repose sur des signatures c'est-à-dire sur la parole des gouvernements. Or " la signature de l'Allemagne est-elle fiable?" En 1914, l'Allemagne a envahi la Belgique dont elle avait garanti l'inviolabilité. On ne peut donc être sûr des promesses d'Hitler¹⁴⁹.

147. Le Canada, le 20 septembre 1938.

148. Ibid., le 28 septembre 1938.

149. Ibid., le 1er octobre 1938.

Les crises de 1939

Nous avons déjà relaté le démantèlement de la Tchécoslovaquie en mars 1939¹⁵⁰ et son remplacement par une Slovaquie indépendante et un Protectorat de Bohême-Moravie, soumis à l'Allemagne. Quelques jours plus tard, cette dernière ajoutait Memel à ses annexions et, le 7 avril, Mussolini s'emparait de l'Albanie. Le 27 avril, l'Allemagne remettait un mémorandum à la Pologne, réclamant l'annexion de Dantzig et la construction de routes et de voies ferrées à travers le corridor¹⁵¹. La France et l'Angleterre, décidées à ne plus reculer, assuraient la Pologne de leur soutien et cherchaient des alliances. Ce furent les Allemands cependant qui réussirent à attirer l'U.R.S.S. de leur côté et qui signèrent avec elle, le 23 août 1939, un pacte de non-agression. Une semaine plus tard, les troupes allemandes envahissaient la Pologne. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclaraient la guerre à l'Allemagne. Le Canada faisait le même geste le 10 septembre.

150. Voir ci-dessus, pp.106-107.

151. J.-B. Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, p.272.

Les événements de cette tragique année 1939 inspirèrent à la presse canadienne-française le plus grand nombre d'éditoriaux de politique extérieure depuis 1935. La guerre apparut peu à peu inéluctable et la question d'une participation canadienne se posa.

En 1939, L'Action Catholique a la satisfaction de voir Franco remporter la victoire. Elle garde aussi sa sympathie pour Mussolini, qu'elle ne veut pas croire attiré par Hitler.

"Mussolini est un latin, qui a foi en la civilisation chrétienne. Le jour où il verra complètement clair dans le jeu du Fuhrer, il n'hésitera plus à se tourner du côté de l'axe Londres-Paris"¹⁵².

Reste le vilain: Hitler. Avec cynisme, il s'est emparé des pays voisins. C'est du "banditisme politique"¹⁵³. Il faut cependant se rappeler que le Fuhrer fait en 1939 ce que Wilson disait en 1917: "Aucun peuple ne doit être soumis à la domination d'un Etat sous laquelle [sic] il ne désire pas vivre"¹⁵⁴. Il ne s'agit pas ainsi d'excuser "les condamnables méthodes hitlériennes" mais de refroidir un peu les ardeurs belliqueuses de ceux qui

152. L'Action Catholique, le 28 mars 1939.

153. Ibid., le 22 mars 1939.

154. Ibid., le 24 mars 1939.

trouvent que l'Angleterre réagit trop lentement¹⁵⁵. Il faut surtout garder sa raison et ne pas verser dans l'impérialisme, précise le journal du 25 mars, dans un long éditorial d'Eugène L'Heureux. Celui-ci croit que les Canadiens français sont pacifiques - c'est pourquoi ils soutiennent Chamberlain - et opposés à l'impérialisme - il ne faut pas participer à une guerre parce que l'Angleterre y est engagée. Ils seraient prêts à défendre la civilisation, si une situation extraordinaire, reconnue comme telle par un referendum, mettait en péril leurs intérêts. La participation à une guerre devrait alors être volontaire. Voilà les points qu'il faut retenir quand on parle d'un engagement canadien: que Québec comprenne les autres, mais que les Canadiens anglais comprennent aussi Québec, conclut L'Heureux¹⁵⁶.

La guerre et la crainte d'y être entraînés sont donc l'objet des préoccupations de L'Action en 1939, qui ne peut que constater le changement dans la politique des démocraties. Elles semblent décidées à ne pas céder une nouvelle fois aux exigences hitlériennes. Même si Dantzig en elle-même ne vaut pas une guerre, elle devient un symbole "du bon droit dressé

155. Loc. cit.

156. L'Action Catholique, le 25 mars 1939.

contre la rapine et la barbarie", constate le journal, citant la Revue hebdomadaire¹⁵⁷. C'est une opinion que L'Action ne partage pas entièrement car si elle condamne les méthodes des dictatures, elle croit néanmoins qu'elles ont de justes réclamations. L'Action s'est longuement expliquée là-dessus le 13 mai 1939, dans un éditorial intitulé: "Le noeud de la tension internationale". Le journaliste y constate tout d'abord que ceux que la politique internationale intéresse, se partagent en deux camps: admirateurs des dictatures contre partisans des démocraties. Or, L'Action, basant ses commentaires "sur l'attitude générale de l'Eglise en matière de politique internationale et sur les arguments de quelques journaux étrangers réputés pour leur orthodoxie catholique, leur impartialité et la qualité de leur information" comprend ainsi le problème actuel:

"Ni les dictatures ni les démocraties n'ont pleinement raison ni complètement tort. De part et d'autre, il y a de la sincérité mais aussi des intérêts inavoués, des dessous suspects".

En fait, il n'y a pas seulement une rivalité entre l'idéolo-

157. Ibid., le 22 juin 1939.

gie démocratique et la dictature mais entre Etats prolétariens (bien que totalitaires) et Etats capitalistes.

"Ce qui influence les décisions d'un Hitler et d'un Mussolini c'est surtout la hantise de conserver la confiance des populations et de nourrir leur enthousiasme. Ce qui influence les décisions des parlementaires français et anglais, ce sont surtout les puissances financières".

Le problème est donc celui-ci: les Etats non possédants veulent de l'espace et des matières premières. Ces exigences ne peuvent être satisfaites par les Etats possédants qui en sont empêchés par la dictature économique. Voilà donc, dit L'Action, l'essentiel des difficultés présentes.

Certes, elle n'approuve pas les méthodes allemandes et italiennes de "prendre chez le voisin selon le besoin". Mais, à l'instar du Pape, L'Action est d'avis qu'il faut une meilleure distribution des matières premières et des concessions économiques, de la part des Etats possédants, aux pays qui les réclament. Enfin, l'Allemagne et l'Italie, en échange du partage des biens de ce monde, devraient donner aux Etats possédants la garantie de ne pas utiliser "leur nouvel avoir à nourrir leurs canons, leurs avions et leurs tanks pour mieux boule-

verser le globe ensuite"¹⁵⁸.

L'heure n'est pas cependant à ce genre de règlement. Les deux camps se préparent à l'affrontement et cherchent des alliances. En avril, l'Angleterre et la France essaient d'attirer l'U.R.S.S. de leur côté. Un journal anticommuniste comme L'Action ne peut que redouter une telle chose:

"si malheureusement, l'alliance anglo-franco-russe se consomme, souhaitons que ce ne soit pas sans conditions précises, conditions que devrait inspirées [sic] l'instinct de conservation. Le danger est grand. Fasse le Ciel que la France et l'Angleterre le voient"¹⁵⁹!

L'Action préfère donc une alliance germano-soviétique.

"Le gouvernement russe est malhonnête au point qu'il y a lieu de demander si l'on y perd à ne point l'avoir comme collaborateur. Et ce n'est pas en Allemagne qu'il faut aller chercher les hommes d'Etat les plus respectueux de leur parole et de leur signature. Qu'ils se rassemblent"¹⁶⁰!

Ce pacte annonçait cependant que la lutte était imminente. L'Action le croit aussi mais s'efforce de ne pas mêler les

158. L'Action Catholique, le 13 mai 1939.

159. L'Action Catholique, le 24 avril 1939.

160. Ibid., le 23 août 1939.

cartes c'est-à-dire la crise européenne et l'attitude du Canada¹⁶¹.

Dans le premier cas, elle répète sa position déjà exprimée le 13 mai¹⁶².

"Les richesses du globe sont mal réparties [...] Mais quand Hitler, violant tous les traités, pille des pays voisins plus pauvres que le sien, et supprime, en quelques heures, la liberté de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de Memel, nous disons que le Fuhrer commet une injustice pire que celles qu'ils reproche aux puissances française et anglaise. D'autre part, en s'emparant de l'Albanie sans aucune autre raison que de s'assurer un poste stratégique, Mussolini a lui aussi commis une injustice qui affaiblit des revendications peut-être légitimes"¹⁶³.

Voilà pour la crise européenne.

La participation du Canada à une guerre est autre chose. Le Canada est un pays autonome en vertu du traité de Westminster; il devrait donc décider de sa participation indépendamment de l'Angleterre. Pour sa part, L'Action croit que

161. Ibid., le 30 août 1939.

162. Voir ci-dessus, pp.166-168.

163. L'Action Catholique, le 30 août 1939.

"le Canada devrait s'abstenir au moins aussi longtemps que les Etats-Unis s'abstiendront. Tant que nos puissants et riches voisins ne jugeront pas leurs intérêts menacés au point d'entrer dans le conflit, il nous semble que nous ne pouvons considérer notre situation menacée sérieusement".

Et si le Canada décidait, après referendum, d'épouser la cause franco-polonaise, "notre participation devrait être proportionnée à nos moyens et limitée au volontariat"¹⁶⁴. C'est là, rappelle L'Action, notre position depuis le 25 mars.

Ce sera encore la sienne, après que la guerre, "châtiment de la Providence"¹⁶⁵ aura éclaté et que le Canada y aura annoncé sa participation. L'Action considère qu'il est de son devoir d'accepter la décision des Chambres. Elle souhaite cependant que le canadianisme progresse, non seulement au Québec mais du côté de la majorité anglo-canadienne, qui ne cesse de regarder du côté de l'Angleterre.

"Quand King parle de consultation et de collaboration avec Londres, nous restons perplexes. La coopération s'impose mais l'ardeur de nos chefs politiques à aider l'Angleterre nous fait craindre leur

164. Cette dernière phrase est en majuscules dans le texte. L'Action Catholique, le 30 août 1939.

165. Ibid., le 7 septembre 1939.

incapacité de refuser à Londres quoi que ce soit".

Nous devons nous souvenir de la doctrine Monroe et ne pas oublier nos dettes. Il faut donc une participation proportionnée à nos moyens"¹⁶⁶.

Le Devoir pour sa part s'inquiète tout particulièrement de la participation canadienne, à laquelle il s'oppose. Il l'explique tout au long d'une vingtaine d'éditoriaux¹⁶⁷ où les événements européens sont une toile de fond qui sert à développer le raisonnement suivant: les intérêts du Canada ne sont aucunement menacés dans le conflit probable. Si le Canada y participe, ce ne sera pas pour se défendre, ni pour défendre la démocratie ou la civilisation, ce sera pour aider l'Angleterre.

"Evidemment, l'on parle du sort de la civilisation, du danger que comporterait, du point de vue idées et principes, la victoire des pays totalitaires. Que ceux qui étaient prêts hier à s'associer aux bolchevistes, que ceux qui sont restés insensibles devant la guerre d'Espagne [...] veillent bien nous permettre de les inviter à pincer une autre corde. Le groupe des nations du nord de l'Europe, Belgique et autres, qui se préparent à rester en dehors du conflit, a un aus-

166. Loc. cit.

167. Éditoriaux des 11 et 18 février; 20, 22 et 29 mars; 27 et 28 avril; 1er mai; 25, 28, 29 et 31 août, et tous ceux du 1er septembre au 11 septembre 1939.

si vif souci de la civilisation que ceux qui, pour la défense de leurs intérêts propres et le respect de leurs engagements, seront peut-être contraints de se battre. Quant à la démocratie, on a déjà fait une guerre pour la sauver, avec le résultat que l'on sait. Est-ce que cela vaut la peine de recommencer"¹⁶⁸?

Avec amertume, il constate, le 11 septembre, qu'il avait raison. Nous sommes en guerre et nous agissons en qualité d'associés obligés de l'Angleterre. Les représentants du Québec, Lapointe, Dandurand, Cardin et Power ont promis de quitter le cabinet plutôt que d'approuver la conscription. Le Devoir n'est pas convaincu que cela nous l'évitera, si la guerre tend à se prolonger. Enfin, il souligne que si l'Angleterre déclarait la guerre à la France, le Canada le ferait aussi

"non pas certes parce que ce serait la France (l'Angleterre ne pose jamais la lutte sur un pareil terrain) mais parce qu'une fois de plus les libertés britanniques, la dignité humaine, etc...seraient menacées".

M. King n'a-t-il pas parlé de bombes sur Londres? Que la bombe soit allemande ou française, quelle différence¹⁶⁹?

C'est donc avec une résignation empreinte d'amertume et

168. Le Devoir, le 25 août 1939.

169. Ibid., le 11 septembre 1939.

de scepticisme, que Le Devoir subit l'entrée en guerre du Canada.

La Presse rapporte les graves événements de 1939 qui affirment l'hégémonie de l'Allemagne en Europe centrale¹⁷⁰. Elle croit cependant que l'Allemagne hésitera devant Dantzig, à cause du bloc international qui lui fait face¹⁷¹. La signature du pacte germano-soviétique lui montre la résolution des Nazis. "Actuellement, toutes les responsabilités d'une guerre européenne, si elle devait éclater ces jours-ci, retomberaient sur l'Allemagne et sur ses dirigeants"¹⁷². Mais "on hésite à penser que ces hommes et la nation qu'ils gouvernent soient prêts à prendre ce fardeau sur leurs épaules"¹⁷³.

Le 1er septembre, il faut se rendre à l'évidence: des avions allemands ont bombardé des villes polonaises en disant qu'il était temps de répondre à la force par la force. La Presse, qui n'a pas encore parlé de la position du Canada, conseille d'attendre dans le calme, la suite des événements:

"Faisons confiance au gouvernement et aux députés qui représentent la population dans les chambres fédérales. Et pendant les journées qui nous séparent de cette date, attendons dans le calme la

170. La Presse, le 23 mars 1939 et le 29 avril 1939.

171. Ibid., le 12 juillet 1939.

172. La Presse, le 25 août 1939.

173. Loc. cit.

marche des événements d'exceptionnelle importance qui se passent actuellement en Europe"¹⁷⁴.

Le 6 septembre, le journal explicite sa position pour la première fois. Les paroles de MM. King et Lapointe lui semblent définir justement ce que sera le rôle du Canada. Il n'y aura pas de conscription, ni des personnes ni du capital.

"Ainsi comprise, la part du Canada peut être considérable. Les magnifiques résultats de l'enrôlement volontaire dans les milices actives, les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement fédéral, les dispositions qu'il s'apprête à prendre, tout indique que notre pays est fermement résolu à accomplir raisonnablement tout ce qui dépend de lui pour coopérer à la fin de cette nouvelle guerre imposée au monde par les ambitions démesurées et l'intransigeance de l'Allemagne. Chacun réalise qu'on est en face d'un ennemi qui doit être abattu si l'on veut que la paix universelle ait chance de renaître et de durer.

A cette tâche, la province de Québec est prête à accorder son concours le plus entier et le plus généreux dans les limites déterminées par les discours de MM. King et Lapointe, c'est-à-dire en faisant passer d'abord nos intérêts nationaux et en demeurant fidèles au principe du volontariat. Elle refuse de s'associer à l'application d'une politique qui, en compromettant ces intérêts, conduirait le Canada à la ruine économique et entraînerait la désunion des esprits à travers le pays. C'est sans doute aussi ce que pensent les mandataires du peuple qui auront à prendre les décisions de de-

174. Ibid., le 1er septembre 1939.

main au Parlement d'Ottawa. Nous le saurons bientôt¹⁷⁵".

En effet, quatre jours plus tard, le Parlement vote l'entrée en guerre. La Presse approuve cette décision qui ne change rien à ce qui avait déjà été entrepris.

"Nous défendrons notre territoire et nous aiderons les Alliés dans la limite de nos moyens. Enfin, M. Lapointe et ses collègues ont bien exprimé l'opinion canadienne française quant à la conscription; celle-ci ne doit avoir lieu en aucun temps"¹⁷⁶.

Au cours de l'année 1939, L'Événement-Journal parut hésiter quant à l'attitude à prendre devant les nouvelles crises européennes. Lors du démantèlement de la Tchécoslovaquie, il ne s'indigne pas comme il l'avait fait devant les précédents coups de force nazis mais souligne l'énergie et la volonté de réussir d'Hitler.

"Aujourd'hui, son pays, hier encore dans la vallée de l'humiliation, est libre, puissant et respecté à un point tel que les hommes d'Etat de l'Europe se rendent auprès de lui et se soumettent à ses volontés de même que les Etats. [...] Les adversaires du national-socialisme seront en furie et avec raison, mais

175. La Presse, le 6 septembre 1939.

176. Ibid., le 11 septembre 1939.

les esprits indépendants qui désirent qu'une paix définitive s'établisse en Europe centrale verront d'un bon oeil cette conquête pacifique des marches de l'Est. [...] Que l'on aime Hitler ou qu'on ne l'aime pas, il faut reconnaître qu'il fait oeuvre de paix"¹⁷⁷.

L'Evénement reproche à la politique franco-britannique d'avoir jeté Mussolini dans les bras d'Hitler par les sanctions économiques: "Elles ont forgé elles-mêmes les chaînes de leur destin. Qu'aujourd'hui, elles en portent les conséquences. Le Canada s'en lave les mains"¹⁷⁸. Le journal reprend cette dernière idée le lendemain: ~~Le~~ Canada a eu trop de préoccupations européennes. Qu'il regarde l'Amérique et laisse l'Europe être réduite en esclavage par Hitler ou par Staline¹⁷⁹. Le 1er avril, L'Evénement-Journal parle pourtant encore de politique européenne et exprime cette fois sa satisfaction de voir la France et l'Angleterre garantir l'intégrité territoriale de la Pologne¹⁸⁰.

Après un été assez calme, la nouvelle du rapprochement germano-soviétique fait renaître les spéculations de guerre. L'Evénement-Journal n'est pas étonné de voir les deux dictateurs,

177. L'Evénement-Journal, le 15 mars 1939.

178. L'Evénement-Journal, le 22 mars 1939.

179. Ibid., le 23 mars 1939.

180. Ibid., le 1er avril 1939.

Staline et Hitler, se rapprocher¹⁸¹. Il s'inquiète cependant de la guerre qui devient de plus en plus probable. Hitler en portera la responsabilité certes¹⁸² mais que fera le Canada? Le journal rappelle à ses lecteurs que la guerre est prévue depuis 1935, que les Canadiens ont alors voté en toute connaissance de cause sur la question des relations entre le Canada et l'Empire en temps de guerre. Le gouvernement a maintenant tous les pouvoirs¹⁸³.

Il choisit la guerre, après avoir affronté trois courants d'opinion: l'impérialisme, la participation sans conscription et l'anti-participationnisme. Le deuxième courant l'a emporté. On ne peut plus discuter le fait. Mais voyons-en les conséquences: la guerre sera longue, dure. L'avenir est bien sombre dans notre état de pauvreté actuel. Cette guerre, ajoute L'Événement-Journal, nous ne la faisons pas d'un coeur joyeux car il ne s'agit pas de défendre notre pays mais bien d'aider l'Angleterre à remplir ses engagements envers la Pologne. La démocratie, personne n'en parle et le pays de la démocratie par

181. Ibid., le 23 août 1939.

182. Ibid., le 2 septembre 1939.

183. Ibid., le 7 septembre 1939.

excellence, les Etats-Unis, reste neutre. Le Canada entre en guerre parce que ses liens juridiques, sociaux, économiques avec l'Angleterre l'acculent à cette nécessité. Quant à la conscription, à laquelle s'opposent tous les Canadiens français, notre seule garantie est celle-ci: les ministres qui représentent le Québec dans le cabinet s'engagent à démissionner si leur parti veut l'imposer. L'histoire dira si leur conduite a été sage.

"Par soumission aux lois de notre pays, avec une courageuse résignation et espérant que les circonstances feront naître quelque enthousiasme, nous entrons dans cette guerre avec la conviction que la cause des Alliés est juste, avec la ferme détermination d'accomplir tout notre devoir et en priant la Providence de nous accorder la victoire"¹⁸⁴.

C'est sur ce ton d'appréhension et de résignation que L'Événement-Journal commente notre entrée en guerre.

Le Canada, journal du parti libéral, devait défendre la politique du gouvernement. Il s'efforça de montrer la responsabilité allemande. Cependant, depuis 1938, il s'intéressait beaucoup moins à la politique européenne qu'avant. Nous avons déjà parlé du départ d'Edmond Turcotte et de la politique des

184. L'Événement-Journal, le 11 septembre 1939.

éditoriaux non signés¹⁸⁵. Ces derniers sont maintenant des constatations plus que des commentaires.

Le démantèlement de la Tchécoslovaquie est qualifié de "conquête annuelle de mars". Le journal constate que l'Europe ne réagit pas et croit qu'elle pourrait difficilement le faire à cause des engagements de Munich¹⁸⁶. Puis, il corrige cette dernière affirmation en citant une mise au point de Chamberlain, disant qu'Hitler avait affirmé que la conquête des Sudètes serait la dernière de ses conquêtes en Europe¹⁸⁷.

Le Canada ne retrouve sa flamme des années précédentes que lors de la signature de l'accord germano-russe. Cela confirme, dit-il, l'identité des régimes et devrait ouvrir les yeux des anticommunistes:

"Cette identité il était impossible jusqu'ici de la faire admettre à ceux que leur haine du communisme inclinaient [sic] vers le fascisme. Il n'a pas suffi que le nazisme mit à plusieurs reprises le monde à deux doigts d'une guerre épouvantable, il a fallu qu'il persécutât la religion pour que certains anticommunistes, particulièrement en notre province, se détournassent comme à regret de l'idéologie totalitaire".

185. Voir ci-dessus, p.87.

186. Le Canada, le 15 mars 1939.

187. Ibid., le 18 mars 1939.

Même quand il parle de politique internationale, Le Canada, n'oublie pas sa qualité de journal partisan et profite de l'occasion pour servir une leçon aux Québécois coupables de se détourner du parti libéral au profit du crédit social:

"Tous ceux qui ont applaudi aux premiers succès des dictateurs, qu'ils considéraient comme les champions de l'anticommunisme et les restaurateurs de l'ordre dans leurs pays respectifs, sont dans une posture comparable à celle des partisans québécois du crédit social depuis l'alliance Herridge-Buck-Aberhart. Les hommes et les régimes pour lesquels ils ont manifesté de la sympathie, voire de l'admiration, sont aujourd'hui alliés à leurs pires ennemis.

Il est vrai que nos organes et groupements d'extrême-droite ont autant d'excuses - si cela peut être une excuse! - à avoir été bernés que les grandes puissances d'Occident, lesquelles voient la Russie leur tourner le dos précisément à l'heure où elles lui font des avances. Mais tout cela n'est-il pas une rude leçon pour ceux qui tiennent pour les solutions extrêmes? C'est l'essence même du libéralisme d'éviter autant que possible les solutions extrêmes et de rechercher le juste milieu".

Poursuivant ses commentaires sur la signification du rapprochement germano-soviétique, Le Canada décoche du même coup une flèche à ceux qui, comme L'Action Catholique¹⁸⁸, ont parlé d'Etats prolétaires et d'Etats capitalistes. C'est là, dit

188. Voir ci-dessus, p.167.

Le Canada, un vocabulaire de communistes et le rapprochement entre les Etats totalitaires montre bien la parenté des régimes :

"Les chefs des Etats totalitaires emploient dans l'ordre international le même langage, le même vocabulaire que les chefs communistes dans l'ordre social. On peut dire que les dictateurs ont maintenu un certain ordre chez eux en portant les revendications prolétariennes sur le plan international, en transformant la haine des classes en une haine des peuples, en détournant l'agitation populaire contre les grandes puissances politiques et économiques.

Il était inévitable que cela finît par coaliser toutes les formes de collectivisme contre les nations démocratiques, mais on ne s'attendait pas à ce que cette coalition se concrétisât d'une façon aussi imprévue en une alliance formelle".

Pourtant, pense Le Canada, le front des démocraties sera sans doute assez solide pour résister à celui des totalitarismes car les alliances des Etats totalitaires ne sont jamais sincères. L'espoir n'est donc pas perdu¹⁸⁹.

Malgré sa foi dans les démocraties, Le Canada s'aperçoit néanmoins que la guerre est imminente. La seule solution pour l'éviter serait que la Pologne cédât aux demandes hitlériennes. Mais l'Europe ayant vu ce que rapportaient les concessions faites à Hitler, ne laissera pas sacrifier la Pologne comme elle

189. Le Canada, le 23 août 1939.

a abandonné la Tchécoslovaquie.

"L'attitude résolue des démocraties occidentales fait toute la différence entre la situation de cette année et celle de l'année dernière. Et cela s'explique non seulement parce que ces pays sont mieux préparés à soutenir le choc des nations totalitaires, mais encore et surtout parce que les aveugles voient aujourd'hui clairement que l'Allemagne continuera ses empiètements tant qu'elle ne sera pas arrêtée par la force"¹⁹⁰.

L'inéluctable événement approche donc, de par la faute d'un homme qui, depuis Munich, a fait la preuve qu'il ne reculerait pas¹⁹¹.

Or, si l'imminence de la guerre en Europe agite autant les Canadiens, c'est que leur pays risque d'y être impliqué. Et Le Canada ne peut ignorer l'opposition des Canadiens français à cette action. Par contre, comme journal du parti libéral, il doit défendre les faits et gestes du gouvernement. Ces derniers jours d'août et de début de septembre 1939 furent sans doute fort pénibles pour l'auteur des éditoriaux du Canada. Pris entre deux positions extrêmes, le journal va s'efforcer de prouver que le gouvernement ne fait que continuer la politique qu'il proclame depuis des mois et, d'autre part,

190. Ibid., le 25 août 1939.

191. Ibid., le 26 août 1939.

il va chercher à minimiser l'opposition canadienne en reprochant au Devoir, principal organe de cette opposition, son incohérence et en taxant les réunions de protestation d'être l'oeuvre d'"extrémistes".

Côté gouvernement, Le Canada montre d'abord que King cherche à négocier. N'a-t-il pas envoyé des messages à Hitler, Moscicki et Mussolini, leur demandant de recourir aux pourparlers diplomatiques pour régler leurs différends¹⁹²? Le 2 septembre, il lui faut pourtant constater que cela n'a rien donné car l'Allemagne a attaqué la Pologne la veille. C'est donc la guerre. Il n'y a pas de doute cependant que celle-ci ne soit entièrement la faute d'Hitler, affirme Le Canada. C'est une guerre de civilisations qui vient d'éclater, une guerre de principes. La France et l'Angleterre représentent la liberté, la morale internationale et leur courage face à la terrible réalité commande notre admiration et notre sympathie¹⁹³.

Le journal ne peut pourtant éviter de parler du rôle que notre pays va certainement jouer dans cette affaire. Le gouvernement a d'ailleurs promis à la Grande-Bretagne sa "coopération efficace"¹⁹⁴. C'est là, dit Le Canada, une chose qui

192. Ibid., le 28 août 1939.

193. Ibid., le 2 septembre 1939.

194. Loc. cit.

ne peut nous surprendre puisque M. King a déjà dit à la Chambre des communes, en mars dernier, que le Canada appuierait la Grande-Bretagne en cas de guerre. C'est d'ailleurs la seule attitude possible car M. Lapointe a démontré que la neutralité du Canada était impossible. Sinon, il lui faudrait interner les troupes et les navires britanniques sur son territoire, ce qui déclencherait une guerre civile¹⁹⁵. Le journal va d'ailleurs longuement et lourdement insister sur cette impossible neutralité s'en prenant carrément au Devoir qui a suggéré une "neutralité bienveillante". Le Canada reproche d'abord à son confrère montréalais de tromper ses lecteurs en suggérant une chose impossible¹⁹⁶. Le lendemain, il affirme que la "participation modérée" du gouvernement canadien à la guerre sera sans doute assez semblable à la "neutralité bienveillante" proposée par Le Devoir¹⁹⁷. Finalement, à bout d'arguments et devant l'imminence de la décision du parlement - dont l'issue ne fait aucun doute - il préfère nier toute valeur au mouvement de protestation nourri par Le Devoir et exprimé dans une grande assemblée tenue au Monument national¹⁹⁸.

195. Loc. cit.

196. Ibid., le 6 septembre 1939.

197. Ibid., le 7 septembre 1939.

198. Assemblée du 5 septembre 1939.

D'après Le Canada,

"nous avons vu un petit groupe de jeunes gens irresponsables, mal préparés, ameuter la foule. [...] La campagne d'éducation qui eût pu favorablement impressionner l'opinion publique au Canada et dans tout l'Empire a tourné en campagne de démagogie parce que ses instigateurs n'ont pas su en écarter quelques gueulards et certains petits arrivistes pour qui tous les moyens sont bons qui conduisent à la notoriété"¹⁹⁹.

Mais l'incertitude cesse deux jours plus tard quand le parlement canadien vote l'entrée en guerre. Le Canada souligne tout d'abord qu'en déclarant lui-même la guerre, notre pays a affirmé sa souveraineté. Il poursuit en disant que ce geste a l'appui de la majorité des Canadiens et demande à la minorité canadienne-française de ne pas l'oublier. D'autre part, il souligne aux Québécois que la conscription n'aura pas lieu de par la démarche de M. Lapointe. Enfin, il rappelle que celui-ci a clairement expliqué que la neutralité était impossible car elle ne pouvait se concilier avec le sentiment du peuple canadien.

Le journal est quand même assez lucide pour savoir que ces menaces à peine voilées ne pourront gagner l'assentiment

199. Le Canada, le 8 septembre 1939.

des Canadiens français. C'est pourquoi, il termine son article avec un appel à l'unité:

"Restons unis! Restons-le autour d'un gouvernement qui, dans cette heure grave, vient de nous donner des preuves de son esprit canadien et dont la ligne de conduite promet de garder comme directive - pour peu qu'il se sente appuyé - le souci de l'avenir de notre pays. Quant à notre province, tant qu'elle conservera aux ministres qui la représentent aujourd'hui l'appui et la confiance qui font leur prestige, elle pourra se faire écouter dans le conseil de la nation"²⁰⁰.

Des journaux canadiens-français que nous avons parcourus, Le Canada est le quotidien qui a soutenu le plus fermement la décision du Canada d'entrer en guerre dès septembre 1939. C'était là une position que le journal du parti libéral était obligé de prendre. Mais il n'a pas pu ignorer le sentiment canadien-français sur cette question. Il a donc essayé de démontrer que l'alternative proposée à la guerre - la neutralité - était un geste impossible à poser à cause de l'opinion canadienne-anglaise. Par le fait même, il opposait deux opinions l'une à l'autre et montrait que l'opinion de la majorité ne supporterait pas d'être contredite par celle de la minorité. En contre-partie, cette dernière obtenait la promesse, garantie par

200. Ibid., le 11 septembre 1939.

les ministres qui la représentaient au cabinet, que le gouvernement ne recourrait pas à la conscription. C'est donc sur ce pacte virtuel que la guerre commençait.

Les coups de force nazis suscitèrent certes la réprobation de la presse canadienne-française mais pas unanimement ni pour les mêmes raisons. On retrouve ici le même clivage que lors de la guerre d'Espagne - contemporaine d'ailleurs de ces événements. Les journaux "libéraux" et "démocrates" sont plus prompts à dénoncer les événements d'Allemagne que les journaux catholico-nationalistes. Et les raisons des dénonciations sont différentes.

Le représentant de la grande presse, pour sa part, observe les événements plus qu'il ne les commente. Entre l'opposition des "démocrates" et celle des "nationalistes", il n'essaie pas de se prononcer. La Presse est un journal prudent qui, jusqu'en septembre 1939, espère que la guerre n'aura pas lieu. Une fois celle-ci déclarée, il regrette un tel dénouement et affirme sa confiance dans le gouvernement.

Le Canada, quant à lui, dénonça avec véhémence les gestes d'Hitler. Dès l'arrivée au pouvoir du chef nazi, il avait souligné le danger que présentait ce nouveau gouvernement pour

la paix mondiale. L'amitié, la sympathie que le journal ressentait pour la France l'ont promptement amené à s'inquiéter des agissements du pays limitrophe. De plus, Le Canada sincèrement attaché aux institutions démocratiques, ne pouvait que s'inquiéter des méthodes totalitaires d'Hitler. Pour ces raisons, il a été le journal canadien-français qui a le plus vertement dénoncé les nazis et qui, dès 1935, a pu annoncer que leurs agissements conduiraient à la guerre. Cependant, alors que cette issue devenait de plus en plus probable, la part que notre pays serait appelé à y jouer accula Le Canada à un dilemme: il était impossible de concilier ses sentiments sur la nécessité du conflit et la justesse de la cause des Alliés avec le sentiment réprobateur des Canadiens français. Ceux-ci ne voulaient pas d'une participation à la guerre. Le Canada fut donc obligé en 1939 de "sermonner" ses compatriotes et de manier les appels à la solidarité démocratique et la menace de la réprobation canadienne-anglaise. Ce rôle pénible, il le joue maladroitement en septembre 1939 et, même s'il est convaincu qu'il a raison, le journal envisage avec crainte l'avenir du gouvernement King et l'atmosphère qui règnera au Canada pendant la guerre.

La position de L'Événement se rapproche de celle du

Canada jusqu'au changement de propriétaire et d'orientation du journal à la fin de 1938. En 1935, le journal a beaucoup de sympathie pour la France et donc de crainte devant les gestes de l'Allemagne et les motifs qui l'inspirent. Mais en 1939, ce journal est plus préoccupé des questions québécoises que des questions internationales. Il connaît et partage le sentiment de crainte qui étreint les Canadiens français à l'idée d'une participation du Canada au conflit. C'est donc avec appréhension et tristesse qu'il évoque notre entrée en guerre.

La presse indépendante, c'est-à-dire nationaliste et (ou) catholique, ajoute à ces sentiments celui de l'irritation de constater que les Canadiens sont forcés de poser un tel geste. Ni Le Devoir ni L'Action Catholique n'ont de sympathie pour Hitler en 1939. Leur confiance du début s'est dissipée devant les gestes anticatholiques des nazis. L'Action est certes disposée à considérer de bonne foi les réclamations des pays "prolétaires" et verrait d'un bon oeil une redistribution mondiale des matières premières. Mais, à partir de 1937, elle trouve qu'Hitler exagère et qu'il réclame sans raison. Enfin, fidèle aux directives de l'Eglise, elle dénonce le racisme de l'Allemagne.

Ce manque de sympathie pour le régime nazi n'est pas doublé cependant d'une grande foi dans les institutions démocratiques ni d'un appui inconditionnel à la Grande-Bretagne. L'Action voit plutôt dans la position de celle-ci un impérialisme prêt à défendre ses avantages et faisant appel aux Dominions dans le but de préserver ses intérêts. On comprend donc que le journal réclame de la part des Canadiens anglais - les supporters de l'intervention à tout prix - un peu de canadianisme. L'Action accepterait une lutte pour défendre les intérêts du Canada mais non une lutte pour défendre ceux de la Grande-Bretagne.

C'était là la position du Devoir, depuis toujours pourrait-on dire. Dès que le mot "guerre" a surgi par rapport à Hitler, le journal montréalais en a vu tout de suite les implications. Quand l'Angleterre se sent menacée, dit-il, elle invoque les grands principes et réclame l'aide des Dominions. La population britannique de ces derniers ne sait que faire pour répondre aux désirs de la mère patrie. Le Canada a déjà connu cette aventure deux fois, il est à craindre qu'il ne la revive une troisième fois. Enfin, Le Devoir ne croit pas qu'il soit possible de faire la distinction entre "participation" et "conscription". Une fois engagé dans la première voie, la deuxième n'est plus qu'une étape. Si le con-

flit se prolonge le moins, il y aura conscription des biens et des hommes, malgré toutes les solennelles promesses du gouvernement. Voilà l'objet des craintes du Devoir et la substance de ses articles sur les crises internationales de 1935 à 1939.

Nous croyons qu'il y eut alors malentendu. Les Canadiens anglais n'agissaient pas - dans l'ensemble-par impérialisme mais avec le sentiment que les intérêts du Canada étaient liés à ceux de la Grande-Bretagne et, dans un sens plus large, à ceux des démocraties. Leur communauté de sentiments fut plus forte et plus décisive qu'une obligation découlant d'un texte de loi. En un mot, ils ne furent pas forcés d'entrer en guerre avec la Grande-Bretagne mais ils n'envisagèrent même pas comme possible de ne pas être à ses côtés, en septembre 1939, pour arrêter l'avance des "Barbares" allemands.

On comprend aussi que les Canadiens français n'aient pu partager un tel sentiment ni même le comprendre. Ils l'ont qualifié d'impérialisme, ils ont parlé de leur propre patriotisme canadien, alors que ces mots ne faisaient que recouvrir deux attitudes différentes: la solidarité des Canadiens anglais avec leur mère patrie en danger et l'indifférence des Canadiens français, qui n'ont pas de mère patrie, envers l'ancien conquérant.

C O N C L U S I O N

Les années 1935-1939, si fertiles en crises et en coups de force, ont été vécues avec crainte ou avec exaltation par les journaux canadiens-français. Ceux qui, comme L'Action Catholique et Le Devoir, y voyaient une lutte contre le communisme, se sont réjouis de l'élection d'Hitler et de la victoire de Franco. Ceux qui s'opposaient à la Grande-Bretagne en tant que puissance impérialiste - comme Le Devoir - n'ont pu cacher une certaine sympathie pour l'Italie mussolinienne, victorieuse de l'Ethiopie. Par contre, ceux qui croyaient sincèrement en la valeur de la démocratie et qui redoutaient les abus du totalitarisme, comme Le Canada, ont vu avec trouble, puis avec effroi, leurs pires craintes se confirmer. Enfin, ceux qui recherchaient la tranquillité et qui auraient voulu repousser le monde extérieur dans une zone hors d'atteinte du Canada français - comme La Presse et comme, dans une certaine mesure, L'Événement - ont subi déceptions sur déceptions, jusqu'au jour fatal du 10 septembre 1939.

Il ne faut pas croire cependant que les questions internationales l'aient emporté sur les préoccupations locales ou nationales dans les journaux des années 1930. Les journalistes canadiens-français ne sont pas alors familiers des questions internationales. En général, ils connaissent le monde extérieur de "seconde main", souvent par l'intermédiaire des journaux étrangers ou par le biais de leurs lectures. C'est à travers le filtre de leurs haines ou de leurs admirations, de leurs espoirs ou de leurs craintes qu'ils commentent les nouvelles de l'étranger.

Ainsi L'Action Catholique agit comme si elle était investie d'une mission anticommuniste. Elle juge l'étranger principalement en termes de "rouges" ou d'"anti-rouges". Quiconque s'affiche anticommuniste bénéficie de sa sympathie. D'où la bienveillance qu'elle affiche envers Mussolini, d'où le portrait amène d'Hitler à ses débuts, d'où aussi la véritable passion qu'elle apporte à soutenir la cause de Franco pendant la guerre civile d'Espagne. Ces prises de position sont cependant inséparables des sentiments que le journal entretient sur le Québec et son avenir. L'Action juge que la menace communiste est réelle au Québec et au Canada et qu'il faut lutter contre toutes les situations qui risquent d'entraîner cet

événement. La lutte qui se passe dans certains pays est donc une démonstration du genre de conflit qui pourrait éclater au Canada et la passion que le journal met à soutenir les adversaires des communistes en Europe est aussi forte que celle qu'il déploie contre les fourriers du communisme en Amérique du Nord. Ce jeu de sentiments est en effet remarquable dans ce journal: il déploie autant de vigueur à louer les adversaires du communisme qu'il met d'énergie à condamner ceux qui, dans le milieu québécois, lui semblent préparer un tel régime. C'est pourquoi L'Action n'est pas plus sympathique aux capitalistes ou aux démocrates - qu'elle confond dans un même groupe d'intérêts - qu'aux socialistes ou aux communistes. Il lui faut donc proposer une autre voie pour transformer le milieu socio-économique québécois et, cette solution, l'Eglise la lui fournit avec le corporatisme. Il serait donc faux de conclure des prises de position de L'Action catholique qu'elle favorisait le fascisme ou un quelconque totalitarisme. Elle approuve certes des éléments des régimes mussolinien, hitlérien ou franquiste - leur anticommunisme, leurs mesures en faveur de la famille - mais elle ne les considère pas comme des modèles pour le Québec car elle est opposée à l'action de l'Etat dans le domaine économique ou social.

Ainsi elle considère que l'Etat occupe trop de place dans le régime mussolinien. Enfin, L'Action, comme la plupart des journaux canadiens-français, est antimilitariste et opposée aux impérialismes, qu'ils soient italien, allemand ou britannique.

Le Devoir des années 1930 est très proche du quotidien québécois. Il croit lui aussi que le communisme représente une menace pour le Québec mais il n'éprouve aucune sympathie pour les capitalistes ou les démocrates. Il souhaite une transformation du milieu québécois, - fin des trusts, aide à la petite industrie et à la famille - et félicite largement les régimes hitlérien et mussolinien des mesures qu'ils ont prises en ce sens. Le Devoir est également porté à affirmer sa sympathie pour les régimes ou les gouvernements européens qui luttent contre le communisme. Mais, plus que L'Action, il réserve ses coups et ses sarcasmes pour les partis politiques canadiens qui, par leur indifférence à la misère, par leurs liens avec les grands intérêts financiers, préparent aussi sûrement la révolution communiste que le P.C. lui-même. Enfin, Le Devoir est viscéralement commis, pourrait-on dire, à défendre la cause du canadianisme et à dénoncer toute velléité d'impérialisme britannique. C'est ce genre de

position surtout qui l'a fait accuser de sympathie ou de complicité avec le fascisme mussolinien ou le totalitarisme hitlérien. Mais comme L'Action, Le Devoir est anti-étatiste, anti-impérialiste et antimilitariste, toutes choses qui l'éloignent de Mussolini ou d'Hitler. Par contre, il n'a aucune sympathie pour les principaux adversaires de ces dictateurs, l'Angleterre et la France. Comme L'Action corporatiste, qui a choisi une voie entre le capitalisme et le communisme, le Devoir est partisan de la neutralité du Canada dans le conflit à venir entre l'Angleterre et l'Allemagne, entre l'impérialisme et le totalitarisme.

Le Canada, L'Événement et La Presse reflètent eux aussi une certaine vision de la société québécoise dans leurs commentaires sur l'étranger. La Presse dans les années 1930 déplore la pénible situation économique du Canada mais n'en tire pas la conclusion qu'il faut agir d'une toute nouvelle façon pour en sortir. Un peu plus d'économie de la part du gouvernement, un peu plus d'énergie de la part des travailleurs, un peu de temps encore et la crise sera surmontée. Cette attitude "conservatrice" est également celle de L'Événement et du Canada. Ce dernier se méfie comme de la peste des

propositions corporatistes de L'Action et du Devoir et les accuse sans vergogne de proposer une révolution socialiste tout en refusant le mot. Le Canada croit que s'attaquer à la propriété privée des entreprises ne peut que conduire à renverser le système capitaliste. Sans être aussi violent que Le Canada, L'Événement défend lui aussi le régime capitaliste et le système libéral.

Cette prise de position influence l'attitude de ces journaux vis-à-vis l'étranger. Ils appuient spontanément les régimes démocratiques et libéraux et se méfient donc des chefs d'Etat, comme Mussolini, Franco et Hitler qui les vilipendent ou leur font la guerre. Dès le début de la guerre d'Espagne, Le Canada et L'Événement soulignent la parenté qui existe entre Franco et les deux chefs de gouvernement qui l'aident ouvertement, Mussolini et Hitler. Cependant, quand L'Événement est convaincu que les adversaires de Franco ne sont pas des démocrates libéraux mais bien des communistes, il prend parti pour le généralissime. La peur du communisme est largement répandue au Québec et aucun des cinq quotidiens n'appuierait un régime communiste.

Néanmoins, si l'opposition au communisme est un fait constant, elle n'est pas le principal cheval de bataille de la grande presse ou des quotidiens "libéraux". Leur

caractéristique est plutôt de refléter et de favoriser le système établi, soit le régime capitaliste et la démocratie libérale. Cet appui positif entre pourtant en conflit avec le nationalisme isolationniste canadien-français des années 1930. L'appui accordé à la Grande-Bretagne et à la France est réel mais détaché et tempéré tant qu'il n'entraîne pas à poser des gestes concrets. Cependant, une fois que le conflit éclate, ces journaux sont désolés de voir que le Canada est obligé d'y prendre part. Même le journal Le Canada a mauvaise grâce et est mal à l'aise pour défendre l'entrée en guerre. Unanimement, tous les journaux refusent de croire que ce geste ira jusqu'à sa conséquence logique, soit la conscription de toutes les forces combattantes dans la lutte outre-mer. Et des journaux comme L'Action catholique et surtout Le Devoir ont alors beau jeu d'ironiser sur le dépit que ressentent les journaux "libéraux". L'appui moral, assez facile à décerner en paroles, se dérobe devant le soutien actif qui est soudainement exigé. C'est l'heure des "je vous l'avais bien dit" et des "il fallait s'y attendre", dans lesquels Le Devoir excelle.

Il nous semble que tous ces journaux, comme le milieu canadien-français des années 1930, étaient décalés par

rapport à l'évolution contemporaine. Les solutions irréalistes, quasi médiévales prônées par L'Action Catholique et par Le Devoir ne pouvaient résoudre la crise économique ni le malaise social qui existaient alors au Québec. La foi vague et modérée dans le capitalisme traditionnel et dans la démocratie libérale impliquaient des servitudes que La Presse, Le Canada et L'Événement refusaient de voir. Quand le conflit a éclaté, le Canada français et ces "réflecteurs de l'opinion" que sont les journaux, ont éprouvé un choc. Jusque-là, le Canada français était, selon le mot de Georges-Émile Lapalme "une petite civilisation perdue dans une grande"¹. La guerre allait le confronter âprement à la grande civilisation et lui faire réaliser que l'isolement n'était plus possible. Il faisait partie du monde occidental de par sa position géographique et ses liens historiques, il était donc entraîné avec tous les pays occidentaux dans le grand brassage de la guerre.

1. Georges-Émile Lapalme, Mémoires, t.2, "Le vent de l'oubli", p.72.

I N D E X O N O M A S T I Q U E

-A-

Aberhart, W., 180.
Asselin, O., 3, 4, 5, 87.

-B-

Beaulieu, A., 3, 7, 14.
Bénès, E., 105, 106, 107,
156.
Bennett, R.B., 20.
Bernanos, G., 87.
Blum, L., 62.
Bonaparte, N., 161.
Bonenfant, J.-C., 93.
Bourassa, H., 14.
Briand, A., 17, 131.
Buck, T., 180.
Bull, J., 132.

-C-

Cardin, P-J-A., 172.
Chamberlain, N., 82, 105,
106, 107, 109, 110, 155,
156, 158, 160, 161, 162,
165, 179.
Chassé, E., 93.

-D-

Daladier, E., 156.
Dandurand, R., 52, 172.
Daudet, L., 46.

Désy, J., 25.
Dollfuss, E., 145, 147.
Dorion, J., 8, 9, 54, 124.
Duplessis, M., 87.
Duroselle, J.-B., 18, 19, 52,
61, 63, 101, 102, 128, 129,
139, 140, 141, 145, 147,
163,

-E-

Eayrs, J., 20, 21, 109, 110.
Eden, A., 141.

-F-

Ferguson, A., 22, 49, 50.
Franco, F., 61, 62, 63, 64,
65, 67, 72, 75, 76, 77,
79, 80, 81, 83, 85, 87,
88, 90, 91, 92, 96, 97,
98, 99, 103, 192, 193,
197.

-G-

Garibaldi, G., 32.
Gilson, E., 90.
Girard, A., 47.
Godbout, A., 3.
Griaule, M., 45.
Grosser, A., 100.
Guillaume II., 121.

-H-

-H-

Hacha, E., 107.
 Hamelin, J., 3, 7, 14.
 Henlein, K., 105.
 Héroux, O., 13, 50.
 Herridge, W.D., 180.
 Hindenburg, P. de B. et.,
 101, 121.
 Hitler, A., 17, 28, 83,
 100, 101, 102, 103, 104,
 105, 106, 107, 109, 110,
 113, 114, 115, 116, 117,
 118, 120, 121, 122, 123,
 124, 125, 126, 127, 128,
 129, 131, 132, 133, 134,
 135, 138, 139, 140, 141,
 142, 143, 144, 145, 147,
 148, 149, 150, 151, 152,
 153, 154, 155, 156, 157,
 162, 164, 167, 169, 175,
 176, 177, 179, 181, 183,
 187, 188, 189, 190, 192,
 193, 196, 197.
 Hoar, V., 65, 66.
 Hoare, S., 26.

-K-

Kellogg, F.B., 17.
 King, W.L.M., 3, 20, 23, 25,
 26, 35, 37, 47, 48, 50, 109,
 110, 111, 112, 113, 160,
 170, 172, 174, 183, 184,
 188.

-L-

Lapalme, G.-E., 199.
 Lapointe, E., 20, 23, 25, 38,
 41, 42, 43, 48, 172, 174,
 175, 184, 185.

Laurier, W., 3.
 Laval, P., 26.
 Lénine,
 Letellier de Saint-Just, E.,
 6, 87.
 Lèveiller, L., 93.
 L'Heureux, E., 8, 9, 10, 125, 165,
 Litvinoff, M., 43, 54, 56.
 Lortie, Abbé., 8.

-M-

Macdonald, R., 133.
 Machiavel, N., 56.
 Mackenzie, W.L., 65.
 Manevy, R., 28.
 Maritain, J., 85, 89, 92, 99.
 Mauriac, F., 85, 89, 90, 91,
 92, 99.
 Meighen, A., 1.
 Miklas, L., 104.
 Monroe, J., 171.
 Moscicki, I., 113, 183.
 Mussolini, B., 17, 18, 19, 26,
 27, 28, 31, 32, 33, 34, 41,
 43, 45, 52, 53, 56, 64, 79,
 83, 103, 104, 106, 107, 124,
 141, 146, 147, 156, 163,
 164, 167, 169, 176, 183,
 193, 196, 197.

-N-

Negrin, J., 66.
 Nemours, le général., 47.

-O-

Ormesson, Wladimir d'., 120.

-P-

Papineau, L.-J., 65.
 Pearson, L.B., 25.
 Pelletier, G., 13, 14.
 Pie XI., 149, 158.
 Poulat, E., 97.
 Poulin, T., 123.
 Power, C.G., 172.

-R-

Rémond, R., 46, 89, 90, 92,
 98.
 Ribbentrop, J. von., 146.
 Riddell, W., 19, 21, 24, 25,
 26, 39, 41, 43, 48.
 Rivard, A., 8.
 Roosevelt, F.D., 121, 125,
 143.
 Roy, L.-P., 8, 9, 80, 81,
 156.
 Roy, l'abbé P.-E., 8.

-S-

Salazar, A. de O., 11.
 Sanjurgo, J., 62.
 Savard, P., 8.
 Schuschnigg, K. von., 104,
 147, 152.
 Seyss-Inquart, A., 104.
 Skelton, O.D., 21, 22, 25.
 Sotelo, J. Calvo., 61.
 Staline, J., 118, 176, 177.

-T-

Taschereau, A., 3.
 Thomas, A., 61, 62, 76, 82,
 85.

Tiso, Y., 107.
 Turoctte, E., 3, 4, 5, 6, 32,
 77, 79, 87, 178.

-U-

Unamuno, M. de., 76.

-V-

Verrault, J., 93.
 Victor-Emmanuel II., 32.

-W-

Wilson, W., 148.